DL

Conseil d'Etat - Raad van State
LÉGISLATION - WETGEVING
14. MAA 1960
Transmis à M. Coordination(1)
Overgemaakt aan de H.

TL.

L.6952/1.

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre des Communications, le 15 décembre 1959, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "portant statut du personnel permanent de la Régie des voies aériennes", a donné le 18 janvier 1960 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 15e december 1959 door de Minister van Verkeerswezen verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "houdende statuut van het bestendig personeel van de Regie der luchtwegen", heeft de 18e januari 1960 het volgend advies gegeven :

C.E. - R.S.
Extrait - Uittreksel
-15.3.60
N° 2000

OBSERVATIONS GENERALES.

I.

Le projet exécute à la fois l'article 9 de l'arrêté-loi du 20 novembre 1946 créant la Régie des voies aériennes et l'article 11 de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public. Ces deux dispositions légales chargent le Roi d'établir le statut du personnel de la Régie des voies aériennes. L'arrêté-loi du 20 novembre 1946 contient, en ce qui concerne le personnel de la Régie, certaines dispositions qui n'ont pas été abrogées par la loi du 16 mars 1954 et qui limitent le pouvoir de fixer le statut du personnel confié au Roi.

L'article 2 de cet arrêté-loi charge le Ministre de nommer et de révoquer le personnel de la Régie, à l'exception du directeur général.

Aux termes de l'article 5, le directeur général est nommé et révoqué par le Roi; le Ministre peut lui déléguer certains de ses pouvoirs.

L'article 9 de l'arrêté-loi dispose :

"Le statut du personnel de la Régie des voies aériennes est établi par le Roi, sur proposition du Ministre chargé de l'administration de l'aéronautique civile après consultation du Comité du personnel du Ministère des Communications.

.../...

législation par référence présenterait l'avantage d'éviter que le statut des agents de la Régie des voies aériennes ne doive être modifié par arrêté royal chaque fois que les dispositions du statut des agents de l'Etat rendues applicables à la Régie seront modifiées. Cet avantage est toutefois exclu par l'article 55 du projet, en vertu duquel les modifications qui seront apportées aux articles du statut des agents de l'Etat auxquels le projet se réfère ne seront pas applicables de plein droit à la Régie. Il résulte de cet article que la situation statutaire des agents de la Régie pourrait être, en partie du moins, déterminée par des dispositions réglementaires abrogées, ce qui pourrait donner lieu à des difficultés d'interprétation. En outre, certains des textes statutaires auxquels le projet se réfère ne peuvent s'appliquer aux agents de la Régie qu'après avoir été adaptés aux dispositions légales et réglementaires particulières à ces agents. Le projet ne fait pas ces adaptations dans tous les cas où elles sont nécessaires. Il serait donc préférable de reproduire, dans le projet, toutes les dispositions réglementaires qui seront applicables à la Régie des voies aériennes, ce qui rendrait plus aisée la consultation du statut du personnel de cette Régie. Le Conseil d'Etat propose, pour l'ensemble de l'arrêté, un texte nouveau qui tient compte de cette observation. En rédigeant ce texte, le Conseil d'Etat a veillé à ne pas modifier les dispositions réglementaires qui sont déjà en vigueur. Toutefois, il a apporté à certaines de ces dispositions les adaptations rendues nécessaires pour les mettre en concordance, soit avec d'autres articles du projet, soit avec d'autres

.../...

dispositions légales ou réglementaires. Il a, en outre, apporté des modifications de forme à quelques articles du statut des agents de l'Etat dont la rédaction lui a paru défectueuse.

III.

Le projet emploie l'expression "personnel permanent", alors que le statut des agents de l'Etat emploie l'expression "agent définitif". Si le Gouvernement n'a pas de raison particulière d'établir une distinction entre la situation juridique de l'agent de l'Etat nommé à titre définitif et celle de l'agent de la Régie nommé à titre permanent, il est préférable d'utiliser la même terminologie dans les deux statuts. Si l'arrêté royal n° 117 du 27 février 1935 emploie l'expression "le personnel permanent", des lois plus récentes, notamment celles du 2 août 1955 portant péréquation des pensions de retraite et de survie (article 32) et du 28 avril 1958 relative à la pension des membres du personnel de certains organismes d'intérêt public et de leurs ayants droit, utilisent l'expression "agent nommé à titre définitif". C'est donc le terme "définitif" qui devrait être employé.

Certains articles du projet qualifient d'"essai" la période qui précède la nomination définitive, que le statut des agents de l'Etat et les lois des 2 août 1955 et 28 novembre 1958 qualifient de "stage". Dans le texte qu'il propose, le Conseil d'Etat a adopté le terme "stage" qui, pour le motif indiqué ci-dessus, lui paraît préférable.

.../...

IV.

Plusieurs articles du projet chargent le Ministre de régler certaines matières par voie de dispositions générales. A peine d'éluder les règles légales de compétence, les délégations de pouvoir ne sont permises que pour des mesures secondaires. Certaines des matières confiées au Ministre par le projet sont trop importantes pour faire l'objet d'une délégation. Ce serait permettre au Ministre d'établir une partie du statut du personnel que de lui confier le pouvoir de déterminer les conditions de nominations aux divers grades et les grades auxquels les stagiaires pourront accéder sans l'examen d'admission définitive. L'attribution au Ministre des Communications du pouvoir de fixer le statut du personnel méconnaîtrait l'article 9 de l'arrêté-loi du 20 novembre 1946 et l'article 11 de la loi du 16 mars 1954, qui attribuent ce pouvoir au Roi; elle permettrait, en outre, d'éluder l'intervention du Ministre qui a l'administration générale dans ses attributions ; or, cette intervention est prescrite par l'article 11 susdit.

OBSERVATIONS PARTICULIERES.

Préambule.

Le premier alinéa du préambule, qui vise les articles 66, alinéa 2, et 67 de la Constitution, doit être omis. Ce ne sont, en effet, pas ces articles de la Constitution, mais l'arrêté-loi du 20 novembre 1946 et la loi du 16 mars 1954 qui constituent le fondement légal du projet.

.../...

Le quatrième alinéa du préambule, qui vise l'arrêté royal du 8 avril 1954, peut être omis.

Le considérant qui figure à l'alinéa 5 est inutile. Il est d'ailleurs incomplet, puisque l'obligation de doter le personnel de la Régie d'un statut résulte déjà de l'article 9 de l'arrêté-loi du 20 novembre 1946.

Aux termes de l'article 9 de l'arrêté-loi du 20 novembre 1946, le statut doit être soumis à l'avis du Comité du personnel du Ministère des Communications, devenu le Comité de consultation syndicale de ce Ministère. Cette consultation ayant été demandée et donnée, il convient d'en faire mention au préambule.

L'alinéa 8 vise l'accord de l'inspection des Finances. Cet accord est prescrit par l'arrêté royal du 8 avril 1954; il ne doit pas être mentionné au préambule des textes réglementaires.

Le projet prévoit la proposition et le contreseing du Premier Ministre, du Ministre vice-président du Conseil de cabinet, et du Ministre des Communications.

L'article 11 de la loi du 16 mars 1954 prévoit la proposition du Ministre qui a l'administration générale dans ses attributions. Ce Ministre est actuellement le Ministre vice-président du Conseil de cabinet. Depuis qu'il a été modifié par l'arrêté royal du 25 novembre 1959, l'arrêté royal du 20 novembre 1958 délimitant les attributions respectives du Premier Ministre et du Ministre chargé de l'administration générale, ne prévoit plus que le Premier Ministre contresigne les dispositions relatives au statut des agents. Le projet ne doit donc être ni présenté, ni contresigné par le Premier Ministre.

.../...

Article 1er.

Il résulte de la généralité des termes de cet article que le directeur général sera, comme les autres agents, soumis au statut du personnel, sous la réserve qu'il sera nommé et révoqué par le Roi.

Article 3.

Le § 2 de cet article confie au Ministre le pouvoir de fixer "le classement des grades en catégories, leur hiérarchie et les conditions de nomination à chacun d'eux". Pour le motif indiqué à l'observation générale IV du présent avis, le texte proposé réserve ces pouvoirs au Roi.

Le § 3 dispose que les diplômes ou certificats d'études pris en considération pour l'admission à la Régie sont ceux qui sont pris en considération pour l'admission dans les administrations de l'Etat. Le Conseil d'Etat propose d'indiquer ces diplômes ou certificats dans un tableau qui serait annexé au projet.

Article 4.

Le § 1er dispose qu'aucune promotion ou nomination ne peut s'effectuer que si un emploi est vacant. La vacance d'un emploi ne suffit pas pour permettre le recrutement d'un agent par la Régie. Celle-ci doit, en outre, se conformer aux règles de contrôle administratif établies par l'alinéa 2 de l'article 11 de la loi du 16 mars 1954, modifié par l'arrêté royal du 18 décembre 1957.

.../...

Le même paragraphe dispose que la nécessité de conférer un emploi vacant est publiée selon le mode que le Ministre détermine. En cas de recrutement, l'article 12 du projet, en rendant applicable l'article 23 du statut des agents de l'Etat, prescrit déjà la publication au Moniteur belge d'un appel public aux candidats. Il n'est donc pas nécessaire de confier au Ministre le pouvoir de déterminer le mode de publication. En outre, le mot "publication" est impropre pour désigner la formalité qui précédera la promotion. En cas d'avancement de grade, il suffit, en effet, que l'intention de pourvoir à un emploi soit portée à la connaissance des agents intéressés.

\+

\+ \+

Le § 2 dispose notamment que le § 1er n'est pas applicable en cas de retrait d'une promotion irrégulière. Suivant les déclarations des délégués du Ministre des Communications, les mots "retrait d'une promotion irrégulière" visent à la fois la démission d'office de l'agent dont la promotion n'est pas régulière (l'article 107, 1°, du statut des agents de l'Etat, rendu applicable à la Régie par l'article 50 du projet), l'annulation par le Conseil d'Etat d'une promotion irrégulière, et le retrait d'une telle promotion.

Il existe entre le retrait et la démission d'office une différence. Le retrait a un effet rétroactif, tandis que la démission d'office ne produit pas un tel effet (Conseil d'Etat, n° 5591, PAENHUYS, du 9 avril 1957).

.../...

La jurispreudence du Conseil d'Etat n'admet pas que l'autorité administrative puisse dans tous les cas retirer un acte irrégulier qui a conféré des droits. Ce n'est que dans des cas exceptionnels que la jurisprudence autorise ce retrait (Conseil d'Etat, arrêt PAENHUYS précité, et arrêt n° 6691, VALENTIN, du 20 novembre 1958). La disposition du § 2 de l'article 4 ne doit pas être interprétée comme conférant au Ministre le pouvoir de retirer une promotion irrégulière en dehors des cas où ce retrait est admis par les principes généraux du droit.

Le § 2 du même article dispose, en outre, que les règles du § 1er ne doivent pas être respectées en cas de nomination faite en application de la loi du 28 juin 1932 sur l'emploi des langues en matière administrative. Cette loi ne prévoit pas d'autre nomination en surnombre que celle de l'adjoint bilingue, dont il est question en son article 4, § 3. L'article 10 de cette loi, relatif à la sauvegarde des droits personnels acquis par les fonctionnaires et agents en service au moment de la mise en vigueur de la loi, ne prévoit pas la nomination en surnombre des agents dépassés dans leur carrière en raison de la nécessité d'assurer l'application de la loi sur l'emploi des langues. De telles promotions sont rendues possibles pour les agents de l'Etat par l'arrêté du Régent du 28 avril 1947, mais cet arrêté n'est pas applicable aux agents de la Régie. Si le Gouvernement avait l'intention de rendre applicable à la Régie le régime de promotion en surnombre, il devrait compléter le projet.

.../...

Le § 3 dispose en son premier alinéa que les agents de la Régie, à l'exception du directeur général, sont nommés ou promus par le Ministre. Cette disposition ne fait que rappeler celle qui figure au troisième alinéa de l'article 2 de l'arrêté-loi du 20 novembre 1946. Le projet ne prévoit pas expressément que le pouvoir de nomination pourra être délégué au directeur général. Les représentants du Ministre des Communications ont fait observer que celui-ci avait l'intention de déléguer certains pouvoirs au directeur général mais qu'il jugeait inutile de prévoir expressément cette délégation dans le statut, celle-ci étant permise par l'article 5 de l'arrêté-loi du 20 novembre 1946.

L'intention du Ministre étant d'user de la faculté de délégation qui lui est conférée par l'arrêté-loi, il serait préférable d'indiquer dans le projet les limites de cette délégation.

S'inspirant des règles du statut des agents de l'Etat, le Conseil d'Etat propose de limiter à la troisième et à la quatrième catégorie le pouvoir de nomination que le Ministre pourra confier au directeur général.

Le second alinéa du § 3 dispose que les agents de la première catégorie ne sont promus qu'après avis du conseil de direction. Cette règle, qui institue une des formalités substantielles de la procédure d'avancement de grade, devrait figurer au titre VII du projet.

.../...

Article 8 du projet (article 13 du texte proposé)

Le § 1er de l'article 8 classe à part trois conditions qui seraient requises pour qu'une personne soit soumise au statut des agents de la Régie. Il s'agit, en réalité, des conditions exigées de manière permanente dans le chef des agents de la Régie; la perte d'une seule de ces conditions entraîne la démission d'office en vertu de l'article 51 du projet.

Le § 2 indique trois conditions qui sont requises pour qu'une personne puisse acquérir la qualité d'agent soumis au statut des agents de la Régie. Ce paragraphe omet d'indiquer que les conditions du § 1er sont également exigées.

En vertu du second alinéa du § 3, le Ministre pourra relever la limite d'âge pour l'admission à des grades de caractère technique "à défaut de candidats qui satisfont à ces limites d'âge". Cette disposition exige, pour que la limite d'âge puisse être relevée, qu'un premier appel aux candidats n'ait donné aucun résultat. Telle est bien, selon les délégués du Ministre, l'intention du Gouvernement,qui désire que la limite d'âge ne soit relevée qu'exceptionnellement.

Article 9 du projet (article 14 du texte proposé)

Le projet ne charge pas le service de santé administratif des examens médicaux précédant le recrutement. Par contre, d'autres articles du projet confient à ce service certains examens médicaux (article 19 du projet rendant applicable l'article 28bis du statut

.../...

des agents de l'Etat;article 48 du projet,rendant applicable l'arrêté royal du 16 mars 1940 et l'arrêté royal du 30 mars 1939).

Le second alinéa dispose que "les exigences physiques, particulières à la fonction" seront déterminées par le Ministre. Il ne se justifie pas de confier au Ministre la détermination des conditions d'aptitude physique,puisque ces conditions ont déjà été fixées par un arrêté royal du 3 août 1954, que le projet n'abroge pas, et auquel se réfère le rapport au Roi.

Article 10 du projet (article 15 du texte proposé).

L'article 10 prévoit que le concours comportera notamment une épreuve classique si les candidats sont dispensés de la possession d'un diplôme,et que cette épreuve classique "porte sur des matières choisies parmi celles dont la connaissance est exigée des diplômés du niveau d'enseignement requis pour l'épreuve".

L'épreuve classique n'étant prévue que lorsque aucun diplôme n'est exigé, il est impossible de déterminer le niveau de cette épreuve en se référant aux connaissances qui sont constatées par les diplômes requis pour l'admission à l'épreuve.

Il résulte du § 3 de l'article 3 du projet que seuls les candidats aux fonctions de la quatrième catégorie seront dispensés d'un diplôme.

Ignorant les intentions exactes du Gouvernement, le Conseil d'Etat laisse à celui-ci le soin de compléter l'article 15 du texte proposé en indiquant les matières sur lesquelles portera l'épreuve classique.

.../...

Article 13 du projet.

Aux termes de cet article, "les candidats admis sont nommés sous condition résolutoire". Selon le texte néerlandais, cette condition serait non pas résolutoire, mais suspensive (opschortende voorwaarde). Il résulte des explications fournies au Conseil d'Etat que c'est le texte français qui correspond aux intentions du Gouvernement.

La nomination sous condition résolutoire est une notion nouvelle pour désigner la situation administrative d'un agent d'un service public. Le Conseil d'Etat n'aperçoit pas l'utilité du recours à cette notion. Le projet omet d'ailleurs d'indiquer quel serait l'événement futur et incertain dont dépendrait la résolution de la nomination. La nomination sous condition résolutoire ne se concilie pas avec la nomination définitive prévue à l'article 22 du projet. En effet, si une condition résolutoire ne se réalise pas, l'acte juridique continue à produire ses effets sans qu'il soit besoin d'un acte de confirmation. Au surplus, en droit civil, la condition résolutoire a effet rétroactif : la conséquence logique de ce système serait que, la condition résolutoire se réalisant, l'agent serait censé n'avoir jamais été nommé.

Le Conseil d'Etat propose d'abandonner la notion de la nomination sous condition résolutoire et d'y substituer la notion de nomination en stage.

./.

Il est proposé d'omettre l'article 13 du projet et de dire à l'article 16 (article 24 du texte proposé) que les candidats qui satisfont aux conditions d'admissibilité sont nommés en stage.

Article 14 du projet (article 23 du texte proposé).

L'annulation de la nomination de l'agent qui néglige de prêter le serment que prévoit l'article 48 du statut des agents de l'Etat, rendu applicable à la Régie par l'article 14 du projet, ne se produit pas de plein droit. L'omission du serment n'entraîne l'annulation de la nomination que si elle est constatée par l'autorité compétente (Conseil d'Etat, n° 7253, BOSMANS, du 6 octobre 1959).

Article 15 du projet (article 22 du texte proposé)

L'article 15 désigne les autorités compétentes pour recevoir le serment des agents. Ce n'est qu'en raison de l'absence des dispositions légales prévues par l'article 3 du décret du 20 juillet 1831 que le Roi a le pouvoir de désigner l'autorité compétente pour recevoir le serment (Cass. 20 octobre 1868, Pas. 1869, I, 238; arrêt du Conseil d'Etat n° 6371, du 20 juin 1958).

.../...

Article 18 du projet.

Cet article dispose que les stagiaires sont, "lorsqu'ils sont mis en préavis, soumis pendant la durée de ce préavis aux dispositions du statut des agents temporaires de la Régie".

Cette disposition, qui reproduit le deuxième alinéa de l'article 34bis du statut des agents de l'Etat, est actuellement sans portée. Le statut des agents temporaires de la Régie n'étant pas encore établi, il n'est pas possible de se référer à ce statut pour établir la situation juridique des stagiaires licenciés. Cet article devrait être omis. Lorsque le Gouvernement établira le statut des agents temporaires de la Régie, il pourra rendre ce statut applicable aux agents stagiaires qui ont reçu un préavis de licenciement.

Article 19 du projet (article 27 du texte proposé).

L'article 30, alinéa 3, du statut des agents de l'Etat, rendu applicable à la Régie, prévoit que le conseil de direction autorise le stagiaire à se présenter à l'examen d'admission définitive. Cette disposition doit être mise en concordance avec l'article 20 du projet, qui permet de dispenser certains agents de l'examen d'admission définitive.

.../...

Article 20 du projet (article 30 du texte proposé)

Cet article permet au Ministre de déterminer les grades auxquels les stagiaires peuvent accéder sans examen d'admission définitive. Pour le motif indiqué dans l'observation générale IV du présent avis, ce pouvoir devrait être réservé au Roi.

Article 21 du projet.

Aux termes de cet article, "l'expiration favorable de la période d'essai" ou la réussite de l'examen d'admission définitive lèvent la condition résolutoire qui affecte la nomination. Cet article doit être omis si la notion de "nomination sous condition résolutoire" est abandonnée.

Article 22 du projet (articles 31 et 33 du texte proposé).

L'article 34 du statut des agents de l'Etat, rendu applicable à la Régie, doit être complété par une disposition prévoyant la nomination des stagiaires dispensés de l'examen d'admission définitive.

L'article 34ter du statut des agents de l'Etat, rendu applicable à la Régie, détermine le classement des agents en tenant compte des résultats du concours d'admission au stage et de l'examen d'admission définitive. Il doit être complété par une disposition prévoyant le mode de classement des agents qui sont dispensés de l'examen d'admission définitive.

\+

\+ \+

Le projet ne contient pas de disposition semblable à celles des articles 29 et 52 du statut des agents de l'Etat, qui rendent applicables aux stagiaires les articles du statut relatifs aux devoirs et aux incompatibilités. Il paraît, toutefois, évident que ces articles sont applicables aux stagiaires. L'article 34 du texte proposé par le Conseil d'Etat assimile l'agent stagiaire à l'agent définitif en ce qui concerne les devoirs et les incompatibilités. Cet article devrait être complété si le Gouvernement entendait rendre applicables aux stagiaires d'autres articles du projet, par exemple, ceux qui concernent le régime disciplinaire, les congés, la démission d'office, la suspension préventive et le service social. Il résulte, en effet, de l'article 1er du projet qu'à défaut de dispositions expresses, les règles du statut ne s'appliquent qu'aux agents définitifs.

Article 23 du projet (article 35 du texte proposé).

Cette disposition, comparable à l'article 18 du statut des agents de l'Etat, est rédigée dans des termes trop généraux. Elle permet, en effet, au Ministre de dispenser des personnes d'une haute valeur administrative, scientifique ou technique, des conditions prescrites au titre III. Il est évident, toutefois, que le Ministre ne pourrait pas nommer agent de la Régie une personne qui n'aurait pas la nationalité belge, qui ne jouirait pas de ses droits civils et politiques, qui ne satisferait pas aux lois sur la milice ou qui ne serait pas de conduite irréprochable. Par contre, en permettant uniquement de dispenser des conditions prescrites au titre III, l'article 23 n'autorise pas le Ministre à dispenser

.../...

de la possession du diplôme imposé par le titre Ier du projet. Selon les renseignements fournis au Conseil d'Etat, le Gouvernement a l'intention de permettre au Ministre de prévoir des dispenses de diplôme.

Parmi les conditions auxquelles est subordonnée la possibilité pour le Ministre de recourir au mode exceptionnel de recrutement que prévoit l'article 23 du projet, figure l'impossibilité de pourvoir à l'emploi vacant par concours ou par promotion. Il a été jugé que les termes "impossibilité de pourvoir à l'emploi vacant par concours", qui figurent à l'article 18 du statut des agents de l'Etat, n'imposaient pas l'organisation préalable d'un concours qui n'aurait pas permis le recrutement d'un agent (Conseil d'Etat, n° 3998, LION et BARY, du 14 janvier 1955).

Selon les renseignements donnés au Conseil d'Etat, le Gouvernement entend réserver au Ministre le pouvoir d'apprécier l'aptitude des agents susceptibles d'obtenir l'emploi par promotion. Il convient donc de faire suivre les mots "impossibilité d'y pourvoir ... par promotion" par les mots "d'un agent jugé apte à occuper l'emploi".

Article 24 du projet (article 38 du texte proposé).

L'arrêté royal n° 87 du 5 février 1935 relatif aux cumuls en matière de fonctions et d'emplois publics, est applicable aux agents de la Régie. Il établit des incompatibilités moins sévères que celles des articles 49 et 50 du statut des agents de l'Etat rendus applicables

.../...

à la Régie. Toutefois, en vertu de l'article 4 de l'arrêté royal du 5 février 1935, les dérogations aux interdictions établies par cet arrêté ne peuvent être accordées que par délibération du Conseil des Ministres. Ce n'est donc que dans les cas où l'arrêté royal du 5 février 1935 n'est pas applicable que le projet peut confier au Ministre le pouvoir d'accorder des dérogations aux interdictions prévues au projet.

Telle qu'elle est rédigée, la disposition du projet, qui rend applicable à la Régie l'article 51 du statut des agents de l'Etat, confie au Ministre le pouvoir d'accorder les autorisations de cumul, mais maintient la formalité de la délibération du Conseil des Ministres. Selon les renseignements fournis par les représentants du Ministre des Communications, le Gouvernement n'a pas l'intention de faire délibérer en Conseil des Ministres les arrêtés ministériels d'autorisation de cumul, sauf toutefois lorsque cette délibération est imposée par l'arrêté royal n° 87 du 5 février 1935. Le texte du Gouvernement a été modifié en conséquence.

Article 25 du projet (article 39 du texte proposé).

Aux termes de l'alinéa premier de cet article, le conseil de direction comprend les fonctionnaires généraux, les directeurs qui ont la charge d'une direction et des délégués des organisations professionnelles représentées au Comité de consultation syndicale.

.../...

L'expression "fonctionnaires généraux" doit être définie. Selon les déclarations des représentants du Ministre des Communications, il n'y aurait actuellement à la Régie qu'un seul fonctionnaire général, le directeur général. Toutefois, un projet de modification du cadre est à l'examen et ce projet prévoit un emploi d'inspecteur général et des emplois de directeur d'administration, dont les titulaires seraient des fonctionnaires généraux.

L'expression "directeurs qui ont la charge d'une direction" peut donner lieu à des difficultés d'application. En effet, d'une part, le cadre actuel de la Régie ne divise pas les services en "directions" et, d'autre part, certains services, qui ont l'importance d'une direction, peuvent avoir à leur tête des fonctionnaires ayant un autre grade que celui de directeur. Pour éviter des contestations au sujet de la composition du conseil de direction, l'arrêté fixant le cadre du personnel de la Régie devrait mentionner au-dessus de chacun des services dont le chef sera membre du conseil de direction, le mot "direction".

A côté des hauts fonctionnaires de la Régie, le conseil de direction comprendra des représentants des syndicats. Le rapport au Roi ne relève pas la portée de la différence importante qui existera entre la composition du conseil de direction de la Régie et celle des conseils de direction des Ministères. Le Conseil d'Etat rappelle que divers statuts légaux ou réglementaires associent déjà des représentants du personnel, non seulement à l'examen de questions qui concernent l'intérêt collectif des agents comme le fait le statut syndical, mais aussi à l'examen de cas individuels. C'est ainsi :

.../...

- qu'il y a des assesseurs désignés par les syndicats dans les chambres de recours (article 84 du statut des agents de l'Etat);

- que des membres du conseil d'administration de la Société nationale des chemins de fer belges sont désignés par le personnel (article 7, 4°, de la loi du 23 juillet 1926);

- qu'à la Société nationale des chemins de fer belges existent des commissions paritaires régionales qui collaborent avec les chefs de service à l'établissement des listes de gratifications, bonifications d'ancienneté, chevrons et tableaux d'avancement (article 13 de la loi du 23 juillet 1926;

- qu'à la Société nationale des chemins de fer vicinaux, il existe des commissions paritaires régionales qui collaborent avec les dirigeants à l'élaboration des listes de gratifications et tableaux d'avancement (article 39 des statuts de la Société nationale des chemins de fer vicinaux, modifiés par la loi du 20 juillet 1927);

- que des délégués des syndicats siègent au conseil d'administration de la Régie des télégraphes et des téléphones, organisme qui a le même rôle que le conseil de direction (arrêté ministériel du 28 mai 1958, non publié).

Il paraît souhaitable de prévoir, comme le fait l'article 42 du projet pour les assesseurs de la chambre de recours désignés par les organisations syndicales, l'agréation par le Ministre des membres du conseil de direction délégués par les organisations syndicales.

.../...

Article 26 du projet (article 40 du texte proposé).

Selon les renseignements donnés au Conseil d'Etat, le délégué du directeur général qui pourra présider le conseil de direction doit être membre de ce conseil. Cette précision doit figurer dans le texte.

Article 31 du projet (article 50 du texte proposé).

Le statut des agents de l'Etat impose, en principe, le concours pour le passage d'une catégorie à la catégorie supérieure, mais les mesures transitoires prévues par ce statut et les mesures prises à la suite de la nomination définitive des agents temporaires ont, dans de nombreux cas, substitué l'examen au concours ou ont admis la nomination des candidats qui avaient obtenu au concours le minimum des points requis sans se classer en ordre utile. Le projet permet, pour l'accès à la catégorie supérieure, le choix entre le concours et l'examen. C'est l'arrêté fixant les conditions de nomination, prévu par l'article 3 du projet, qui déterminera les grades dont l'accès est subordonné à un concours et ceux dont l'accès est subordonné à un examen. Lorsqu'un concours aura été organisé, le Ministre devra, dans l'exercice de son pouvoir de nomination, suivre l'ordre des résultats du concours. Il résulte, par contre, du projet, qu'en cas d'examen le Ministre sera libre d'exercer son choix parmi les lauréats sans devoir consulter le conseil de direction et sans devoir faire établir et notifier des propositions d'avancement. Il est peu logique de ne soumettre à aucune règle statutaire l'avancement d'une catégorie à l'autre, lorsque cet avancement est subordonné à un examen alors que, lorsqu'un examen est prescrit pour l'avancement à l'intérieur d'une catégorie, les articles

.../...

Pour l'avancement à l'intérieur de la première catégorie, l'article 4, § 3, alinéa 2, du projet prévoit un avis préalable du conseil de direction, et l'article 33 dispose que la priorité est accordée, à égalité de signalement ou si les agents ne sont pas soumis au signalement, "suivant un ordre de classement proposé par le conseil de direction". Suivant les déclarations des délégués du Gouvernement, le classement établi par le conseil de direction ne lierait pas le Ministre, auquel le Gouvernement entend réserver un pouvoir d'appréciation. C'est donc par erreur que le projet confère aux agents une priorité déterminée par l'ordre du classement.

Au cas où l'avancement au sein de la première catégorie serait subordonnée à un concours, l'avis motivé du conseil de direction serait superflu, puisque le Ministre serait lié par le résultat de l'épreuve. Le texte proposé tient compte de cette remarque.

Articles 34 et 35 du projet (articles 53 et 54 du texte proposé).

Ces articles, relatifs aux propositions d'avancement, omettent d'indiquer l'autorité qui établira ces propositions. Selon les renseignements fournis au Conseil d'Etat, les propositions seront établies par le conseil de direction pour les agents de la première catégorie et par le directeur des services administratifs pour les agents des autres catégories, pour lesquels l'avancement est déterminé par des règles de priorité basées sur des critères objectifs. Si l'application de ces critères ne

.../...

permet pas de départager les candidats et si deux agents se classent ex aequo, le directeur des services administratifs ne pourra exercer aucun pouvoir d'appréciation; il devra proposer ces deux agents sur un pied d'égalité, le choix entre ceux-ci étant laissé à l'appréciation de l'autorité qui possède le pouvoir de nomination.

Quelle que soit la catégorie, l'examen des réclamations est confié par l'article 35 du projet au conseil de direction,qui devra alors examiner les titres à l'avancement des agents même pour la deuxième, la troisième et la quatrième catégorie.

L'expression "publication des propositions d'avancement" n'est pas exacte. Il s'agit, en effet, non pas d'une publication, mais d'une notification limitée aux agents intéressés.

Article 36 du projet (article 59 du texte proposé).

Le projet rend applicable à la Régie la disposition de l'article 81 du statut des agents de l'Etat, aux termes de laquelle, quel que soit le résultat d'une action pénale, l'autorité administrative reste juge de l'application des peines disciplinaires. S'il est exact que l'action disciplinaire et l'action pénale sont indépendantes, l'autorité administrative ne peut toutefois pas prendre une mesure qui soit en contradiction avec ce qu'a décidé le juge répressif. C'est là une conséquence de l'autorité de la chose jugée.

.../...

Article 37 du projet (article 56 du texte proposé).

La section d'administration du Conseil d'Etat a décidé que la proposition de peine disciplinaire par le supérieur hiérarchique immédiat, prévue par l'article 78 du statut des agents de l'Etat, ne constituait pas une formalité substantielle et qu'à défaut de proposition de peine établie par ce fonctionnaire, une telle proposition pouvait être faite par un supérieur plus élevé en grade (Conseil d'Etat, n° 2809, LEURQUIN, du 13 octobre 1953).

La disposition du projet qui charge le Ministre de prononcer les peines et lui permet de déléguer son pouvoir disciplinaire doit être mise en concordance avec l'article 5 de l'arrêté-loi du 20 novembre 1946, qui réserve au Roi la révocation du directeur général et permet au Ministre de déléguer uniquement au directeur général son pouvoir de révoquer le personnel.

Articles 42 et 45 du projet (articles 64 et 65 du texte proposé).

Ces articles établissent, en ce qui concerne les assesseurs de la Chambre de recours, deux règles différentes. Selon le dernier alinéa de l'article 42, l'assesseur doit appartenir à la même catégorie que le requérant ou à une catégorie supérieure. Selon le premier alinéa de l'article 45, l'assesseur doit avoir un grade au moins égal à celui du requérant. La contradiction entre ces deux dispositions n'est qu'apparente, puisque, en vertu du deuxième alinéa de l'article 45, s'il n'est pas possible de composer la chambre par la désignation

.../...

d'assesseurs suppléants du grade exigé, il suffit que la chambre soit composée d'assesseurs appartenant à la même catégorie que le requérant ou à une catégorie supérieure.

Article 43 du projet (article 75 du texte proposé).

En cas de recours le projet confie la décision au Ministre. La révocation du directeur général est toutefois réservée au Roi par l'article 5 de l'arrêté-loi du 20 novembre 1946.

Après avoir confié au Ministre le pouvoir de prendre la décision, l'article 43 reproduit le second alinéa de l'article 94 du statut des agents de l'Etat, ainsi rédigé : "Le Ministre ou son délégué notifie la décision à la chambre de recours et motive toute décision non conforme à l'avis de cette chambre". Il se comprend que le Ministre puisse déléguer à un fonctionnaire la notification d'un acte. Il est, par contre, inconcevable que l'autorité qui prend une décision puisse charger une autorité inférieure de motiver la décision qu'elle prend. Ce texte ne respecte d'ailleurs pas l'ordre logique, puisque l'acte doit être motivé avant d'être notifié.

Article 48 du projet (articles 78 à 121 et article 123 du texte proposé).

Le projet soumet les agents de la Régie "aux dispositions qui règlent pour les agents de l'Etat les congés de toute nature et la position administrative des agents appelés à remplir des obligations de milice en temps de paix". Il n'indique pas les textes réglementaires qu'il entend rendre applicables à la Régie.

.../...

Faut-il entendre que le projet se réfère à l'arrêté royal du 16 mars 1940 relatif aux congés des agents de l'Etat, modifié par les arrêtés des 1er février 1946, 24 août 1951, 13 juillet 1953, 11 mars 1954, 23 mars 1955 et 2 juin 1959, et à l'arrêté royal du 18 mars 1953 déterminant la position administrative des agents appelés à remplir des obligations de milice en temps de paix, modifié par l'arrêté royal du 1er février 1954 ? Le texte proposé par le Conseil d'Etat reproduit ces arrêtés en y apportant les adaptations nécessaires. Le projet ne concernant que les agents définitifs, ce texte ne reproduit pas les dispositions des arrêtés royaux des 16 mars 1940 et 18 mars 1953, qui concernent les agents temporaires.

L'article 12 de l'arrêté royal du 16 mars 1940 contient une mesure transitoire qui ne devrait être rendue applicable à la Régie que si, au moment de l'entrée en vigueur du statut, des agents de la Régie étaient en stage dans une autre administration. Le texte proposé ne reproduit pas cette disposition, qui pourrait être insérée comme deuxième alinéa de l'article 88, s'il apparaissait qu'elle doit être rendue applicable à la Régie.

L'article 2 de l'arrêté royal du 18 mars 1953, rendu applicable à la Régie, vise notamment des prestations assimilées aux prestations militaires accomplies en vertu d'engagements ou de rengagements volontaires. Cette disposition paraît concerner les engagements à la garde territoriale antiaérienne et ne semble plus en concordance avec la loi du 5 juillet 1957 modifiant la loi du 15 juin 1951 sur la milice, le recrutement et les obligations de service qui, en son article 54, a abrogé les dispositions relatives à la garde territoriale antiaérienne et a fait de celle-ci une unité des forces armées.

.../...

Le Gouvernement devrait mettre l'article 2 de l'arrêté royal du 18 mars 1953 en concordance avec la législation actuelle sur les engagements militaires. Ignorant les intentions du Gouvernement, le Conseil d'Etat a rédigé le texte qu'il propose pour l'article 90 du projet en reproduisant la disposition de l'article 2 de l'arrêté royal du 18 mars 1953.

Le Conseil d'Etat n'ayant pu déterminer exactement les dispositions des articles 7 et 8 de l'arrêté royal du 18 mars 1953 que le Gouvernement entend rendre applicables à la Régie, a laissé en blanc les articles 94 et 95 du texte qu'il propose, pour permettre au Gouvernement d'y insérer ces dispositions.

Aux termes de l'article 48 du projet (article 97 du texte proposé), la mise en disponibilité est prononcée par le Ministre ou par son délégué. Il y a lieu toutefois de remarquer que le directeur général étant nommé et révoqué par le Roi, le pouvoir de le mettre en disponibilité ne peut être attribué au Ministre.

L'article 4 de l'arrêté royal du 30 mars 1939, rendu applicable à la Régie, prend en considération les services rendus dans des organismes exploitant au Congo belge ou dans les territoires sous tutelle des services d'utilité publique "tels qu'ils sont définis à l'article 2 de la loi du 18 mai 1929". Cette disposition légale a été abrogée par l'article 36 de la loi du 2 août 1955 portant péréquation des pensions de retraite et de survie, et remplacée par l'article 22 de cette loi. Si le Gouvernement avait l'intention de tenir compte des services énumérés à l'article 22 de la loi du 2 août 1955, il devrait modifier l'article 99 du texte proposé par le Conseil d'Etat.

.../...

Le texte proposé au quatrième alinéa de l'article 106 substitue aux mots "administration de la Colonie", qui figurent à l'article 13 de l'arrêté royal du 30 mars 1939, les mots "administration du Congo belge et des territoires sous tutelle".

Il appartiendra au Gouvernement d'examiner si les mots "la commission compétente", qui figurent au quatrième alinéa de l'article 20 de l'arrêté royal du 30 mars 1939, rendu applicable à la Régie et qui est reproduit à l'article 113 du texte proposé, ne doivent pas être remplacés par les mots "le service de santé administratif".

Les mots "soit dans son administration, soit dans une autre administration de l'Etat", qui figurent au deuxième alinéa de l'article 21 de l'arrêté royal du 30 mars 1939 rendu applicable à la Régie, ne sont pas reproduits à l'article 114 du texte proposé. Aucune disposition réglementaire ne prévoit, en effet, l'affectation d'un agent de la Régie à un emploi d'une autre administration de l'Etat.

Le troisième alinéa de l'article 22 de l'arrêté royal du 30 mars 1939 n'a pas été reproduit à l'article 115 du texte proposé. Le Conseil d'Etat n'a, en effet, pas connaissance d'un règlement organique de la Régie, prévoyant qu'un agent supporterait la rétribution totale ou partielle de son remplaçant.

.../...

Le projet ne prévoyant pas la mise en disponibilité par suppression d'emploi, le quatrième alinéa de l'article 28 de l'arrêté royal du 30 mars 1939 n'a pas été reproduit à l'article 119 du texte proposé.

L'article 48 du projet (article 123 du texte proposé) rend applicable à la Régie l'article 101, 4°, du statut des agents de l'Etat. Il a été jugé que la conservation des titres à l'avancement, garantie par cette disposition du statut à l'agent de l'Etat qui fait l'objet d'une suspension préventive, ne peut être garantie qu'à partir du moment où la suspension préventive a pris fin et que, lorsque la suspension n'a pas été levée, il n'est possible ni au conseil de direction ni à l'autorité qui nomme de se prononcer sur la candidature de l'agent suspendu préventivement (Conseil d'Etat, n° 5053, WOESTYN, du 27 mars 1956).

Le second alinéa de l'article 102 du statut des agents de l'Etat, rendu applicable à la Régie par l'article 48 du projet, a donné lieu à des difficultés d'interprétation qui apparaissent notamment dans les arrêts du Conseil d'Etat, n° 5933, FRANCOIS et CONSORTS, du 20 décembre 1957, et n° 7001, GEBRUERS, du 27 mars 1959. Ce texte ne précise pas si la suspension est maintenue à l'expiration du troisième mois lorsque l'autorité ne prend pas l'avis du conseil de direction. Il n'indique pas non plus de façon précise à partir de quel moment un recours est ouvert à l'agent contre la suspension préventive. Le Conseil d'Etat propose, à l'article 121, un texte qui résout les difficultés signalées ci-dessus. Il ignore toutefois si ce texte correspond aux intentions du Gouvernement.

.../...

Article 50 du projet (articles 124, 126 et 127 du texte proposé).

Il est inutile de dire que les dispositions relatives à la cessation définitive des fonctions sont prises sans préjudice aux dispositions en matière de réaffectation, puisque la réaffectation des agents de la Régie n'a pas encore fait l'objet d'une réglementation.

Le projet rend applicables à la Régie certaines dispositions de l'article 107 du statut des agents de l'Etat. La démission d'office et sans préavis, que prévoit cet article, ne produit pas ses effets de plein droit. Elle doit être prononcée par l'autorité administrative (Conseil d'Etat, n° 4887, PYCKEVET, du 17 janvier 1956).

L'article 107, 8°, du statut des agents de l'Etat prévoit la démission d'office des agents "qui se trouvent dans les cas déterminés par Nous où l'application des lois civiles et pénales entraîne la cessation des fonctions". Cette disposition vise des cas où la loi prive certaines personnes du droit d'occuper un emploi public. La démission d'office résulte dans ces cas de la loi; on n'aperçoit donc ni l'utilité, ni la légalité du pouvoir réglementaire qui serait réservé au Roi. L'article 124 du texte proposé omet les mots "déterminés par Nous".

.../...

L'article 107, 10°, du statut des agents de l'Etat dispose que : "Sont d'office et sans préavis démis de leurs fonctions ceux qui sont l'objet d'une démission d'office ou d'une révocation disciplinaire". Cette disposition est inutile. La démission d'office et la révocation sont des peines qui, par leur nature, entraînent la privation des fonctions et produisent leurs effets sans qu'un préavis ne doive être donné à l'agent. L'article 124 du texte proposé n'a pas reproduit cette disposition.

La disposition de l'article 50 du projet, qui rend applicable à la Régie l'article 7 de l'arrêté royal du 30 mars 1939 relatif à la mise en disponibilité des agents de l'Etat, est inutile puisque l'article 48 du projet rend applicable à la Régie cet arrêté royal.

Dans l'article 50 du projet, la phrase suivante : "Dans ce cas, l'agent ne peut abandonner son service qu'à condition d'y avoir été dûment autorisé et après un préavis d'au moins trente jours et ne pouvant excéder trois mois", se rapporte à l'agent licencié pour inaptitude professionnelle auquel une indemnité de départ a été accordée. Il semble, toutefois, que ce soit par erreur que cette phrase ait été placée à la fin de l'article 50 et qu'elle doive se rapporter à la démission volontaire. C'est en tenant compte de cette interprétation qu'a été rédigé l'article 126, 1° et 2°.

Le projet rend applicable à la Régie l'article 108 du statut des agents de l'Etat, en précisant qu'une indemnité de départ "peut être allouée" aux agents licenciés pour inaptitude professionnelle "aux conditions fixées pour les agents de l'Etat". L'article 108 du statut des agents de l'Etat dispose qu'une indemnité de départ "pourra être allouée" aux conditions déterminées .../...

par le Roi aux agents licenciés pour inaptitude professionnelle. L'article 2 de l'arrêté royal d'exécution du 18 mars 1940 dispose qu'une allocation de départ "est accordée" à l'agent licencié pour inaptitude professionnelle. Les agents de l'Etat licenciés pour ce motif ont donc droit à l'indemnité de départ. Si le Gouvernement entendait conférer le même droit aux agents de la Régie, il devrait modifier l'article 126 du texte proposé en remplaçant les mots "pourra être allouée", figurant à la dernière phrase du 2°, par les mots "est allouée".

Article 52 du projet (article 125 du texte proposé).

Il résulte des renseignements donnés au Conseil d'Etat que c'est par erreur que le projet emploie les mots "la peine disciplinaire" au lieu des mots "la démission d'office".

Article 53 du projet (article 128 du texte proposé).

Cet article accorde "en matière sociale" aux agents de la Régie et à leurs ayants droit les mêmes avantages que ceux dont bénéficient les agents du Ministère des Communications. Les avantages auxquels le projet se réfère ne faisant pas l'objet d'une réglementation publiée, le Conseil d'Etat propose de confier au Ministre le pouvoir d'organiser un service social qui accorderait au personnel de la Régie des avantages similaires à ceux dont bénéficient les agents du Ministère des Communications.

Article 54 du projet (article 129 du texte proposé).

L'obligation de respecter les lois de priorité ne permet pas de réserver des emplois définitifs aux agents temporaires, en excluant la candidature des personnes qui peuvent invoquer un titre de priorité.

Les délégués du Ministre des Communications ont toutefois déclaré qu'au cours de la période précédant l'entrée en vigueur du statut, la Régie avait pris pour règle

.../...

de ne recruter que des agents temporaires. L'engagement de ces agents respectait les lois relatives aux priorités. Après un délai de six mois, ces agents étaient nommés définitivement s'ils avaient donné satisfaction. Ces agents, qualifiés "temporaires", sont donc, en fait, des stagiaires. Le Gouvernement veut éviter que le statut, entrant en vigueur au cours de la période de stage, prive ces agents de la nomination définitive qu'ils pouvaient normalement obtenir. Ces agents ayant été recrutés en vue d'une nomination définitive, conformément aux lois sur les priorités, la disposition qui permet de déroger à certaines règles du statut en vue de les nommer à titre définitif ne suscite pas d'objection de légalité.

Selon le texte du projet, les agents temporaires qui satisfont à certaines conditions "peuvent" être nommés à titre définitif. Il résulte des renseignements donnés par les représentants du Ministre des Communications que le Gouvernement désire réserver à l'autorité qui procède aux nominations le pouvoir d'apprécier si l'agent a donné satisfaction au cours de la période d'essai qui lui a été imposée. Pour exprimer cette intention, le texte proposé par le Conseil d'Etat ajoute au texte du projet les mots "et s'ils donnent satisfaction".

Article 55 du projet.

Cet article, qui prévoit que les modifications éventuelles apportées aux dispositions du statut des agents de l'Etat, auxquelles le projet se réfère, ne sont pas applicables de plein droit à la Régie, n'a pas été reproduit au texte proposé par le Conseil d'Etat puisque ce dernier texte contient les dispositions du statut des agents de l'Etat rendues applicables à la Régie par le projet.

.../...

ARRETE ROYAL PORTANT LE STATUT DES AGENTS DEFINITIFS DE LA REGIE DES VOIES AERIENNES.

BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu l'arrêté-loi du 20 novembre 1946 créant la Régie des voies aériennes, notamment l'article 9;

Vu la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public, notamment l'article 11, modifié par l'arrêté royal du 18 décembre 1957;

Vu l'avis du Comité consultatif de la Régie des voies aériennes;

Vu l'avis du Comité de consultation syndicale du Ministère des Communications;

Vu l'avis du Comité de consultation syndicale de la Régie des voies aériennes;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre Vice-Président du Conseil de cabinet et de Notre Ministre des Communications,

.../...

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

TITRE Ier.- DISPOSITIONS GENERALES.

Article 1er (article 1er du projet).

Sont soumis au présent arrêté, les agents qui prestent leurs services à titre définitif à la Régie des voies aériennes.

Article 2 (article 2 du projet).

Dans la terminologie du présent arrêté, les termes "le Ministre" désignent le Ministre qui a l'aéronautique civile dans ses attributions.

Article 3 (article 3 du projet).

§ 1er. Les agents de la Régie sont, selon le grade dont ils sont titulaires, classés en quatre catégories.

§ 2. Le classement des grades en catégories, leur hiérarchie et les conditions de nomination à chaque grade sont déterminés par arrêté royal.

§ 3. Les diplômes ou certificats d'études admis pour le recrutement aux grades de chacune des catégories sont indiqués au tableau annexé au présent arrêté.

Sauf disposition contraire de l'arrêté royal déterminant les conditions de nomination, les diplômes et certificats requis pour l'admission à un grade sont pris en considération pour l'admission à tout grade inférieur.

Article 4 (article 4 du projet).

§ 1er. Aucune nomination ou promotion ne peut être faite que si un emploi correspondant au grade à conférer est vacant et si le Ministre a déclaré qu'il était nécessaire de conférer cet emploi.

S'il s'agit d'une nomination, cette déclaration est publiée au Moniteur belge. S'il s'agit d'une promotion, elle est portée à la connaissance des agents intéressés.

§ 2. Le § 1er n'est pas applicable aux cas de rétrogradation, de retrait d'une promotion irrégulière, de démission d'office de l'agent dont la promotion n'est pas régulière, d'annulation d'une promotion par le Conseil d'Etat, ou de nomination faite en application de l'article 4, § 3, de la loi du 28 juin 1932 relative à l'emploi des langues en matière administrative.

§ 3. Les agents de la Régie, à l'exception du directeur général, sont nommés ou promus par le Ministre.

Le Ministre peut déléguer au directeur général le pouvoir de nommer aux grades de la troisième et de la quatrième catégorie.

.../...

Article 5 (article 5 du projet).

Les épreuves prévues par le présent arrêté sont organisées par une commission d'examen. La composition et le fonctionnement de cette commission, ainsi que les matières et les méthodes des épreuves, sont déterminés par le Ministre.

TITRE II. - DES DEVOIRS.

Article 6 (article 7 du statut des agents de l'Etat, rendu applicable à la Régie par l'article 6 du projet).

Les agents de la Régie doivent, en toutes occasions, veiller à la sauvegarde des intérêts de la Régie. Ils sont tenus d'accomplir personnellement et consciencieusement les obligations de service qui leur sont imposées par les arrêtés ou règlements en vigueur.

Ils exécutent ponctuellement leurs ordres de service et accomplissent leur tâche avec zèle et exactitude.

Ils ne peuvent suspendre l'exercice de leurs fonctions sans autorisation préalable.

Article 7 (article 8 du statut des agents de l'Etat, rendu applicable à la Régie par l'article 6 du projet).

Ils sont tenus à la plus stricte politesse, tant dans leurs rapports de service avec leurs supérieurs, collègues ou inférieurs, que dans leurs rapports avec le public. Ils doivent s'entraider dans la mesure où l'exige l'intérêt du service.

.../...

Ils doivent, dans le service comme dans leur vie privée, éviter tout ce qui pourrait porter atteinte à la confiance du public ou compromettre l'honneur ou la dignité de leur fonction.

Article 8 (article 9 du statut des agents de l'Etat, rendu applicable à la Régie par l'article 6 du projet).

Ils ne peuvent se livrer à aucune activité qui est en opposition avec la Constitution et les lois du peuple belge, qui poursuit la destruction de l'indépendance du pays ou qui met en danger la défense nationale ou l'exécution des engagements de la Belgique en vue d'assurer sa sécurité. Ils ne peuvent adhérer ni prêter leur concours à un mouvement, groupement, organisation ou association ayant une activité de même nature.

Il leur est interdit de révéler les faits dont ils auraient eu connaissance en raison de leurs fonctions et qui auraient un caractère secret de par leur nature ou de par les prescriptions des supérieurs hiérarchiques. Cette interdiction s'applique également aux agents qui ont cessé leurs fonctions.

Article 9 (article 10 du statut des agents de l'Etat, rendu applicable à la Régie par l'article 6 du projet).

Il leur est interdit de solliciter, exiger ou recevoir, directement ou par personne interposée, même en dehors de leurs fonctions, mais à raison de celles-ci, des dons, gratifications ou avantages quelconques.

.../...

Article 10 (article 11 du statut des agents de l'Etat, rendu applicable à la Régie par l'article 6 du projet).

Nulle recommandation touchant aux matières réglées par le présent arrêté ne peut être accueillie par les agents de la Régie ni figurer aux dossiers administratifs.

Article 11 (article 12 du statut des agents de l'Etat, rendu applicable à la Régie par l'article 6 du projet).

Les agents de la Régie répondent, vis-à-vis de leurs supérieurs hiérarchiques, du bon fonctionnement des services dont la direction leur est confiée. Ils sont, de ce fait, tenus de réprimer ou de provoquer la répression des abus, négligences ou infractions aux lois et règlements qu'ils seraient amenés à constater dans l'exercice de leurs fonctions.

Le supérieur est responsable des ordres qu'il donne.

Article 12 (article 7 du projet).

Sans préjudice de l'application des lois pénales, l'agent qui contrevient aux devoirs qui lui sont imposés, est passible de peine disciplinaire.

.../...

TITRE III. DU RECRUTEMENT.

CHAPITRE Ier. - DISPOSITIONS GENERALES.

Article 13 (article 8 du projet).

§ 1er. Nul ne peut être recruté en qualité d'agent de la Régie s'il ne satisfait aux conditions suivantes :

1° être Belge;

2° jouir des droits civils et politiques;

3° satisfaire aux lois sur la milice;

4° être de conduite irréprochable;

5° satisfaire aux conditions fixées par arrêté royal pour la nomination au grade à conférer;

6° n'avoir pas dépassé l'âge de 35 ans si le grade à conférer est de la première catégorie, ou l'âge de 30 ans si le grade à conférer est classé dans la deuxième , la troisième ou la quatrième catégorie. En raison du caractère technique de la fonction et à défaut de candidats qui satisfont à cette condition d'âge, le Ministre peut porter la limite d'âge à 35 ans pour la deuxième, la troisième et la quatrième catégorie;

7° se classer en ordre utile au concours d'admission;

8° être reconnu apte après un examen médical.

.../...

§ 2. Les candidats doivent satisfaire aux conditions imposées aux 5° et 6° du § 1er lors de l'expiration du délai fixé pour la réception des candidatures.

Article 14 (article 9 du projet).

L'organisation de l'examen médical prévu par l'article 13, § 1er, 8°, est réglée par le Ministre.

Les conditions d'aptitude physique sont déterminées par arrêté royal.

CHAPITRE II. DU CONCOURS D'ADMISSION AU STAGE.

Article 15 (article 10 du projet)

Le concours d'admission au stage comporte une épreuve de maturité et une épreuve technique pour les candidats aux grades de la première, de la deuxième et de la troisième catégorie.

Il comporte une épreuve classique et éventuellement une épreuve technique pour les candidats aux grades de la quatrième catégorie.

L'épreuve classique porte sur des matières choisies parmi celles dont la connaissance ... (à compléter par le Gouvernement).

.../...

Article 16 (article 11 du projet)

Si pendant un délai de deux ans, qui prend cours à la date du procès-verbal d'un concours d'admission au stage, de nouvelles vacances viennent à s'ouvrir dans les cadres administratifs que le concours avait pour but de compléter , les candidats qui ne s'y sont pas classés en ordre utile, mais y ont obtenu le minimum de points requis pour être déclarés admissibles, sont,dans l'ordre de leur classement,appelés à occuper ces emplois.

Article 17 (article 23 du statut des agents de l'Etat, rendu applicable à la Régie par l'article 12 du projet).

Les concours sont organisés lorsque les besoins des services l'exigent et pour un nombre déterminé d'emplois. Le nombre d'emplois à conférer, la date, le lieu et les conditions du concours sont portés à la connaissance du public par la voie du Moniteur belge.

Article 18 (article 24 du statut des agents de l'Etat, rendu applicable à la Régie par l'article 12 du projet).

Lorsque le concours est terminé, chaque participant peut prendre connaissance des résultats qu'il a obtenus.

.../...

Article 19 (article 25 du statut des agents de l'Etat, rendu applicable à la Régie par l'article 12 du projet).

Les résultats détaillés obtenus par les candidats classés en ordre utile figurent, en cas d'admission définitive, au dossier de signalement.

Article 20 (article 26 du statut des agents de l'Etat, rendu applicable à la Régie par l'article 12 du projet).

Les candidats sont admis au stage par l'autorité exerçant le pouvoir de nomination. L'arrêté d'admission mentionne la date de l'épreuve subie et la place obtenue par le candidat.

Les admissions au stage ont lieu suivant l'ordre déterminé par le classement au concours, sauf les cas de convenances personnelles du candidat.

CHAPITRE III. - DE L'ENTREE EN FONCTIONS.

Article 21 (articles 45 et 46 du statut des agents de l'Etat, rendus applicables à la Régie par l'article 14 du projet).

Les agents de la Régie sont censés entrés en fonctions dès le moment de la prestation du serment.

Le serment s'énonce dans les termes fixés par l'article 2 du décret du 20 juillet 1831.

Article 22 (article 15 du projet).

Le directeur général prête serment devant le Ministre.

Les autres agents prêtent serment devant le directeur des services administratifs ou devant son délégué.

Article 23 (article 48 du statut des agents de l'Etat, rendu applicable à la Régie par l'article 14 du projet).

Si l'agent néglige de prêter le serment prescrit, sa nomination est annulée avec effet rétroactif.

CHAPITRE IV - DU STAGE ET DE L'ADMISSION DEFINITIVE.

Article 24 (article 16 du projet).

Les candidats qui satisfont aux conditions énoncées à l'article 13 sont admis au stage.

Le stage a une durée d'un an.

Le stage peut toutefois, en cas de nécessité, être exceptionnellement prolongé au maximum d'un an. La prolongation du stage est motivée et prononcée, sur proposition motivée du conseil de direction, par l'autorité qui exerce le pouvoir de nomination.

.../...

Article 25 (article 28bis du statut des agents de l'Etat, rendu applicable à la Régie par l'article 19 du projet).

§ 1er. L'autorité qui exerce le pouvoir de nomination peut, sur avis du Service de santé administratif, prolonger le stage de tout agent que ce service reconnaît atteint d'une maladie curable ou en état de prédisposition d'une maladie qui peut le rendre prématurément inapte à exercer ses fonctions. Toutefois, cette prolongation ne peut être accordée que si le Service de santé administratif estime qu'une guérison complète et définitive peut être obtenue dans un délai maximum de cinq ans.

§ 2. Cette prolongation de stage prend cours à dater du premier examen médical par lequel le Service de santé administratif décèle l'état de santé visé au § 1er.

Elle prend fin lorsque le Service de santé administratif reconnaît que l'agent est définitivement apte ou inapte à exercer ses fonctions; elle ne peut, en aucun cas, dépasser cinq ans.

§ 3. Pendant la prolongation du stage, l'agent est soumis, soit à sa demande, soit sur décision de l'administration, soit sur convocation au moins semestrielle du Service de santé administratif, à des visites médicales ultérieures.

Si, à la fin du délai maximum de prolongation, le résultat de ces visites n'est pas favorable, l'agent est déclaré définitivement inapte et licencié, moyennant un préavis de trois mois.

.../...

Article 26 (article 17 du projet).

L'aptitude professionnelle du stagiaire fait l'objet d'un rapport du chef de service. Le Ministre fixe la forme de ce rapport.

Ce rapport est établi chaque trimestre pour les agents de la première catégorie et chaque semestre pour les autres agents. Il est communiqué à l'agent intéressé.

Article 27 (article 30, alinéas 2 et 3, du statut des agents de l'Etat, rendus applicables à la Régie par l'article 19 du projet et mis en concordance avec l'article 20 du projet).

Le conseil de direction, après examen du rapport, décide de permettre au stagiaire de continuer son stage ou, constatant que le stagiaire ne satisfait pas ou ne pourra pas satisfaire aux exigences du service, propose, par avis motivé, son licenciement.

En fin de stage, le conseil de direction délibère sur l'ensemble des rapports. Il autorise le stagiaire à se présenter à l'examen d'admission définitive ou, par avis motivé, propose son licenciement. Si le stagiaire est dispensé de l'examen d'admission définitive, le conseil de direction le déclare admissible à titre définitif ou, par avis motivé, propose son licenciement.

.../...

Article 28 (article 30bis du statut des agents de l'Etat, rendu applicable à la Régie par l'article 19 du projet).

Le stagiaire peut, suivant la procédure en matière de signalement, introduire un recours contre la proposition de licenciement et contre la proposition de prolongation du stage.

Article 29 (article 30ter du statut des agents de l'Etat, rendu applicable à la Régie par l'article 19 du projet).

Le stagiaire licencié en vertu de l'article 27 a droit à un préavis de trois mois.

Article 30 (article 20 du projet).

Sauf pour les grades déterminés par le Roi, le stagiaire est, si son stage a été satisfaisant, soumis à un examen d'admission définitive.

Cet examen a pour but d'apprécier les connaissances administratives de cet agent et ses aptitudes professionnelles.

Article 31 (article 34 du statut des agents de l'Etat, rendu applicable à la Régie par l'article 22 du projet et mis en concordance avec l'article 20 du projet).

Le stagiaire qui satisfait à l'examen d'admission définitive ou qui, étant dispensé de cet examen, a

.../...

été déclaré admissible à titre définitif par le conseil de direction, fait l'objet d'une nomination définitive.

L'arrêté de nomination mentionne éventuellement la date de l'épreuve subie et le résultat de celle-ci.

Article 32 (article 34bis, premier alinéa, du statut des agents de l'Etat, rendu applicable à la Régie par l'article 22 du projet).

Le stagiaire qui a échoué est autorisé à subir une nouvelle épreuve trois mois après la notification du résultat; celui qui échoue à cette nouvelle épreuve a droit à un préavis de trois mois à dater de la notification du résultat.

Article 33 (article 34ter du statut des agents de l'Etat, rendu applicable à la Régie par l'article 22 du projet et mis en concordance avec l'article 20 du projet).

Pour le classement final des agents en vue de l'avancement, les cotes du concours d'admission au stage et de l'examen d'admission définitive sont calculées sur un maximum de vingt points. La moyenne arithmétique de ces deux cotes fixe le classement respectif des agents lors de leur admission définitive. Les agents qui n'ont réussi que la seconde épreuve sont classés après leurs collègues qui ont satisfait à la première.

.../...

Les agents qui ont été dispensés de l'examen d'admission définitive sont classés ... (à compléter par le Gouvernement) ...

Article 34 (article nouveau proposé par le Conseil d'Etat).

Les dispositions des titres II et IV du présent arrêté sont applicables aux stagiaires. (cet article devra éventuellement être complété par le Gouvernement).

CHAPITRE V. - DISPOSITIONS PARTICULIERES.

Article 35 (article 23 du projet).

§ 1er. Le Ministre peut, par arrêté motivé, dispenser de la possession du diplôme ou du certificat et des conditions d'admissibilité prescrites par l'article 13, 5°, 6°, 7°, 8°, ainsi que du stage, des personnes d'une haute valeur administrative, scientifique ou technique, pour la nomination à un grade de la première catégorie.

§ 2. L'application du présent article est subordonnée aux conditions suivantes :

1° déclaration de la nécessité de conférer un emploi vacant, impérieuse nécessité de pourvoir à cette vacance sans délai et impossibilité d'y pourvoir par concours ou par promotion d'un agent jugé apte à occuper l'emploi;

.../...

2° publication au Moniteur belge et notification au personnel intéressé par note de service, de l'intention du Ministre de recourir à la procédure prévue par le présent article;

3° invitation aux candidats à se faire connaître dans les quinze jours auprès du directeur général de la Régie;

4° avis du conseil de direction sur la personne appelée à bénéficier de la dérogation et préalablement désignée par le Ministre parmi celles qui ont posé leur candidature.

§ 3. L'arrêté de nomination est publié au Moniteur belge.

TITRE IV. - DES INCOMPATIBILITES.

Article 36 (article 49 du statut des agents de l'Etat, rendu applicable à la Régie par l'article 24 du projet).

Est incompatible avec la qualité d'agent de la Régie, toute occupation exercée soit par l'agent lui-même, soit par son conjoint, soit par personne interposée, qui serait de nature à nuire à l'accomplissement des devoirs de la fonction ou contraire à la dignité de celle-ci.

.../...

Article 37 (article 50 du statut des agents de l'Etat, rendu applicable à la Régie par l'article 24 du projet).

Est, en outre, réputé incompatible avec la qualité d'agent de la Régie, tout mandat ou service, même gratuit, dans des affaires privées à but lucratif.

Cette disposition n'est toutefois pas applicable à la tutelle et à la curatelle des incapables, non plus qu'aux mandats exercés au nom de l'administration dans des entreprises privées.

Article 38 (article 51 du statut des agents de l'Etat, tel qu'il est rendu applicable à la Régie par l'article 24 du projet et modifié conformément aux observations formulées dans l'avis).

Sans préjudice de l'application de l'arrêté royal n° 87 du 5 février 1935, des dérogations à l'article 37 pourront, sur demande écrite de l'intéressé et sur rapport du conseil de direction, être apportées par le Ministre, notamment lorsqu'il s'agit de la gestion d'intérêts familiaux.

TITRE V - DU CONSEIL DE DIRECTION.

Article 39 (article 25 du projet, modifié conformément aux observations formulées dans l'avis).

Il est institué à la Régie un conseil de direction.

.../...

Ce conseil comprend :

1° les fonctionnaires généraux ;

2° les fonctionnaires ayant soit le grade de directeur, soit un grade équivalent ou supérieur, et qui ont la charge d'une direction;

3° des délégués des organisations syndicales représentées au Comité de consultation syndicale.

Par "fonctionnaires généraux", il faut entendre les fonctionnaires ayant le grade de directeur général, d'inspecteur général ou de directeur d'administration.

Les délégués des organisations syndicales sont désignés par celles-ci à raison d'un délégué par groupe d'un à deux membres effectifs au Comité de consultation syndicale. Ils doivent être agréés par le Ministre, qui peut refuser cette agréation après avoir pris l'avis du Comité de consultation syndicale.

Article 40 (article 26 du projet).

Outre les attributions qui lui sont reconnues par le présent arrêté, le conseil de direction a la haute surveillance du stage, du signalement et de l'avancement. Il est présidé par le directeur général ou par le membre du conseil de direction délégué par lui.

.../...

Article 41 (article 27 du projet)

Le président du conseil de direction peut inviter tout agent de la Régie à assister à titre consultatif à la séance tenue par le conseil.

TITRE VI.- DU SIGNALEMENT.

Article 42 (article 56 du statut des agents de l'Etat, tel qu'il est rendu applicable à la Régie par l'article 28 du projet).

Le signalement est obligatoire pour tout agent définitif de la première, de la deuxième et de la troisième catégorie. Il n'est toutefois plus requis à partir du grade de directeur et des grades qui lui sont hiérarchiquement assimilés.

Il a pour objet d'éclairer l'administration sur la valeur et les aptitudes de l'agent, sur son rendement et son mérite.

Article 43 (article 57 du statut des agents de l'Etat, rendu applicable à la Régie par l'article 28 du projet).

Tout agent peut prendre connaissance de son dossier de signalement.

Article 44 (article 58 du statut des agents de l'Etat, rendu applicable à la Régie par l'article 28 du projet).

Le dossier de signalement contient toutes relations de faits ou constatations précises susceptibles de servir d'éléments d'appréciation.

Ces relations et constatations ne peuvent toutefois avoir trait qu'à l'exercice de la fonction ou à la vie privée dans ses rapports avec la fonction. Elles doivent être visées par les intéressés.

Article 45 (article 59 du statut des agents de l'Etat, rendu applicable à la Régie par l'article 28 du projet).

Le supérieur hiérarchique compétent propose dans un bulletin le signalement qu'il estime devoir attribuer à un agent.

En vue d'exprimer les éléments contenus dans ce bulletin, il propose l'une des mentions suivantes : "très bon", "bon", "insuffisant" ou "mauvais".

Article 46 (article 60 du statut des agents de l'Etat, rendu applicable à la Régie par l'article 28 du projet).

Le bulletin de signalement est revu et visé par les supérieurs hiérarchiques de l'intéressé.

.../...

Article 47 (article 30 du projet).

Le signalement des agents de la première et de la deuxième catégorie est attribué par le conseil de direction. Le signalement des agents de la troisième catégorie est attribué par le fonctionnaire qui a la charge de la direction dont l'agent fait partie.

Article 48 (article 62 du statut des agents de l'Etat, rendu applicable à la Régie par l'article 28 du projet).

Les propositions d'attribution de la mention et, éventuellement, de la cote sont obligatoirement soumises au visa de l'intéressé; celui-ci est informé de toute décision qui ne serait pas conforme aux propositions.

Article 49 (article 29 du projet).

Le signalement est attribué chaque année. Il est pris en considération pour fixer la situation administrative des agents depuis la date de son attribution jusqu'à la date d'attribution du signalement suivant.

En cas de proposition d'avancement de grade, un nouveau signalement n'est attribué aux agents intéressés que dans les deux cas suivants :

.../...

1° s'ils n'ont pas encore été signalés;

2° si depuis l'attribution de leur dernier signalement des faits marquants défavorables susceptibles de diminuer ce signalement ont été inscrits à leur fiche individuelle.

Le Ministre détermine le supérieur hiérarchique compétent pour inscrire les faits à la fiche individuelle et pour établir les propositions de signalement.

Le Ministre fixe la forme du bulletin de signalement, les critères suivant lesquels il doit être établi ainsi que les cas et les modalités selon lesquels le signalement peut être reconduit.

TITRE VII.- DE L'AVANCEMENT.

CHAPITRE Ier. - DE L'AVANCEMENT DE CATEGORIE.

Article 50 (article 31 du projet).

Les agents peuvent, aux conditions qui auront été fixées par le Roi en application de l'article 3, § 2, être nommés à un des grades inférieurs de la catégorie immédiatement supérieure à celle de leur grade, s'ils remplissent les conditions suivantes :

.../...

1° compter dans leur catégorie une ancienneté de deux ans au moins en activité de service ou dans toute position administrative où ils conservent leurs titres à l'avancement;

2° être classés en ordre utile au concours d'admission ou satisfaire à l'examen imposé pour la nomination au grade à conférer;

3° être titulaires au moins du signalement "bon" s'ils sont de la deuxième ou de la troisième catégorie, ou avoir obtenu l'avis favorable du supérieur hiérarchique désigné en application de l'article 49 s'ils sont de la quatrième catégorie;

4° avoir les aptitudes physiques requises pour exercer les fonctions.

Ces agents sont dispensés de toute condition de diplôme et d'âge, du stage et de l'examen d'admission définitive ... (à compléter éventuellement par le Gouvernement) ...

CHAPITRE II.- DE L'AVANCEMENT DE GRADE A L'INTERIEUR D'UNE CATEGORIE.

Article 51 (article 32 du projet).

Peuvent se porter candidats à un avancement de grade à l'intérieur de leur catégorie, les agents qui à la fois :

1° remplissent les conditions imposées pour la nomination au grade à conférer;

.../...

2° comptent une ancienneté de grade de deux ans au moins en activité de service ou dans toute position administrative où ils conservent leurs titres à l'avancement;

3° sont titulaires au moins du signalement "bon" s'ils sont de la première, de la deuxième ou de la troisième catégorie, ou ont obtenu l'avis favorable du supérieur hiérarchique désigné en application de l'article 49 s'ils sont de la quatrième catégorie. Cette condition n'est pas requise des agents de la première catégorie qui ne sont pas soumis au signalement.

Article 52 (article 33 du projet, modifié compte tenu des observations formulées dans l'avis et article 4, § 3, alinéa 2, du projet).

§ 1er. La priorité pour l'avancement aux grades dont la collation est subordonnée à la réussite d'un concours s'établit selon l'ordre du classement au concours.

§ 2. Pour l'avancement aux grades dont la collation est subordonnée à la réussite d'un examen, les agents ayant le signalement "très bon" ont priorité sur ceux ayant le signalement "bon". A égalité de signalement, ou si les agents ne sont pas soumis au signalement, la priorité pour l'avancement s'établit dans l'ordre suivant:

1° l'agent qui a réussi l'épreuve la plus ancienne dont le délai de validité n'est pas expiré;

2° l'agent dont l'ancienneté de grade est la plus grande;

3° ... (à compléter éventuellement par le Gouvernement)...

.../...

§ 3. Pour l'avancement aux grades de la deuxième, de la troisième et de la quatrième catégorie dont la collation n'est pas subordonnée à la réussite d'un concours ou d'un examen, les agents ayant le signalement "très bon" ont priorité sur les agents ayant le signalement "bon". A égalité de signalement ou si les agents ne sont pas soumis au signalement, la priorité pour l'avancement est accordée à l'agent dont l'ancienneté de grade est la plus grande.

(Si le Gouvernement établit un ou plusieurs critères supplémentaires, la phrase précédente pourrait être rédigée comme suit :"A égalité de signalement ou si les agents ne sont pas soumis au signalement, la priorité pour l'avancement s'établit dans l'ordre suivant :

1° l'agent dont l'ancienneté de grade est la plus grande;

2° ... (à compléter par le Gouve nement) ...).

§ 4. Sauf en cas de concours, l'avancement aux grades de la première catégorie est conféré après avis motivé du conseil de direction. Pour l'avancement aux grades de cette catégorie dont la collation n'est pas subordonnée à la réussite d'un concours ou d'un examen, les agents ayant le signalement "très bon" ont priorité sur les agents ayant le signalement "bon". A égalité de signalement ou si les agents ne sont pas soumis au signalement, le conseil de direction soumet au Ministre un classement des candidats.

.../...

Article 53 (article 34, alinéa 1er, du projet).

Les propositions d'avancement de grade sont établies par le conseil de direction pour l'avancement aux grades de la première catégorie, et par le directeur des services administratifs pour l'avancement aux grades d'autres catégories.

A moins qu'il n'existe pas de vacance, ces propositions sont établies chaque semestre.

Elles sont toutefois établies sans délai s'il s'agit d'avancement à un grade de la première catégorie ou si, de l'avis du conseil de direction, les nécessités du service comportent une nomination immédiate à l'emploi vacant.

Article 54 (article 34, alinéa 2, du projet et article 75 du statut des agents de l'Etat, rendu applicable à la Régie par l'article 35 du projet).

Les propositions d'avancement de grade sont portées à la connaissance des agents intéressés. Ces agents peuvent, dans les dix jours, introduire devant le conseil de direction, avant toute décision, les réclamations qu'ils estimeraient fondées et faire valoir leurs titres à l'avancement.

Le Ministre détermine les modalités de l'instruction des réclamations.

.../...

TITRE VIII.- DU REGIME DISCIPLINAIRE ET DU DEPLACEMENT PAR MESURE D'ORDRE.

Article 55 (article 77 du statut des agents de l'Etat, rendu applicable à la Régie par l'article 36 du projet).

Les peines sont :

1° le rappel à l'ordre;

2° la réprimande;

3° le blâme;

4° la retenue de traitement;

5° le déplacement;

6° la suspension disciplinaire;

7° la réduction de traitement;

8° la rétrogradation;

9° la démission d'office;

10° la révocation.

Article 56 (article 37 du projet).

Les peines disciplinaires sont proposées par le supérieur hiérarchique immédiat.

Sans préjudice de l'application de l'article 5 de l'arrêté-loi du 20 novembre 1946, les peines sont prononcées par le Ministre ou par le fonctionnaire délégué par lui. S'il s'agit d'agents de la première catégorie, l'avis du conseil de direction est demandé.

.../...

Article 57 (article 79 du statut des agents de l'Etat, rendu applicable à la Régie par l'article 36 du projet).

Aucune peine ne peut être proposée à l'autorité compétente sans que l'intéressé ait été au préalable entendu ou interpellé.

Article 58 (article 36, deuxième alinéa, du projet).

Toute peine fait l'objet d'une inscription au dossier de signalement. La radiation de cette peine a lieu dans les cas et suivant un mode à déterminer par le Ministre.

Article 59 (article 81 du statut des agents de l'Etat, rendu applicable à la Régie par l'article 36 du projet).

Les actions pénales sont suspensives de la procédure et du prononcé disciplinaire.

Quel que soit le résultat de ces actions, l'autorité administrative reste juge de l'application des peines disciplinaires.

.../...

Article 60 (article 38 du projet).

La retenue de traitement est prononcée pour une période qui ne peut excéder quinze jours. Elle entraîne une diminution du montant mensuel du traitement de l'agent. Cette diminution ne peut excéder le cinquième de ce montant.

La retenue ne s'applique pas aux allocations et aux indemnités accordées à l'agent.

Article 61 (article 40 du projet partim).

L'agent à charge duquel une peine disciplinaire autre que le rappel à l'ordre, la réprimande ou le blâme est proposée, peut se pourvoir devant la chambre de recours instituée au titre IX.

Article 62 (articles 39 et 40 partim du projet).

Le déplacement par mesure d'ordre est prononcé conformément aux règles fixées par le Ministre. Il ne constitue pas une peine disciplinaire. Néanmoins, l'agent qui est l'objet d'une proposition de déplacement par mesure d'ordre peut se pourvoir devant la chambre de recours.

.../...

TITRE IX. - DE LA CHAMBRE DE RECOURS.

Article 63 (article 41 du projet et article 82, deuxième alinéa, du statut des agents de l'Etat, rendu applicable à la Régie par l'article 47 du projet).

Il est institué à la Régie une chambre de recours qui comprend deux sections, l'une d'expression française, l'autre d'expression néerlandaise.

La chambre de recours a pour mission d'entendre, à leur demande, les agents à charge desquels une peine disciplinaire autre que le rappel à l'ordre, la réprimande ou le blâme est proposée, et de donner avant toute décision de l'autorité compétente son avis motivé sur ladite proposition. Elle connaît également des demandes en revision de signalement et des autres mesures ou propositions qui sont susceptibles de recours aux termes du présent statut et des arrêtés pris en exécution de ce statut.

Le régime linguistique et éventuellement le service auxquels appartient l'agent déterminent la section devant laquelle celui-ci comparaît.

Article 64 (article 42 du projet).

La chambre de recours se compose :

1° d'un président, magistrat, nommé par le Ministre et présidant les deux sections;

.../...

2° par section, d'assesseurs choisis parmi les agents en activité de service, âgés de 35 ans au moins et comptant cinq années de service à la Régie. Les assesseurs sont désignés pour moitié par le Ministre et pour moitié par les organisations syndicales représentées au Comité de consultation syndicale proportionnellement à leur représentation dans ce comité.

Cette représentation proportionnelle des organisations syndicales est fixée à raison d'un assesseur effectif par groupe d'un à deux membres effectifs au Comité de consultation syndicale.

Les assesseurs désignés par les organisations syndicales doivent être agréés par le Ministre, qui peut refuser cette agréation après avoir pris l'avis du Comité de consultation syndicale.

Le mandat des assesseurs prend fin trois mois après la date fixée en application du statut syndical pour l'installation du Comité de consultation syndicale après chaque élection;

3° d'un agent de la Régie désigné dans chaque affaire par le Ministre pour défendre la proposition contestée. Cet agent n'a pas voix délibérative;

4° pour chacune des sections, d'un greffier rapporteur désigné par le Ministre. Le greffier rapporteur n'a pas voix délibérative;

5° de suppléants, à savoir un président, un greffier et des assesseurs désignés de la même manière que les membres effectifs .

.../...

Article 66 (article 86 du statut des agents de l'Etat, rendu applicable à la Régie par l'article 47 du projet).

Le requérant a la faculté de récuser, d'une part, un des assesseurs désignés par le Ministre et, d'autre part, un des assesseurs désignés par les organisations syndicales.

Article 67 (article 87 du statut des agents de l'Etat, rendu applicable à la Régie par l'article 47 du projet).

Est en outre récusé, l'assesseur qui, de l'avis du président, pourrait être considéré comme juge et partie.

Article 68 (article 88 du statut des agents de l'Etat, rendu applicable à la Régie par l'article 47 du projet).

En toute circonstance, l'agent dispose, pour se pourvoir devant la chambre de recours, d'un délai de dix jours prenant cours à la date à laquelle il est invité à viser soit la proposition de mesure ou de peine, soit, en matière de signalement, la notification de la mention du signalement qui lui est attribué.

.../...

Article 69 (article 89 du statut des agents de l'Etat, tel qu'il est rendu applicable à la Régie par l'article 47 du projet).

La chambre de recours est saisie de l'affaire par le directeur général ou son délégué. Celui-ci transmet le dossier complet de l'affaire, ainsi que toutes les pièces relatives au signalement de l'agent.

Article 70 (article 90 du statut des agents de l'Etat, rendu applicable à la Régie par l'article 47 du projet).

Aucune demande ne peut faire l'objet des délibérations de la chambre de recours, si les enquêtes ne sont complètement terminées, si le requérant n'a été mis à même de faire valoir ses moyens de défense et si le dossier ne contient tous les éléments utiles susceptibles de permettre à cette chambre d'émettre un avis en toute connaissance de cause.

Article 71 (article 46 du projet).

La chambre de recours ne peut délibérer que si la majorité des assesseurs convoqués à l'audience est présente.

Sauf lorsqu'il est fait application de l'article 65, troisième alinéa, les assesseurs désignés par le

Article 72 (article 91 du statut des agents de l'Etat, rendu applicable à la Régie par l'article 47 du projet).

La chambre peut recommander des enquêtes complémentaires et demander d'y déléguer deux assesseurs qui ont assisté aux délibérations; ceux-ci, hors les cas où aucun assesseur n'est désigné par les organisations syndicales, sont choisis l'un parmi les assesseurs désignés par le Ministre, l'autre parmi les assesseurs désignés par une organisation syndicale.

Après examen, la chambre de recours envoie le dossier au Ministre et lui fait connaître son avis motivé. Elle mentionne par quel nombre de voix, pour ou contre, le vote a été acquis.

Le vote a lieu au scrutin secret. En cas de partage, l'avis est considéré comme favorable au requérant.

Le requérant et son défenseur sont admis à prendre connaissance, au greffe de la chambre de recours, de l'avis émis.

Article 73 (article 92 du statut des agents de l'Etat, rendu applicable à la Régie par l'article 47 du projet, et mis en concordance avec l'arrêté royal du 20 juin 1955 portant le statut syndical des agents des services publics).

A moins d'empêchement légitime, l'appelant comparaît en personne; il peut faire choix, pour sa défense, d'un agent de la Régie, en activité de service ou pensionné, d'un avocat ou d'un délégué d'une organisation syndicale agréée.

.../...

Le défenseur ne peut faire partie, à aucun titre, de la chambre de recours.

Article 74 (article 93 du statut des agents de l'Etat, rendu applicable à la Régie par l'article 47 du projet).

Si, bien que régulièrement convoqué, l'agent s'abstient, sans excuse valable, de comparaître, la chambre de recours se considère comme dessaisie et transmet le dossier au Ministre.

Article 75 (article 43 du projet. Le texte a été établi compte tenu des observations formulées dans l'avis).

Sans préjudice de l'application de l'article 5 de l'arrêté-loi du 20 novembre 1946, la décision est toujours prise par le Ministre, qui motive toute décision non conforme à l'avis de la chambre de recours. Le Ministre ou son délégué notifie la décision à la chambre de recours.

Article 76 (article 44 du projet).

Des indemnités pour frais de séjour et de parcours calculées selon les dispositions réglementaires sont accordées aux assesseurs, aux défenseurs, s'ils sont agents en activité de service, pensionnés de la Régie ou représentants d'une organisation syndicale agréée, ainsi qu'au requérant si l'avis de la chambre lui est favorable.

.../...

Article 77 (article 95bis, deuxième alinéa, du statut des agents de l'Etat, rendu applicable à la Régie par l'article 47 du projet).

La chambre de recours établit un règlement d'ordre intérieur, qu'elle soumet à l'approbation du Ministre.

TITRE X - DES POSITIONS ADMINISTRATIVES.

CHAPITRE Ier - DES CONGES.

Article 78 (article 2 de l'arrêté royal du 16 mars 1940, rendu applicable à la Régie par l'article 48 du projet).

Les agents ne peuvent s'absenter de leur service s'ils n'ont obtenu un congé ou une dispense.

Hormis les cas de congés prescrits par ordonnance médicale, conformément aux dispositions réglementaires, les congés excédant la durée fixée par le présent chapitre ne sont accordés qu'avec privation de traitement.

Si un agent s'absente sans autorisation ou dépasse sans motif valable le terme de son congé, il est privé de toute rémunération pour la durée non justifiée de son absence, sans préjudice de l'application éventuelle d'une peine disciplinaire.

Article 79 (article 3 de l'arrêté royal du 16 mars 1940, rendu applicable à la Régie par l'article 48 du projet).

Les agents jouissent d'un congé annuel de vacances dont la durée est fixée comme suit :

de 18 ans à moins de 25 ans : quinze jours ouvrables;
de 25 ans à moins de 30 ans : seize jours ouvrables;
de 30 ans à moins de 35 ans : dix-sept jours ouvrables;
de 35 ans à moins de 40 ans : dix-huit jours ouvrables;
de 40 ans à moins de 45 ans : dix-neuf jours ouvrables;
de 45 ans à moins de 50 ans : vingt jours ouvrables;
à partir de 50 ans : vingt et un jours ouvrables.

L'âge pris en considération pour la détermination de la durée du congé est celui atteint par l'agent au 1er juillet de l'année.

Article 80 (article 4 de l'arrêté royal du 16 mars 1940, rendu applicable à la Régie par l'article 48 du projet).

Le congé annuel de vacances est pris selon les convenances de l'agent et les nécessités du service.

S'il est fractionné, il doit comporter une période continue d'au moins une semaine.

.../...

Article 81 (article 5 de l'arrêté royal du 16 mars 1940, rendu applicable à la Régie par l'article 48 du projet).

Lorsqu'un agent n'est en activité de service que pendant une partie de l'année ou qu'il ne preste pas quotidiennement des services, la durée du congé est réduite à due concurrence. Les fractions de jours déductibles sont négligées.

Article 82 (article 6 de l'arrêté royal du 16 mars 1940, rendu applicable à la Régie par l'article 48 du projet).

Outre les congés annuels de vacances, des congés exceptionnels, dont la durée ne peut excéder huit jours par an, peuvent être accordés dans les limites fixées par le tableau ci-après :

Nature de l'événement .	Maximum autorisé.
1. Mariage de l'agent	4 jours
2. Accouchement de l'épouse	4 jours
3. Décès du conjoint, d'un parent ou allié au 1er degré.	4 jours
4. Mariage d'un enfant	2 jours
5. Décès d'un parent ou allié de quelque degré que ce soit habitant sous le même toit que l'agent	2 jours
6. Changement de résidence ordonné dans l'intérêt du service, lorsque la mutation entraîne l'intervention de la Régie dans les frais de déménagement	2 jours
7. Décès d'un parent ou allié du 2ème degré n'habitant pas sous le même toit que l'agent	1 jour.

.../...

Durant ces congés exceptionnels, les agents continuent à bénéficier de leur rétribution.

Article 83 (article 7 de l'arrêté royal du 16 mars 1940, rendu applicable à la Régie par l'article 48 du projet).

Sauf cas de fausse couche se produisant avant le cent quatre vingt et unième jour de gestation, l'agent féminin de la Régie qui est en activité de service a droit, sur présentation d'un certificat médical attestant la date présumée de l'accouchement, à un congé de maternité de douze semaines.

Ce congé peut prendre cours au plus tôt quatre semaines avant la date attestée par le certificat médical.

Article 84 (article 8 de l'arrêté royal du 16 mars 1940, rendu applicable à la Régie par l'article 48 du projet).

Lorsque l'accouchement a lieu après la date présumée :

1° la durée du congé obligatoirement pris après l'accouchement est au moins égale à six semaines;

2° la période qui excède la durée du congé de maternité et qui n'est pas considérée, sur avis du Service de santé administratif, comme congé de maladie, n'est pas rémunérée.

.../...

Article 85 (article 9 de l'arrêté royal du 16 mars 1940, rendu applicable à la Régie par l'article 48 du projet).

Sans préjudice de l'article 84, 2°, le congé de maternité est assimilé à une période d'activité de service.

Article 86 (article 10 de l'arrêté royal du 16 mars 1940, rendu applicable à la Régie par l'article 48 du projet).

Indépendamment de ces congés et pour autant que l'intérêt du service ne s'y oppose pas, des congés sans traitement avec conservation des titres à l'avancement peuvent être accordés pour cause de convenances personnelles aux agents définitifs et stagiaires :

1° pour des motifs impérieux d'ordre familial ;

2° pour accomplir un stage dans un autre emploi de l'Etat, des provinces, des communes ou d'un établissement public assimilé;

3° pour présenter leur candidature aux élections législatives ou provinciales.

Les congés visés sub 1°sont accordés pour une période maximum d'un mois par an, ceux visés sub 2°et 3°, pour une période correspondant à la durée normale du stage prescrit où de la campagne électorale à laquelle les intéressés participent en qualité de candidats.

Tout congé sans traitement dépassant les limites prévues est converti en mise en disponibilité.

.../...

L'agent en congé pour stage conserve, en cas de réintégration dans ses fonctions antérieures, le bénéfice de son ancienneté de service et de traitement, s'il est l'objet d'un signalement favorable.

Article 87 (article 11 de l'arrêté royal du 16 mars 1940, rendu applicable à la Régie par l'article 48 du projet).

Des congés avec maintien du traitement et des titres à l'avancement peuvent être accordés pour la durée de la fréquentation des cours de l'Ecole nationale de protection civile aux agents qui participent à ces cours soit en qualité de membre non permanent du Corps de protection civile, soit en qualité d'élève n'appartenant pas à ce Corps.

Article 88 (article 12 de l'arrêté royal du 16 mars 1940, rendu applicable à la Régie par l'article 48 du projet).

Le Ministre arrête les délégations de signature en matière de congés et de dispenses, ainsi que les formalités de l'octroi de ceux-ci.

...(à compléter éventuellement par le Gouvernement)...

CHAPITRE II. - DE LA POSITION ADMINISTRATIVE DES AGENTS APPELES A REMPLIR DES OBLIGATIONS DE MILICE EN TEMPS DE PAIX.

Article 89 (article 1er de l'arrêté royal du 18 mars 1953, rendu applicable à la Régie par l'article 48 du projet).

Les agents en activité de service sont considérés comme restant dans cette position pendant les fractions de mois du calendrier civil au cours desquelles ils effectuent des prestations militaires ou des prestations y assimilées.

Article 90 (article 2 de l'arrêté royal du 18 mars 1953, rendu applicable à la Régie par l'article 48 du projet).

Les agents en activité de service sont considérés comme restant dans cette position pendant les mois entiers du calendrier civil au cours desquels ils effectuent des prestations militaires ou des prestations y assimilées, lorsque ces services sont accomplis :

- soit en vertu de rappels sous les armes, à l'exclusion toutefois des rappels de longue durée ou des rappels par mesure disciplinaire;
- soit en vertu d'engagements ou de rengagements volontaires, à l'exclusion toutefois de ceux souscrits dans les forces armées ou la gendarmerie.

Article 91 (article 3 de l'arrêté royal du 18 mars 1953, rendu applicable à la Régie par l'article 48 du projet).

Les agents qui effectuent, pendant des mois entiers du calendrier civil, des prestations militaires ou des prestations y assimilées, pour lesquelles ils ne sont pas considérés comme restant en activité de service en vertu de l'article 90, sont de plein droit en non-activité sans traitement.

Ils conservent dans cette position leurs titres à l'avancement.

.../...

Article 92 (article 3bis de l'arrêté royal du 18 mars 1953, rendu applicable à la Régie par l'article 48 du projet).

Sont suspensives du stage, les périodes pendant lesquelles les agents effectuent en temps de paix des prestations militaires ou des prestations y assimilées.

Article 93 (article 6 de l'arrêté royal du 18 mars 1953, rendu applicable à la Régie par l'article 48 du projet).

A l'exception de l'article 89 et de l'article 92, le présent chapitre n'est pas applicable en cas de mobilisation.

Articles 94 et 95.-

...(Ces articles sont laissés en blanc pour permettre éventuellement au Gouvernement d'insérer des dispositions correspondant à celles des articles 7 et 8 de l'arrêté royal du 18 mars 1953 qui, selon l'article 48 du projet, seraient applicables à la Régie) ...

.../...

CHAPITRE III. - DE LA MISE EN DISPONIBILITE.

Section 1ère - Dispositions générales.

Article 96 (article 1er de l'arrêté royal du 30 mars 1939, tel qu'il est rendu applicable à la Régie par l'article 48 du projet).

Les agents de la Régie peuvent être, sans préavis, mis en disponibilité :

1° par retrait d'emploi dans l'intérêt du service;

2° pour cause de mission spéciale;

3° pour cause de maladie ou d'infirmité n'entraînant pas l'inaptitude définitive au service, mais provoquant des absences dont la durée excède les limites fixées par l'article 110 ;

4° pour motif de convenances personnelles;

5° pour exercer au Congo belge ou dans les territoires sous tutelle des fonctions relevant d'un service public ou d'un organisme exploitant des services d'utilité publique.

Article 97 (article 2 de l'arrêté royal du 30 mars 1939, tel qu'il est rendu applicable à la Régie par l'article 48 du projet).

Pour autant qu'il n'en ait été disposé autrement par la loi, la mise en disponibilité des agents est prononcée par le Ministre ou par son délégué.

La mise en disponibilité du directeur général est toutefois prononcée par le Roi.

.../...

Article 98 (article 3 de l'arrêté royal du 30 mars 1939, rendu applicable à la Régie par l'article 48 du projet).

Les agents ne peuvent être mis ou maintenus en disponibilité s'ils se trouvent dans les conditions requises pour obtenir une pension de retraite.

Article 99 (article 4 de l'arrêté royal du 30 mars 1939, rendu applicable à la Régie par l'article 48 du projet).

En aucun cas, la durée de la disponibilité avec jouissance d'un traitement d'attente ne peut dépasser, en une ou plusieurs fois, la durée des services effectifs rendus à partir de l'âge de 19 ans, y compris les services temporaires, intérimaires ou provisoires, admissibles pour le calcul de la pension de retraite, ainsi que les services rendus à l'administration du Congo belge ou des territoires sous tutelle ou des organismes exploitant au Congo belge ou dans ces territoires des services d'utilité publique, tels qu'ils sont définis à l'article 2 de la loi du 18 mai 1929.

Ne sont pas pris en considération, les services militaires accomplis avant l'admission dans les cadres administratifs.

.../...

Article 100 (article 5 de l'arrêté royal du 30 mars 1939, tel qu'il est rendu applicable à la Régie par l'article 48 du projet).

Aux conditions fixées par le présent chapitre, des traitements d'attente peuvent être alloués aux agents mis en disponibilité par retrait d'emploi dans l'intérêt du service, pour cause de mission spéciale et pour cause de maladie ou d'infirmité.

Ces traitements sont établis sur la base du dernier traitement d'activité, sauf lorsque leur montant doit être ramené au chiffre de la pension, auquel cas ils sont calculés sur l'ensemble des sommes admises pour la liquidation de la pension de retraite.

Le traitement d'activité pris en considération pour la détermination du traitement d'attente d'un agent en disponibilité est supputé, quelle que soit la date à laquelle l'agent a été mis en disponibilité, d'après les rétributions dont il bénéficiait ou aurait bénéficié par application du statut pécuniaire en vigueur.

Les années de service qui interviennent dans le calcul du traitement d'attente sont celles dont il est tenu compte pour l'établissement de la pension de retraite. Toutefois, dans le cas où le traitement d'attente ne doit pas être ramené au chiffre de la pension de retraite, il n'est pas tenu compte des services militaires accomplis avant l'entrée en fonctions. Les services militaires admissibles ne peuvent être supputés que pour leur durée simple.

.../...

En cas de cumul de fonctions, le traitement d'attente n'est accordé qu'en raison de la fonction principale.

Article 101 (article 6 de l'arrêté royal du 30 mars 1939, rendu applicable à la Régie par l'article 48 du projet).

Les sommes allouées aux agents mis en disponibilité subissent, par rapport aux variations de l'index moyen des prix de détail du Royaume, les mêmes variations que les sommes allouées au même titre aux agents définitifs en activité de service.

Article 102 (article 7 de l'arrêté royal du 30 mars 1939, rendu applicable à la Régie par l'article 48 du projet).

Tout agent mis en disponibilité reste à la disposition du Ministre et s'il possède les aptitudes professionnelles et physiques requises, il peut, en cas de vacance, être rappelé dans les cadres. Il est tenu de prendre, dans les délais fixés par le Ministre, le service qui lui est assigné.

S'il s'est créé une situation lucrative, un délai de trois mois au moins et de six mois au plus lui est accordé pour répondre à l'ordre de l'autorité.

L'agent qui, sans motif valable, ne répond pas à l'appel de l'autorité, est considéré comme démissionnaire.

.../...

Article 103 (article 8 de l'arrêté royal du 30 mars 1939, rendu applicable à la Régie par l'article 48 du projet).

Aussi longtemps qu'ils bénéficient d'un traitement d'attente, les agents en disponibilité sont tenus de comparaître chaque année devant le Service de santé administratif, au cours du mois correspondant à celui pendant lequel ils ont été relevés de leurs fonctions.

Le paiement des traitements d'attente est suspendu jusqu'à ce que les bénéficiaires se soient présentés devant le Service de santé administratif.

L'agent reconnu inapte à exercer ses fonctions et à les reprendre à l'avenir est mis à la retraite s'il se trouve dans les conditions prévues à l'article 3 de la loi du 21 juillet 1844; s'il ne réunit pas ces conditions, il est démis de ses fonctions.

L'agent qui a épuisé le terme de disponibilité prévu à l'article 99 peut solliciter sa comparution devant le Service de santé administratif, s'il se trouve, par suite de maladie ou d'infirmité, dans les conditions requises pour obtenir sa mise à la retraite.

Article 104 (article 9 de l'arrêté royal du 30 mars 1939, rendu applicable à la Régie par l'article 48 du projet).

Tout agent mis en disponibilité est tenu de notifier à l'administration un domicile dans le Royaume, où peuvent lui être signifiées les décisions qui le concernent.

.../...

Article 105 (article 10 de l'arrêté royal du 30 mars 1939, rendu applicable à la Régie par l'article 48 du projet).

Les emplois vacants sont conférés de préférence aux agents de la section de disponibilité, en combinant l'ancienneté avec l'aptitude spéciale que comporte l'emploi vacant. L'agent qui sollicite sa réintégration en service à l'expiration du terme assigné à sa disponibilité et qui ne peut, faute de vacance d'emploi, être replacé immédiatement dans le cadre d'activité, est maintenu momentanément en disponibilité et conserve son traitement d'attente. S'il n'en avait pas auparavant, il lui en sera alloué un ne pouvant dépasser la moitié de la rétribution d'activité dont il a joui en dernier lieu. Lorsqu'il s'agit d'un agent mis en disponibilité par application de l'article 96, 5°, le traitement à allouer est celui dont l'agent aurait joui s'il était resté en activité; il est dû à partir du jour où l'intéressé se remet effectivement à la disposition de l'administration.

Section 2. - De la mise en disponibilité par retrait d'emploi dans l'intérêt du service.

Article 106 (article 13 de l'arrêté royal du 30 mars 1939, rendu applicable à la Régie par l'article 48 du projet).

Les agents placés en disponibilité par retrait d'emploi dans l'intérêt du service jouissent d'un traitement d'attente égal, la première année, au dernier traitement d'activité.

.../...

Ce traitement est réduit, à partir de la deuxième année, à autant de fois 1/60e du dernier traitement d'activité que l'intéressé compte d'années de services administratifs effectifs à la date de sa mise en disponibilité.

Pour les invalides de guerre, le traitement d'attente est égal, durant la première et la deuxième année, au traitement d'activité. A partir de la troisième année, il est réduit chaque année de 20 p.c., sans qu'il puisse être inférieur à autant de fois 1/60e du dernier traitement d'activité que l'intéressé compte d'années de services administratifs effectifs à la date de sa mise en disponibilité.

Les services de toute nature rendus à l'administration du Congo belge et des territoires sous tutelle, à l'exclusion des services privés, compteront au même titre que les services administratifs métropolitains si, à la date de sa mise en disponibilité, l'intéressé a accompli au moins dix années de services administratifs dans la métropole.

Article 107 (article 14 de l'arrêté royal du 30 mars 1939, tel qu'il est rendu applicable à la Régie par l'article 48 du projet).

Tout agent faisant l'objet d'une proposition de mise en disponibilité par retrait d'emploi dans l'intérêt du service peut exercer son recours devant la chambre de recours.

.../...

Section 3. - De la mise en disponibilité pour cause de mission spéciale.

Article 108 (article 15 de l'arrêté royal du 30 mars 1939, rendu applicable à la Régie par l'article 48 du projet).

La mise en disponibilité visée au 2° de l'article 96 n'est accordée que pour cause de missions données par le Gouvernement belge ou offertes par un Gouvernement étranger, un organisme international reconnu par le Gouvernement belge ou une administration publique belge ou étrangère, et acceptées avec l'assentiment de l'autorité compétente lorsque la durée, l'importance ou la nature même de ces missions ne se concilient pas avec l'exercice normal de la fonction principale.

Article 109 (article 16 de l'arrêté royal du 30 mars 1939, rendu applicable à la Régie par l'article 48 du projet).

La décision qui place un agent en disponibilité pour cause de mission spéciale, détermine la durée du maintien en disponibilité et, s'il y a lieu, lui accorde un traitement d'attente qui ne peut dépasser le tiers du dernier traitement d'activité.

Par disposition spéciale motivée, l'agent peut être admis à participer à l'avancement dans les cadres.

.../...

Section 4. - De la mise en disponibilité pour cause de maladie ou d'infirmité.

Article 110 (article 17 de l'arrêté royal du 30 mars 1939, rendu applicable à la Régie par l'article 48 du projet).

La mise en disponibilité pour cause de maladie ou d'infirmité est prononcée d'office :

1° a) après trois mois d'absence pour l'agent qui a moins de dix ans de service;

b) après six mois d'absence pour l'agent qui a dix ans et moins de vingt ans de service;

c) après neuf mois d'absence pour l'agent qui a vingt ans et moins de trente ans de service;

d) après douze mois d'absence pour l'agent ayant trente ans de service et plus.

Les jours d'absence qui ne sont pas séparés par une reprise de service de plus de six mois sont additionnés pour former les périodes de trois, six, neuf ou douze mois indiquées ci-dessus;

2° lorsque, au cours d'une période de deux années au minimum, l'agent a obtenu, en une ou plusieurs fois, un nombre total de jours de congé ou de disponibilité, pour cause de maladie ou d'infirmité, qui dépasse la moitié du nombre de jours de la période considérée. Il est fait abstraction des périodes de disponibilité pour les invalides de la guerre.

.../...

Par dérogation au 1° du présent article, la mise en disponibilité pour cause de maladie ou d'infirmité des agents invalides de la guerre n'est prononcée d'office qu'après trois, six, neuf ou douze mois d'absence, suivant que l'intéressé compte moins de cinq années de services, cinq et moins de dix années, dix et moins de quinze années ou quinze années et plus.

Les années de service visées dans le présent article sont déterminées conformément aux dispositions de l'article 99.

Les délais d'absence préalables à la mise en disponibilité sont calculés de date à date si les congés comportent une durée ininterrompue, et sur la base uniforme de trente jours par mois, lorsqu'il s'agit de totaliser des absences séparées par des reprises de service.

Les agents qui sont en congé de maladie ou pour infirmité sont soumis à la surveillance du Service de santé administratif.

Article 111 (article 18 de l'arrêté royal du 30 mars 1939, rendu applicable à la Régie par l'article 48 du projet).

La mise en disponibilité pour cause de maladie ou d'infirmité donne ouverture à un traitement d'attente égal :

.../...

- à 50 p.c. du dernier traitement d'activité lorsque l'agent compte moins de vingt ans de service;
- à 60 p.c. lorsqu'il compte de vingt à trente ans de service;
- à 75 p.c. lorsque l'agent compte trente ans de service et plus.

Pour les invalides de guerre, le montant de ce traitement d'attente est fixé, par année de service, sur la moyenne des traitements des cinq dernières années ou de toutes les années lorsque leur nombre est inférieur à cinq, à raison de :

- 5 p.c. pour les cinq premières années;
- 4 p.c. pour les cinq années suivantes;
- 2 p.c. pour les autres.

Le traitement d'attente des invalides de guerre ne peut être inférieur à la moitié du dernier traitement d'activité, ni supérieur aux trois quarts du même traitement.

Article 112 (article 19 de l'arrêté royal du 30 mars 1939, rendu applicable à la Régie par l'article 48 du projet).

Si l'incapacité physique procède de blessures ou d'accidents reconnus comme étant survenus dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice des fonctions, l'agent bénéficie de l'intégralité du traitement d'activité dont il jouissait au moment de la mise en disponibilité.

.../...

Article 113 (article 20 de l'arrêté royal du 30 mars 1939, rendu applicable à la Régie par l'article 48 du projet).

Les agents peuvent être maintenus en disponibilité pendant un an au maximum pour cause de maladie ou d'infirmité, à moins que l'incapacité de travail qui a motivé la mise en disponibilité ne soit le résultat de blessures reçues ou d'accidents survenus dans l'exercice des fonctions confiées à l'intéressé, auquel cas la durée maximum du temps de disponibilité peut être fixée à deux ans.

Les délais susvisés, qui s'entendent de périodes non interrompues de mises en disponibilité, sont portés respectivement à deux et à quatre ans pour les agents invalides de la guerre.

En cas de mises en disponibilité successives, interrompues par des rentrées en activité, le traitement d'attente est obligatoirement ramené au chiffre de la pension dès que la durée totale des mises en disponibilité dépasse deux ans. Ce délai est porté à cinq ans pour les agents invalides de la guerre.

Lorsque, à l'expiration du temps de disponibilité prévu à l'alinéa premier, la commission compétente déclare curable l'affection dont est atteint l'agent intéressé et que, néanmoins, celui-ci n'est pas en état de reprendre son service, le traitement d'attente est ramené ou fixé au chiffre de la pension qui lui serait allouée s'il était à ce moment admis à la retraite prématurée.

.../...

La situation de l'agent reconnu inapte à exercer ses fonctions et à les reprendre à l'avenir, est réglée conformément aux dispositions de l'article 103,alinéa 3.

Article 114 (article 21 de l'arrêté royal du 30 mars 1939, rendu applicable à la Régie par l'article 48 du projet).

Sans préjudice à l'obligation prescrite par l'article 103 de comparaître annuellement devant le Service de santé administratif, l'agent en congé ou en disponibilité pour cause de maladie ou d'infirmité est tenu, à la première invitation, de se présenter devant ledit service et de se soumettre à toute visite médicale prescrite par l'administration, pour faire constater sa situation physique.

S'il s'y refuse ou si, après avoir été reconnu propre au service, il n'accepte pas une position équivalente à celle qu'il occupait en dernier lieu, il est considéré comme démissionnaire.

Article 115 (article 22 de l'arrêté royal du 30 mars 1939, rendu applicable à la Régie par l'article 48 du projet).

Lorsqu'un agent, au cours de sa carrière, a obtenu pour motif de santé, un nombre total de jours de congé excédant dix-huit mois, son traitement d'activité subit une réduction de 10 p.c. pendant les congés subséquents qui lui sont accordés du chef de maladie. Ce délai est porté à trente-six mois pour les agents invalidés de la guerre.

.../...

Dans tous les cas, l'intéressé est tenu de dédommager la Régie du préjudice que celle-ci aurait subi par la transgression des dispositions qui précèdent.

Article 116 (article 23 de l'arrêté royal du 30 mars 1939, rendu applicable à la Régie par l'article 48 du projet).

Les agents mis en disponibilité pour cause de maladie ou d'infirmité conservent leurs titres à l'avancement et leur rang d'ancienneté dans le cadre d'activité.

Il en va de même pour les agents dont le traitement a subi la réduction de 10 p.c. prévue à l'article 115.

Section V. - De la mise en disponibilité pour convenances personnelles.

Article 117 (article 24 de l'arrêté royal du 30 mars 1939, rendu applicable à la Régie par l'article 48 du projet).

L'agent placé en disponibilité pour motifs de convenances personnelles ne reçoit aucun traitement d'attente.

Il ne peut se prévaloir de maladies ou d'infirmités contractées postérieurement à sa mise en disponibilité.

.../...

Il perd ses titres à l'avancement et le temps de disponibilité n'entre pas dans le calcul de l'ancienneté en cas de rentrée en service.

Article 118 (article 25 de l'arrêté royal du 30 mars 1939, rendu applicable à la Régie par l'article 48 du projet).

La durée de la mise en disponibilité pour convenances personnelles est limitée à six mois au maximum. Tout agent dont l'absence dépasse ce terme est, par le fait, considéré comme démissionnaire.

Toutefois, la durée de cette disponibilité est portée à quatre ans pour les agents qui s'engagent au Congo belge ou dans les territoires sous tutelle au service d'une entreprise qui ne répond pas aux conditions fixées par l'article 119.

Il en sera de même pour l'agent féminin autorisé à accompagner son mari au service d'une entreprise qui répond aux conditions fixées par l'article 119.

Section VI. - De la mise en disponibilité pour exercer au Congo belge ou dans les territoires sous tutelle des fonctions relevant d'un service public ou d'un organisme exploitant des services d'utilité publique.

Article 119 (article 28 de l'arrêté royal du 30 mars 1939, tel qu'il est rendu applicable à la Régie par l'article 48 du projet).

L'agent mis en disponibilité pour exercer au Congo belge ou dans les territoires sous tutelle des fonctions relevant d'un service public ou d'un établissement reconnu d'utilité publique ne reçoit aucun traitement d'attente.

.../...

Il conserve ses droits à l'avancement dans le cadre d'activité suivant ses titres et rang d'ancienneté; éventuellement, il peut être nommé hors cadre.

Le temps pendant lequel il est mis en disponibilité est fixé par la durée de son engagement ou de son contrat.

Section VII. - Disposition particulière.

Article 120 (article 29 de l'arrêté royal du 30 mars 1939, rendu applicable à la Régie par l'article 48 du projet).

Est placé dans la position de disponibilité l'agent qui, devant être mis à la retraite, ne réunit pas le nombre d'années de service exigé pour l'obtention d'une pension.

Il lui est alloué un traitement d'attente égal au montant de la pension qu'il obtiendrait si, à ce moment, il était admis à la retraite prématurée.

Il est tenu de se conformer aux prescriptions des articles 103 et 113.

.../...

CHAPITRE IV. - DE LA SUSPENSION PREVENTIVE.

Article 121 (article 102 du statut des agents de l'Etat, rendu applicable à la Régie par l'article 48 du projet. Le texte tient compte des observations formulées dans l'avis).

La suspension préventive est une mesure d'ordre prononcée par l'autorité qui exerce le pouvoir de nomination toutes les fois que l'intérêt du service ou du public requiert qu'un agent soit tenu à l'écart de l'administration.

Lorsque la durée de la suspension préventive excède trois mois, la suspension n'est maintenue que si l'autorité compétente a demandé l'avis du conseil de direction avant l'expiration du troisième mois.

Lorsque la durée de la suspension préventive excède trois mois, un recours est ouvert à l'agent devant la chambre de recours.

Article 122 (article 49 du projet).

Sauf en cas de poursuites pénales, la durée de la suspension préventive ne peut excéder six mois.

Article 123 (article 101, 4°, du statut des agents de l'Etat, rendu applicable à la Régie par l'article 48 du projet).

La suspension préventive non convertie en peine disciplinaire est considérée comme suspension de service avec conservation des titres à l'avancement.

.../...

TITRE XI - DE LA CESSATION DEFINITIVE DES FONCTIONS.

Article 124 (article 107, 1°, 3° à 5°, et 7° à 10°, du statut des agents de l'Etat, rendu applicable à la Régie par l'article 50 du projet, et article 51 du projet).

Sont d'office et sans préavis démis de leurs fonctions :

1° les agents dont la nomination n'est pas régulière;

2° ceux qui cessent de répondre aux conditions fixées par l'article 13, § 1er, 1°, 2° et 3°;

3° ceux qui, après une absence autorisée, négligent, sans motif valable, de reprendre leur service;

4° ceux qui, sans motif valable, abandonnent leur poste et restent absents pendant plus de dix jours;

5° ceux qui contreviennent au premier alinéa de l'article 8;

6° ceux qui ne se conforment pas à l'obligation de résidence;

7° ceux qui se trouvent dans les cas où l'application des lois civiles et pénales entraîne la cessation des fonctions;

8° ceux qui, en activité de service ou en disponibilité, sont atteints d'une invalidité prématurée dûment constatée, dans les conditions fixées par la loi, et les mettant hors d'état de remplir leurs fonctions d'une manière complète, régulière et continue.

.../...

Article 125 (article 52 du projet).

La démission d'office qui frappe les agents en raison de l'inobservation de l'alinéa 1er de l'article 8 est prononcée après avis du conseil de direction.

Article 126 (article 108 du statut des agents de l'Etat, tel qu'il est rendu applicable à la Régie par l'article 50 du projet).

Entraînent également cessation définitive des fonctions :

1° la démission volontaire; dans ce cas, l'agent ne peut abandonner son service qu'à condition d'y avoir été dûment autorisé et après un préavis d'au moins trente jours et ne pouvant excéder trois mois;

2° l'inaptitude professionnelle définitivement constatée . Cette inaptitude se constate, pour les agents soumis au signalement, par la conservation du signalement "mauvais" pendant deux années consécutives et, pour les agents non soumis au signalement, par un rapport du directeur général établi après délibération en conseil de direction. Ce rapport est soumis au Ministre. Toutefois, cette mesure peut être précédée d'une seule rétrogradation. Cette rétrogradation n'a pas le caractère d'une peine disciplinaire. Une indemnité de départ pourra être allouée aux intéressés, aux conditions fixées par l'article 127;

3° la mise à la retraite normale par limite d'âge.

/...

Article 127 (article 2, deuxième alinéa , de l'arrêté royal du 18 mars 1940, rendu applicable à la Régie par l'article 50 du projet).

L'indemnité de départ est égale au dernier traitement annuel d'activité, si l'agent compte au moins vingt années de service; aux deux tiers ou à la moitié de ce traitement annuel, selon que l'agent compte dix ans de service ou moins de dix ans de service.

TITRE XII - DU SERVICE SOCIAL.

Article 128 (article 53 du projet. Le texte est établi en tenant compte de l'observation formulée dans l'avis).

Il est institué à la Régie un service social. Le Ministre en règle l'organisation en s'inspirant des avantages similaires accordés au personnel du Ministère des Communications.

TITRE XIII - DISPOSITIONS FINALES.

Article 129 (article 54 du projet)

Pour autant qu'ils répondent aux conditions prescrites par l'article 13, § 1er, 1° à 4°, et par l'article 14, les agents temporaires en service à la

.../...

Régie avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, peuvent, dès qu'ils comptent six mois de service et s'ils donnent satisfaction, être nommés à titre définitif. Ils sont dispensés du stage.

Article 130 (article 56 du projet).

Le présent arrêté entre en vigueur le premier jour du mois qui suit sa publication au Moniteur belge.

Article 131 (article 57 du projet).

Notre Ministre Vice-Président du Conseil de Cabinet et Notre Ministre des Communications sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à , le

PAR LE ROI :

Le Ministre Vice-Président du Conseil de Cabinet,

Le Ministre des Communications,

ANNEXE à l'arrêté royal du ...

(Cette annexe contiendrait la liste des diplômes et certificats admis pour le recrutement des agents de la Régie).

ALGEMENE OPMERKINGEN.

I.

Het ontwerp strekt tot uitvoering én van artikel 9 van de besluitwet van 20 november 1946 tot oprichting van de Regie der luchtwegen, én van artikel 11 van de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut. Beide wetsbepalingen belasten de Koning met het vaststellen van het statuut van het personeel van de Regie der luchtwegen. De besluitwet van 20 november 1946 bevat ten aanzien van het personeel der Regie, sommige bepalingen die niet zijn opgeheven door de wet van 16 maart 1954 en die de aan de Koning opgedragen bevoegdheid om het personeelsstatuut vast te stellen, beperken.

Artikel 2 van deze besluitwet gelast de Minister het personeel van de Regie, met uitzondering van de directeur-generaal, te benoemen en af te zetten.

Luidens artikel 5 wordt de directeur-generaal door de Koning benoemd en afgezet; de Minister kan sommige van zijn bevoegdheden op de directeur-generaal overdragen.

Artikel 9 van de besluitwet bepaalt :

"Het statuut van het personeel der Regie der luchtwegen wordt opgemaakt door de Koning, op de voordracht van de Minister, die met het Bestuur der burgerlijke luchtvaart belast is, en na raadpleging van de personeelsraad van het Ministerie van Verkeerswezen.

.../...

Het moet een paritaire personeelsraad voorzien, die er mee belast is advies uit te brengen over de kwesties welke het personeel aanbelangen, en mag de rechten verworven door de vóór zijn inwerkingtreding voor vast benoemde bedienden, in niets schaden".

De bepaling van dit artikel die een paritaire personeelsraad in het vooruitzicht stelt, is reeds uitgevoerd door het koninklijk besluit van 20 juni 1955 houdende syndicaal statuut van het personeel der openbare diensten.

Nog andere wetsbepalingen bevatten regelen die op het personeel van de Regie der luchtwegen toepassing vinden, met name :

- de wet van 3 augustus 1919-27 mei 1947 betreffende de prioriteiten voor toegang tot openbare betrekkingen;
- de wet van 28 juni 1932 op het gebruik der talen in bestuurszaken;
- het koninklijk besluit nr 87 van 5 februari 1935 betreffende de cumulatie inzake openbare ambten en bedieningen;
- het koninklijk besluit nr 117 van 27 februari 1935 tot vaststelling van het statuut der pensioenen van het personeel der zelfstandige openbare inrichtingen en der regieën ingesteld door de Staat, gewijzigd bij de wet van 28 april 1958.

.../...

II.

Het ontwerp verklaart talrijke artikelen uit het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende statuut van het Rijkspersoneel en uit een aantal besluiten tot aanvulling van dit statuut op de Regie toepasselijk. Een procédé van wetgeving met verwijzing zou het voordeel bieden dat het statuut van het personeel van de Regie der luchtwegen niet telkens bij koninklijk besluit moet worden gewijzigd als de op de Regie toepasselijk verklaarde bepalingen van het statuut van het Rijkspersoneel worden gewijzigd. Dit voordeel is echter uitgesloten door artikel 55 van het ontwerp, krachtens hetwelk latere wijzigingen in de artikelen van het statuut van het Rijkspersoneel, waarnaar het ontwerp verwijst, niet van rechtswege op de Regie toepassing zullen vinden. Uit dit artikel volgt, dat de rechtstoestand van het personeel der Regie althans gedeeltelijk door opgeheven verordeningsbepalingen zou kunnen worden bepaald, hetgeen tot interpretatiemoeilijkheden kan leiden. Bovendien kunnen bepaalde teksten van het statuut, waarnaar het ontwerp verwijst, op het personeel van de Regie eerst worden toegepast nadat zij zijn aangepast aan de bijzondere voor dit personeel geldende wets- en verordeningsbepalingen. Het ontwerp past die teksten niet overal aan waar dit nodig is. Daarom ware het verkieslijk, in het ontwerp alle verordeningsbepalingen die op het personeel van de Regie der luchtwegen toepassing zullen vinden, over te nemen, hetgeen de raadpleging van het personeelsstatuut van genoemde Regie alleen maar kan vergemakkelijken. De Raad van State beveelt voor het gehele ontwerp een nieuwe tekst aan, waarin met deze opmerking rekening is gehouden. Bij het opstellen van deze tekst heeft de Raad van State aan de reeds geldende verordeningsbepalingen niet willen

.../...

raken. Sommige daarvan heeft hij echter in zoverre aangepast dat zij aansluiten hetzij bij de overige artikelen van het ontwerp, hetzij bij andere wets- of verordeningsbepalingen. Een aantal artikelen van het statuut van het Rijkspersoneel, die hij gebrekkig geredigeerd vond, heeft hij naar de vorm veranderd.

III.

Het ontwerp gebruikt de term "bestendig personeel", terwijl het statuut van het Rijkspersoneel de term "vast personeel" gebruikt. Indien de Regering geen bijzondere reden heeft om een onderscheid te maken tussen de rechtstoestand van het in vast verband benoemd Rijkspersoneel en die van het in "bestendig" verband benoemd personeel van de Regie, gebruike men liefst dezelfde terminologie in beide statuten. Bezigt het koninklijk besluit nr 117 van 27 februari 1935 de term "vast personeel", recentere wetten, met name die van 2 augustus 1955 houdende perekwatie der rust- en overlevingspensioenen (artikel 32) en die van 28 april 1958 betreffende het pensioen van het personeel van zekere organismen van openbaar nut alsmede van hun rechthebbenden, bedienen zich onderscheidenlijk van de uitdrukkingen "definitief benoemde personeelsleden" en "personeel dat in vast verband is benoemd". Men gebruike de term "vast personeel".

Bepaalde artikelen van het ontwerp noemen de periode die aan de vaste benoeming voorafgaat, in het Frans "essai", terwijl het statuut van het Rijkspersoneel en de wetten van 2 augustus 1955 en 28 november 1958 die periode "stage" noemen. In de voorgestelde Franse tekst heeft de Raad van State de term "stage" gebruikt, die hem om de reeds gegeven reden verkieslijk lijkt.

.../...

IV.

Verscheidene artikelen van het ontwerp gelasten de Minister, bepaalde aangelegenheden door middel van algemene bepalingen te regelen. Op gevaar af de wettelijke bevoegdheidsregelen te ontwijken, is overdracht van bevoegdheid alleen voor ondergeschikte maatregelen geoorloofd. Sommige zaken die het ontwerp aan de Minister opdraagt, zijn te belangrijk dan dat zij door een gemachtigde kunnen worden geregeld. Een Minister die bevoegd zou zijn om de benoemingsvoorwaarden voor de onderscheiden graden vast te stellen en om te bepalen naar welke graden stagiaires zonder examen voor toelating in vaste dienst kunnen overgaan, zou zodoende een deel van het personeelsstatuut kunnen vaststellen. Verleent men de Minister van Verkeerswezen bevoegdheid om het personeelsstatuut vast te stellen, dan komt men in strijd met artikel 9 van de besluitwet van 20 november 1946 en met artikel 11 van de wet van 16 maart 1954, die deze bevoegdheid aan de Koning opdragen; op die wijze zou men ook de Minister tot wiens bevoegdheid het algemeen bestuur behoort, gaan uitschakelen, terwijl diens bemoeiïng toch door het evengenoemde artikel 11 is voorgeschreven.

BIJZONDERE OPMERKINGEN.

Aanhef.

Het eerste lid van de aanhef, dat verwijst naar de artikelen 66, tweede lid, en 67 van de Grondwet, moet vervallen. Niet deze artikelen van de Grondwet, maar de besluitwet van 20 november 1946 en de wet van 16 maart 1954 vormen de rechtsgrond van het ontwerp.

.../...

Het vierde lid van de aanhef, dat verwijst naar het koninklijk besluit van 8 april 1954, kan vervallen.

De considerans in het vijfde lid is overbodig. Zij is trouwens onvolledig,aangezien de verplichting om het personeel van de Regie met een statuut te begiftigen, reeds volgt uit artikel 9 van de besluitwet van 20 november 1946.

Ingevolge artikel 9 van de besluitwet van 20 november 1946 moet het statuut voor advies worden voorgelegd aan de personeelsraad, thans de syndicale raad van advies van het Ministerie van Verkeerswezen. Aangezien dit advies is gevraagd en gegeven, moet hiervan in de aanhef melding worden gemaakt.

Het achtste lid vermeldt het akkoord van de Inspektie van Financiën. Dit akkoord is voorgeschreven door het koninklijk besluit van 8 april 1954; het hoeft niet in de aanhef van verordeningsteksten te staan.

Het ontwerp wordt voorgedragen en medeondertekend door de Eerste-Minister, de Minister-Ondervoorzitter van de Kabinetsraad en de Minister van Verkeerswezen.

Volgens artikel 11 van de wet van 16 maart 1954 moet de Minister tot wiens bevoegdheid het algemeen bestuur behoort, mede voordragen. Deze Minister is thans de Minister-Ondervoorzitter van de Kabinetsraad. Sedert het bij het koninklijk besluit van 25 november 1959 is gewijzigd, bepaalt het koninklijk besluit van 20 november 1958 tot afbakening van de respectieve bevoegdheden van de Eerste-Minister en van de Minister belast met het

.../...

algemeen bestuur, niet meer dat de Eerste-Minister de bepalingen betreffende het statuut van het personeel mede-ondertekent. De Eerste-Minister hoeft het ontwerp dus niet voor te dragen of mede te ondertekenen.

Artikel 1.

Uit de algemene bewoordingen van dit artikel volgt dat de directeur-generaal, evenals het overige personeel, aan het personeelsstatuut onderworpen zal zijn, behalve dan dat hij door de Koning zal worden benoemd en afgezet.

Artikel 3.

Paragraaf 2 van dit artikel verleent de Minister bevoegdheid tot het vaststellen van de "rangschikking in categorieën, de hiërarchie en de respectieve benoemingsvoorwaarden van elk der graden". Terwille van wat in de algemene opmerking IV van dit advies is uiteengezet, draagt de voorgestelde tekst deze bevoegdheid aan de Koning op.

Paragraaf 3 bepaalt dat de diploma's en de studiegetuigschriften die voor de toelating tot de Regie in aanmerking worden genomen, die zijn, welke voor toelating tot de Rijksbesturen in aanmerking worden genomen. De Raad van State stelt voor, deze diploma's of studiegetuigschriften te vermelden in een bij het ontwerp te voegen tabel.

Artikel 4.

Paragraaf 1 bepaalt dat "een benoeming of bevordering slechts mag gebeuren in een vacant verklaard ambt". Het is niet voldoende dat een ambt vacant is, opdat de Regie een personeelslid mag aanwerven. Zij moet zich bovendien gedragen naar de regelen van de administratieve controle, vastgesteld in het tweede lid van artikel 11 van de wet van 16 maart 1954, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 18 december 1957.

Dezelfde paragraaf bepaalt dat de noodzaak, een open betrekking toe te wijzen, door de Minister wordt bekendgemaakt op de door hem bepaalde wijze. Waar het artikel 23 van het statuut van het Rijkspersoneel toepasselijk verklaart, bepaalt artikel 12 van het ontwerp reeds dat, in geval van aanwerving, een openbare oproep tot de kandidaten in het Belgisch Staatsblad moet worden bekendgemaakt. Het is dus onnodig, de Minister bevoegdheid te verlenen om de wijze van bekendmaking vast te stellen. Bovendien is "bekendmaking" geen geschikte benaming voor de formaliteit die aan de bevordering moet voorafgaan. Bij bevordering tot een hogere graad is het immers voldoende dat het voornemen om in een betrekking te voorzien ter kennis van de betrokken personeelsleden wordt gebracht.

\+

\+ \+

.../...

Volgens § 2 vindt § 1 onder meer geen toepassing "in geval van terugtrekking van een onregelmatige bevordering". Naar de gemachtigden van de Minister van Verkeerswezen verklaren, worden onder "terugtrekking van een onregelmatige bevordering" verstaan : het ontslag van ambtswege van het personeelslid wiens bevordering onregelmatig is (artikel 107, 1°, van het statuut van het Rijkspersoneel, op de Regie toepasselijk verklaard door artikel 50 van het ontwerp), de vernietiging door de Raad van State van een onregelmatige bevordering en de intrekking van zodanige bevordering.

Er is een verschil tussen intrekking en ontslag van ambtswege. Intrekking werkt terug, ontslag van ambtswege niet (Raad van State, nr 5591, PAENHUYS, van 9 april 1957).

De rechtspraak van de Raad van State aanvaardt niet, dat de bestuursoverheid in alle gevallen een onregelmatige akte die rechten heeft toegekend, kan intrekken. Alleen in uitzonderingsgevallen staat zij dit toe (Raad van State, evengenoemd arrest PAENHUYS en arrest nr 6691 , VALENTIN, van 20 november 1958). De bepaling van § 2 van artikel 4 mag niet zo worden geïnterpreteerd, dat zij de Minister bevoegdheid verleent om een onregelmatige bevordering in te trekken buiten de gevallen dat die intrekking door de algemene rechtsbeginselen is toegestaan.

.../...

Paragraaf 2 van hetzelfde artikel bepaalt bovendien dat de regelen van § 1 niet in acht moeten worden genomen voor benoemingen bij toepassing van de wet van 28 juni 1932 op het gebruik der talen in bestuurszaken. Deze wet kent geen andere benoeming in overtal dan die van de tweetalige adjunct waarvan sprake in artikel 4, § 3, van genoemde wet. Artikel 10 van deze wet, dat betrekking heeft op de vrijwaring van de persoonlijke rechten "door de in dienst zijnde ambtenaren en bedienden verworven op het ogenblik van het in werking treden van de wet", kent geen benoeming in overtal van personeelsleden die in hun loopbaan zijn voorbijgegaan omdat de wet op het gebruik der talen moest worden toegepast. Zodanige bevorderingen zijn voor het Rijkspersoneel mogelijk gemaakt door het besluit van de Regent van 28 april 1947, dat echter geen toepassing vindt op het personeel van de Regie. Bedoelt de Regering de regeling inzake bevordering in overtal op het personeel van de Regie toepasselijk te verklaren, dan dient zij het ontwerp aan te vullen.

Het eerste lid van § 3 bepaalt dat de personeelsleden van de Regie, met uitzondering van de directeur-generaal, worden benoemd of bevorderd door de Minister. Deze bepaling is een eenvoudige herhaling van het derde lid van artikel 2 van de besluitwet van 20 november 1946. Het ontwerp zegt niet uitdrukkelijk dat de benoemingsbevoegdheid op de directeur-generaal kan worden overgedragen. De gemachtigden van de Minister van Verkeerswezen hebben opgemerkt, dat deze

.../...

de bedoeling had sommige bevoegdheden aan de directeur-generaal op te dragen, maar dat hij het onnodig achtte dit uitdrukkelijk in het statuut te zeggen, aangezien die overdracht van bevoegdheid mogelijk is op grond van artikel 5 van de besluitwet van 20 november 1946.

Aangezien de Minister voornemens is gebruik te maken van de hem door de besluitwet geboden mogelijkheid tot overdracht van bevoegdheid, ware het verkieslijk de grenzen van deze overdracht in het ontwerp vast te stellen.

Steunend op de regelen van het statuut van het Rijkspersoneel stelt de Raad van State voor, de benoemingsbevoegdheid welke de Minister aan de directeur-generaal kan opdragen tot de derde en de vierde categorie te beperken.

Het tweede lid van § 3 zegt dat de personeelsleden van de eerste categorie slechts worden bevorderd na advies van de directieraad. Deze regel bevat een der substantiële vormvoorschriften voor bevordering in graad, en zou als zodanig moeten worden ondergebracht in titel VII van het ontwerp.

Artikel 8 van het ontwerp (artikel 13 van de voorgestelde tekst).

Paragraaf 1 van artikel 8 geeft drie categorieën van vereisten om onder toepassing van het statuut van het personeel der Regie te vallen. Eigenlijk zijn het de vereisten waaraan het personeel van de Regie doorlopend moet voldoen ; een personeelslid dat aan een van die vereisten niet meer voldoet, wordt krachtens artikel 51 van het ontwerp van ambtswege ontslagen.

.../...

Paragraaf 2 stelt drie vereisten om de hoedanigheid van aan het statuut van de Regie onderworpen personeelslid te verkrijgen. Deze paragraaf zegt niet, dat ook aan de onder § 1 vermelde vereisten moet voldaan zijn.

Krachtens het tweede lid van § 3 kan de Minister de grensleeftijd voor toelating tot technische graden verhogen "bij ontstentenis van kandidaten die binnen die leeftijdsgrenzen vallen". Deze bepaling eist dat, vóór de opvoering van de grensleeftijd, een eerste oproep tot de kandidaten zonder gevolg is gebleven. Dit is, volgens de gemachtigden van de Minister, wel degelijk de bedoeling van de Regering, die wenst dat de grensleeftijd alleen bij uitzondering wordt opgevoerd.

Artikel 9 van het ontwerp (artikel 14 van de voorgestelde tekst).

Het ontwerp belast de Administratieve Gezondheidsdienst niet met het geneeskundig onderzoek vóór de aanwerving. Andere artikelen van het ontwerp daarentegen dragen deze dienst bepaalde geneeskundige onderzoekingen op (artikel 19 van het ontwerp, dat artikel 28bis van het statuut van het Rijkspersoneel toepasselijk verklaart; artikel 48 van het ontwerp, dat het koninklijk besluit van 16 maart 1940 en het koninklijk besluit van 30 maart 1939 toepasselijk verklaart).

.../...

Het tweede lid bepaalt dat de Minister "bepaalde bijzondere lichamelijke vereisten voor de functie zal vaststellen". Het is niet verantwoord, lichaamsvereisten door de Minister te laten vaststellen, want die vereisten zijn reeds vastgesteld in een koninklijk besluit van 3 augustus 1954 dat door het ontwerp niet wordt opgeheven en waarnaar het verslag aan de Koning verwijst.

Artikel 10 van het ontwerp (artikel 15 van de voorgestelde tekst).

Artikel 10 bepaalt dat het vergelijkend examen onder meer zal bestaan in een "schoolse examenproef", "zo de kandidaten vrijgesteld zijn van het diploma", en dat "deze schoolse proef loopt over vakken die gekozen worden onder diegene waarvan de kennis geëist wordt van de gediplomeerden van het voor de examenproef vereist onderwijspeil".

Aangezien de "schoolse proef" alleen is voorgeschreven voor het geval dat geen diploma wordt geëist, kan het peil van dat examen onmogelijk worden bepaald onder verwijzing naar de kennis die blijkt uit de diploma's, welke vereist zijn voor toelating tot het examen.

Uit § 3 van artikel 3 van het ontwerp volgt dat alleen kandidaten voor betrekkingen van de vierde categorie vrijstelling van diploma zullen genieten.

.../...

Aangezien de Raad van State de juiste bedoeling van de Regering niet kent, laat hij haar de zorg over, artikel 15 van de voorgestelde tekst aan te vullen met de opgave van de vakken waarover de "schoolse proef" zal lopen.

Artikel 13 van het ontwerp.

Luidens dit artikel "worden de toegelaten kandidaten onder opschortende voorwaarden benoemd". Volgens de Franse tekst betreft het niet een "opschortende" maar een "ontbindende" voorwaarde (condition résolutoire).

Volgens hetgeen aan de Raad is verklaard, is het de Franse tekst die de bedoeling van de Regering weergeeft.

Benoeming onder ontbindende voorwaarde is een nieuw begrip om de administratieve toestand van een personeelslid van een openbare dienst te bestempelen. De Raad van State ziet er het nut niet van in.

Het ontwerp zegt overigens niet door welk toekomstig en onzeker feit de benoeming zou worden ontbonden. De benoeming onder ontbindende voorwaarde is onbestaanbaar met de in artikel 22 van het ontwerp bedoelde vaste benoeming. Ingeval een ontbindende voorwaarde niet wordt vervuld, heeft de rechtshandeling immers verder uitwerking zonder dat een bevestigingsakte nodig is. Voorts heeft de ontbindende voorwaarde in het burgerlijk recht terugwerkende kracht ; dit stelsel zou tot logisch gevolg hebben dat het personeelslid, zo de ontbindende voorwaarde wordt vervuld, wordt geacht nooit te zijn benoemd.

.../...

De Raad van State stelt voor, af te zien van het begrip benoeming onder ontbindende voorwaarde, en het te vervangen door het begrip benoeming op de proef.

Voorgesteld wordt, artikel 13 van het ontwerp te laten vervallen en in artikel 16 (artikel 24 van de voorgestelde tekst) te zeggen, dat de kandidaten die aan de toelatingsvereisten voldoen, op de proef worden benoemd.

Artikel 14 van het ontwerp (artikel 23 van de voorgestelde tekst).

De benoeming van het personeelslid dat verzuimt de eed af te leggen zoals voorgeschreven in artikel 48 van het statuut van het Rijkspersoneel, op de Regie toepasselijk verklaard door artikel 14 van het ontwerp, wordt niet van rechtswege vernietigd. Het verzuim van de eedaflegging heeft alleen vernietiging van de benoeming tot gevolg wanneer het door de bevoegde overheid wordt vastgesteld (Raad van State, nr 7253, BOSMANS, van 6 oktober 1959).

Artikel 15 van het ontwerp (artikel 22 van de voorgestelde tekst).

Artikel 15 wijst de overheden aan, die bevoegd zijn om de eed van de personeelsleden af te nemen. Alleen omdat de bij artikel 3 van het decreet van 20 juli 1831 voorgeschreven wetsbepalingen ontbreken, kan de Koning de overheid aanwijzen die bevoegd is om de eed af te nemen (Cass. 20 oktober 1868, Pas. 1869, I, 238 ; arrest Raad van State, nr 6371, van 20 juni 1958).

.../...

Artikel 18 van het ontwerp.

Dit artikel zegt dat de stagiairs "wanneer zij in vooropzeg zijn gesteld, voor de duur van die vooropzeg onderworpen zijn aan de bepalingen van het statuut van het tijdelijk personeel van de Regie".

Deze bepaling neemt het tweede lid van artikel 34bis van het statuut van het Rijkspersoneel over; zij heeft thans geen zin. Aangezien het statuut van het tijdelijk personeel van de Regie nog niet is vastgesteld, kan onmogelijk naar dit statuut worden verwezen om de rechtstoestand van ontslagen stagiairs vast te stellen. Dit artikel zou moeten vervallen. Wanneer de Regering het statuut van het tijdelijk personeel van de Regie zal vaststellen, zal het dit statuut op de opgezegde stagiairs toepasselijk kunnen verklaren.

Artikel 19 van het ontwerp (artikel 27 van de voorgestelde tekst).

Artikel 30, derde lid, van het statuut van het Rijkspersoneel, dat op de Regie toepasselijk wordt verklaard, bepaalt dat de directieraad de stagiair machtigt om het examen voor toelating in vaste dienst af te leggen. Deze bepaling moet in overeenstemming worden gebracht met artikel 20 van het ontwerp, krachtens hetwelk bepaalde personeelsleden van het examen voor toelating in vaste dienst kunnen worden vrijgesteld.

.../...

Artikel 20 van het ontwerp (artikel 30 van de voorgestelde tekst.

Krachtens dit artikel kan de Minister bepalen, in welke graden stagiairs zonder examen voor toelating in vaste dienst kunnen worden benoemd. Terwille van wat onder de algemene opmerking IV van dit advies is uiteengezet, komt die bevoegdheid aan de Koning toe.

Artikel 21 van het ontwerp.

Volgens dit artikel heft "het gunstig verloop van de proeftijd" of het slagen voor het examen voor toelating in vaste dienst, de ontbindende voorwaarde op, die op de benoeming rust. Dit artikel moet vervallen indien van het begrip "benoeming onder ontbindende voorwaarde" wordt afgezien.

Artikel 22 van het ontwerp (artikelen 31 en 33 van de voorgestelde tekst).

Het op de Regie toepasselijk verklaarde artikel 34 van het statuut van het Rijkspersoneel moet worden aangevuld met een bepaling betreffende de benoeming van stagiairs die vrijgesteld zijn van het examen voor toelating in vaste dienst.

.../...

Het op de Regie toepasselijk verklaarde artikel 34ter van het statuut van het Rijkspersoneel bepaalt de rangschikking van de personeelsleden met inachtneming van de uitslagen van het vergelijkend examen voor toelating tot de proeftijd en van het examen voor toelating in vaste dienst. Het moet worden aangevuld met een bepaling, die zegt hoe de personeelsleden die van het examen voor toelating in vaste dienst zijn vrijgesteld, worden gerangschikt.

\+

\+ \+

Het ontwerp bevat geen bepaling als die van de artikelen 29 en 52 van het statuut van het Rijkspersoneel, waarbij de artikelen van het statuut betreffende de rechten, plichten en onverenigbaarheden op de stagiairs toepasselijk worden verklaard. Het lijkt nochtans vanzelfsprekend dat deze artikelen op stagiairs toepassing vinden. Artikel 34 van de door de Raad van State voorgestelde tekst stelt de stagiairs ter zake van plichten en onveremigbaarheden gelijk met het vast personeel. Bedoelt de Regering andere artikelen van het ontwerp, bijvoorbeeld over tuchtregeling, verlof, ontslag van ambtswege, preventieve schorsing en sociale dienst, op de stagiairs toepasselijk te verklaren, dan behoort dit artikel te worden aangevuld. Uit artikel 1 van het ontwerp blijkt immers dat, bij gemis van uitdrukkelijke bepalingen, de regelen van het statuut alleen voor het vast personeel gelden.

.../...

Artikel 23 van het ontwerp (artikel 35 van de voorgestelde tekst).

Deze met artikel 18 van het statuut van het Rijkspersoneel te vergelijken bepaling, is in te algemene bewoordingen gesteld. Zij machtigt de Minister immers om personen die een hoge administratieve, wetenschappelijke of technische cultuur bezitten, vrij te stellen van de in titel III bepaalde vereisten. Het spreekt echter vanzelf dat de Minister niet tot personeelslid van de Regie zou kunnen benoemen iemand die de Belgische nationaliteit niet zou bezitten, die geen burgerlijke en politieke rechten zou genieten, die niet zou voldoen aan de dienstplichtwetten of wiens gedrag niet onberispelijk zou zijn. Daarentegen kant artikel 23, waar het de Minister alleen machtigt om vrijstelling te verlenen van de in titel III bepaalde vereisten, hem niet de bevoegdheid toe om vrijstelling te verlenen van het bij titel I van het ontwerp voorgeschreven diploma. Naar aan de Raad van State is medegedeeld, is de Regering voornemens de Minister te machtigen om vrijstelling van diploma te verlenen.

Een van de voorwaarden waaronder de Minister een beroep mag doen op buitengewone aanwerving volgens artikel 23 van het ontwerp, is de onmogelijkheid om bij vergelijkend examen of bij bevordering in de openstaande betrekking te voorzien. Volgens een arrest van de Raad van State (nr 3998, LION en BARY, van 14 januari 1955),

.../...

veronderstellen de woorden "onmogelijkheid te voorzien in de openstaande betrekking bij wijze van vergelijkend examen", in artikel 18 van het statuut van het Rijkspersoneel, niet dat vooraf een vergelijkend examen heeft plaats gehad waaruit geen personeelslid kon worden aangeworven.

Naar aan de Raad van State is medegedeeld, wil de Regering de Minister laten oordelen over de geschiktheid van de personeelsleden die door bevordering in de betrekking kunnen worden benoemd. De woorden "onmogelijkheid om dit bij ... bevordering te doen" moeten derhalve worden vervangen door de woorden "onmogelijkheid (hierin) te voorzien ... bij wijze van bevordering van een voor het uitoefenen van de betrekking geschikt bevonden personeelslid".

Artikel 24 van het ontwerp (artikel 38 van de voorgestelde tekst).

Het koninklijk besluit nr 87 van 5 februari 1935 betreffende de cumulatie inzake openbare ambten en bedieningen is op het personeel van de Regie toepasselijk. Het stelt minder strenge onverenigbaarheden dan die van de artikelen 49 en 50 van het statuut van het Rijkspersoneel, die op de Regie toepasselijk zijn verklaard. Krachtens artikel 4 van het koninklijk besluit van 5 februari 1935 echter, mogen afwijkingen van de door bedoeld besluit vastgestelde verbodsbepalingen

.../...

alleen worden toegestaan bij beslissing van de Ministerraad. Alleen ingeval het koninklijk besluit van 5 februari 1935 geen toepassing vindt, kan het ontwerp dus aan de Minister bevoegdheid verlenen om afwijkingen van de in het ontwerp genoemde verbodsbepalingen toe te staan.

In haar huidige vorm gelast de bepaling van het ontwerp, die artikel 51 van het statuut van het Rijkspersoneel op de Regie toepasselijk verklaart, de Minister de vergunning tot cumulatie te verlenen, maar handhaaft zij de formaliteit van het advies der in Raad vergaderde Ministers. Naar de vertegenwoordigers van de Minister van Verkeerswezen hebben verklaard, is de Regering niet voornemens, ministeriële besluiten waarbij cumulatie wordt toegestaan aan het advies van de in Raad vergaderde Ministers te onderwerpen, tenzij die formaliteit is voorgeschreven bij het koninklijk besluit nr 87 van 5 februari 1935. De tekst van de Regering is in die zin gewijzigd.

Artikel 25 van het ontwerp (artikel 39 van de voorgestelde tekst).

Luidens het eerste lid van dit artikel bestaat de directieraad uit de ambtenaren-generaal, de directeurs die de leiding hebben van een directie, en afgevaardigden van de in de syndicale raad van advies vertegenwoordigde beroepsverenigingen.

.../...

De term "ambtenaren-generaal" moet worden omschreven. Naar de gemachtigden van de Minister van Verkeerswezen hebben verklaard, zou er thans bij de Regie slechts één ambtenaar-generaal zijn, met name de directeur-generaal. Een ontwerp van kaderwijziging is echter in behandeling, dat voorziet in een betrekking van inspecteur-generaal en betrekkingen van directeur van administratie, waarvan de titularissen ambtenaren-generaal zouden zijn.

De uitdrukking "directeurs die de leiding hebben van een directie" kan bij de toepassing tot moeilijkheden leiden. Enerzijds immers verdeelt het huidige kader van de Regie de diensten niet in "directies" en,anderzijds,kunnen aan het hoofd van bepaalde diensten die zo belangrijk zijn als een directie, ambtenaren staan met een andere graad van die van directeur. Om betwistingen over de samenstelling van de directieraad uit de weg te gaan, zou het besluit tot vaststelling van het kader van het personeel der Regie boven iedere dienst waarvan de chef lid van de directieraad zal zijn, het woord "directie" moeten vermelden.

Naast de hoge ambtenaren van de Regie zullen ook vertegenwoordigers van de vakorganisaties in de directieraad zitting hebben. Het verslag aan de Koning wijst niet op de draagwijdte van het belangrijk verschil tussen de samenstelling van de directieraad van de Regie en die van de directieraden in de Ministeries. De Raad van State moge eraan herinneren, dat verscheidene wettelijke of verordenende statuten reeds vertegenwoordigers

.../...

van het personeel betrekken, niet alleen bij het onderzoek van aangelegenheden in verband met het collectief belang van het personeel, zoals het syndicaal statuut doet, maar ook bij het onderzoek van individuele gevallen. Zo :

- zijn er in de raden van beroep bijzitters die door de vakorganisaties worden aangewezen (artikel 84 van het statuut van het Rijkspersoneel) ;
- worden sommige leden van de raad van beheer van de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen door het personeel aangewezen (artikel 7, 4°, van de wet van 23 juli 1926);
- bestaan er bij de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen gewestelijke paritaire commissies die de diensthoofden helpen bij het opmaken van de lijsten van bijslagen, vergoedingen voor dienstouderdom, dienststrepen, en van de bevorderingstabellen (artikel 13 van de wet van 23 juli 1926) ;
- bestaan er bij de Nationale Maatschappij van Buurtspoorwegen gewestelijke paritaire commissies die de chefs helpen bij het opmaken van de gratificatielijsten en van de bevorderingstabellen (artikel 39 van de statuten van de Nationale Maatschappij van Buurtspoorwegen, gewijzigd bij de wet van 20 juli 1927) ;
- hebben vertegenwoordigers van de vakorganisaties zitting in de raad van beheer van de Regie van telegraaf en telefoon, welk orgaan dezelfde taak heeft als de directieraad (ministerieel besluit van 28 mei 1958, niet bekendgemaakt).

.../...

Net zoals artikel 42 van het ontwerp doet voor bijzitters van de raad van beroep die door vakorganisaties worden aangewezen,lijkt het raadzaam te bepalen dat de leden van de directieraad die de vakorganisaties vertegenwoordigen door de Minister moeten worden erkend.

Artikel 26 van het ontwerp (artikel 40 van de voorgestelde tekst).

Volgens aan de Raad van State verstrekte inlichtingen moet de gemachtigde van de directeur-generaal, die de directieraad kan voorzitten, lid zijn van die raad. Dit moet in de tekst worden gezegd.

Artikel 31 van het ontwerp (artikel 50 van de voorgestelde tekst).

Het statuut van het Rijkspersoneel eist in beginsel een vergelijkend examen voor overgang naar een hogere categorie, maar de overgangsmaatregelen van dit statuut en de maatregelen genomen ten gevolge van de vaste benoeming van tijdelijke personeelsleden, hebben in meer dan een geval het vergelijkend examen door een examen vervangen of de mogelijkheid gehoden kandidaten te benoemen die in het vergelijkend examen het minimum aantal punten behaalden zonder zich in batige orde te rangschikken. Volgens het ontwerp kan voor overgang naar de hogere categorie gekozen worden tussen het vergelijkend examen en het examen. In het in artikel 3 van het ontwerp bedoelde besluit tot vaststelling van de benoemingsvereisten, zal worden bepaald, welke graden bij vergelijkend examen en welke bij examen worden begeven. Als er een vergelijkend examen is geweest, zal de Minister, bij het uitoefenen van zijn benoemingsbevoegdheid, de orde van de uitslagen bij het vergelijkend examen moeten volgen.

Uit het ontwerp blijkt daarentegen dat de Minister, in geval van examen, onder de geslaagden zal mogen kiezen zonder de directieraad te moeten raadplegen en zonder bevorderingsvoorstellen te moeten opmaken of daarvan kennis te geven. Het is weinig logisch de bevordering tot een hogere categorie aan geen enkele statuutregel te onderwerpen wanneer die bevordering bij examen geschiedt, terwijl de artikelen 33 tot 35 van het ontwerp, voor het geval van een examen voor bevordering in eenzelfde categorie, prioriteitsregelen en een procedure, die een onderzoek van de titels der kandidaten waarborgt, vaststellen. Dit punt schijnt de Regering te zijn ontgaan. Mocht zij het nodig oordelen voor bevordering tot een hogere categorie de regelen inzake bevordering in eenzelfde categorie toe te passen, dan zou artikel 50 van de voorgestelde tekst moeten worden aangevuld met een als volgt te lezen bepaling :

"De artikelen 52, § 2, 53 en 54 zijn toepasselijk op bevordering tot de hogere categorie, wanneer die afhankelijk is van het slagen voor een examen".

Artikel 32 van het ontwerp (artikel 51 van de voorgestelde tekst).

Als eerste voorwaarde voor bevordering tot een hogere graad binnen een categorie bepaalt het ontwerp, dat er recht op bevordering moet zijn. Geen artikel van het ontwerp zegt in welke gevallen het personeel recht op bevordering heeft. Ofwel moet dus deze voorwaarde vervallen, ofwel moet het ontwerp worden aangevuld met een bepaling die vaststelt onder welke voorwaarden er recht op bevordering is.In de door de Raad van State voorgestelde tekst is deze voorwaarde weggelaten.

Artikel 33 van het ontwerp (artikel 52 van de voorgestelde tekst).

Ten aanzien van de bevordering tot een hogere graad binnen een categorie strekt het ontwerp ertoe een prioriteitsregeling vast te stellen op grond van objectieve maatstaven, die de benoemende overheid zullen binden en haar keuze zullen bepalen. Is de bevordering niet afhankelijk van het slagen voor een vergelijkend examen,dan

.../...

zal met die maatstaven echter niet altijd kunnen worden vermeden dat personeelsleden ex aequo worden gerangschikt, zodat de benoemende overheid andermaal uit verschillende kandidaten kan kiezen. Wil de Regering de mogelijkheid van rangschikking ex aequo voorkomen, dan behoort zij het ontwerp aan te vullen met bijkomende maatstaven zoals bijvoorbeeld de uitslag van het examen en de anciënniteit in dienst van de Regie.

Voor bevordering binnen de eerste categorie schrijft artikel 4, § 3, tweede lid, van het ontwerp het voorafgaand advies van de directieraad voor, en bepaalt artikel 33 dat bij gelijk signalement of indien de personeelsleden niet aan signalement zijn onderworpen, voorrang wordt verleend "op basis van een rangorde,voorgesteld door de directieraad". Naar de gemachtigden van de Regering verklaren, zou de door de directieraad opgemaakte rangschikking niet bindend zijn voor de Minister aan wie de Regering beoordelingsbevoegdheid wenst te verlenen. Bij vergissing dus geeft het ontwerp aan het personeel een voorrang die door de rangschikking wordt bepaald.

Wordt voor bevordering binnen de eerste categorie een vergelijkend examen geëist, dan is het gemotiveerd advies van de directieraad overbodig, want de Minister is door de uitslag van het examen gebonden. In de voorgestelde tekst is met deze opmerking rekening gehouden.

.../...

Artikelen 34 en 35 van het ontwerp (artikelen 53 en 54 van de voorgestelde tekst).

Deze artikelen, die betrekking hebben op de bevorderingsvoorstellen, zeggen niet welke overheid die voorstellen zal doen. Volgens aan de Raad van State verstrekte inlichtingen, zullen de voorstellen voor ambtenaren eerste categorie door de directieraad en voor ambtenaren van de overige categorieën, wier bevordering door op objectieve maatstaven gegronde prioriteitsrechten wordt bepaald, door de directeur der administratieve diensten worden opgemaakt. Kunnen de kandidaten niet aan de hand van deze maatstaven worden geschift, en komen twee personeelsleden ex aequo te staan, dan kan de directeur van de administratieve diensten generlei beoordelingsbevoegdheid uitoefenen en zal hij beide personeelsleden op gelijke voet moeten voorstellen : de keuze tussen beide kandidaten wordt dan aan het oordeel van de benoemende overheid overgelaten.

Voor iedere categorie wordt het onderzoek van de bezwaren door artikel 35 van het ontwerp opgedragen aan de directieraad, die in dat geval de aanspraak op bevordering van de personeelsleden zal moeten onderzoeken, zelfs voor de tweede, derde en vierde categorie.

De uitdrukking "bekendmaking der graadbevorderingsvoorstellen" is niet juist. Het gaat hier immers niet om een bekendmaking, maar om een beperkte kennisgeving aan het betrokken personeel.

.../...

Artikel 36 van het ontwerp (artikel 59 van de voorgestelde tekst).

Krachtens het ontwerp vindt op de Regie ook toepassing de bepaling van artikel 81 van het statuut van het Rijkspersoneel, die zegt dat, welke ook de uitslag der strafvordering zij, het administratief gezag alleen oordeelt over de toepassing der disciplinaire straffen. Staan tuchtvordering en strafvordering inderdaad los van elkaar, de administratieve overheid kan echter geen maatregel vaststellen die tegen de beslissing van de strafrechter zou ingaan. Dit is een gevolg van het gezag van het gewijsde.

Artikel 37 van het ontwerp (artikel 56 van de voorgestelde tekst).

De afdeling administratie van de Raad van State heeft beslist dat het voorstel van een tuchtstraf door de onmiddellijk hiërarchische meerdere, als bedoeld in artikel 78 van het statuut van het Rijkspersoneel, geen substantieel vormvereiste is en dat, bij gemis van strafvoorstel uitgaande van deze ambtenaar, zodanig voorstel kan wordengedaan door een meerdere van een hogere rang (Raad van State, nr 2809, LEURQUIN, van 13 oktober 1953).

De bepaling van het ontwerp die de Minister met het uitspreken van de straffen belast en hem tot het overdragen van zijn tuchtgezag machtigt, moet in overeenstemming worden gebracht met artikel 5 van de besluitwet van 20 november 1946, krachtens hetwelk alleen de Koning de directeur-generaal kan afzetten en de Minister zijn bevoegdheid om het personeel af te zetten alleen op de directeur-generaal kan overdragen.

.../...

Artikelen 42 en 45 van het ontwerp (artikelen 64 en 65 van de voorgestelde tekst).

Deze artikelen bevatten, ten aanzien van de bijzitters van de raad van beroep, twee verschillende regelen. Volgens het laatste lid van artikel 42, moet de bijzitter behoren tot dezelfde categorie als de verzoeker of tot een hogere categorie. Volgens het eerste lid van artikel 45 moet de bijzitter een graad hebben die ten minste gelijkwaardig is met die van de verzoeker. De tegenspraak tussen beide bepalingen is slechts schijnbaar, aangezien het krachtens het tweede lid van artikel 45, wanneer de kamer niet kan worden samengesteld door aanwijzing van plaatsvervangende bijzitters van de vereiste graad, voldoende is dat de kamer is samengesteld uit bijzitters die behoren tot dezelfde categorie als de verzoeker of tot een hogere categorie.

Artikel 43 van het ontwerp (artikel 75 van de voorgestelde tekst).

Voor het geval dat beroep wordt ingesteld, draagt het ontwerp de beslissing aan de Minister op. Tot het afzetten van de directeur-generaal is echter krachtens artikel 5 van de besluitwet van 20 november 1946 alleen de Koning bevoegd.

.../...

Na aan de Minister de beslissingsbevoegdheid te hebben opgedragen, herhaalt artikel 43 het tweede lid van artikel 94 van het statuut van het Rijkspersoneel : "De Minister of zijn gemachtigde notificeert de beslissing aan de raad van beroep en motiveert elke niet met het advies van deze raad overeenstemmende beslissing". Dat de Minister zijn bevoegdheid om van een akte kennis te geven op een ambtenaar kan overdragen, is verdedigbaar. Daarentegen is het ondenkbaar dat de overheid die een beslissing neemt aan een lagere overheid opdracht kan geven, de door haar genomen beslissing te motiveren. De volgorde in deze tekst is trouwens niet logisch, aangezien de motivering vóór de kennisgeving van de akte plaats moet hebben.

Artikel 48 van het ontwerp (artikelen 78 tot 121 en artikel 123 van de voorgestelde tekst).

Het ontwerp onderwerpt het personeel van de Regie "aan de bepalingen die voor de Rijksambtenaren de verloven van allerlei aard en de administratieve toestand van de personeelsleden regelen, die opgeroepen worden om in vredestijd militieplichten te vervullen". Het zegt niet, welke verordenende teksten het op de Regie toepassing wil doen vinden. Moet hierdoor worden verstaan dat het ontwerp verwijst naar het koninklijk besluit van 16 maart 1940 betreffende het verlof van het Rijkspersoneel, gewijzigd bij de besluiten van 1 februari 1946, 24 augustus 1951, 13 juli 1953, 11 maart 1954, 23 maart 1955 en 2 juni 1959, en naar het koninklijk besluit van 18 maart 1953 tot vaststelling van de administratieve toestand der personeelsleden die opgeroepen worden om militaire

.../...

verplichtingen in vredestijd te vervullen, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 1 februari 1954 ? De door de Raad van State voorgestelde tekst neemt deze besluiten met de nodige aanpassingen over. Aangezien het ontwerp alleen op vast personeel betrekking heeft, wordt niet voorgesteld, de bepalingen van de koninklijke besluiten van 16 maart 1940 en 18 maart 1953, die het tijdelijk personeel betreffen, over te nemen.

Artikel 12 van het koninklijk besluit van 16 maart 1940 bevat een overgangsmaatregel die op de Regie alleen dan toepasselijk zou moeten worden verklaard als, bij de inwerkingtreding van het statuut, personeelsleden van de Regie een proeftijd zouden vervullen in een andere administratie. De voorgestelde tekst neemt deze bepaling niet over; zij zou kunnen worden ingevoegd als tweede lid van artikel 88, indien mocht blijken dat zij op de Regie toepassing moet vinden.

Artikel 2 van het koninklijk besluit van 18 maart 1953, dat op de Regie toepasselijk wordt verklaard, heeft het onder meer over prestaties, gelijkgesteld met militaire prestaties die ingevolge vrijwillige dienstverbintenis of nieuwe dienstverbintenis zijn verricht. Deze bepaling lijkt betrekking te hebben op dienstverbintenissen bij de territoriale wacht voor luchtafweer en schijnt dus niet meer in overeenstemming te zijn met de wet van 5 juli 1957 tot wijziging van de dienstplichtwet van 15 juni 1951, die in artikel 54 de bepalingen betreffende de territoriale wacht voor luchtafweer heeft opgeheven en hiervan een eenheid van de krijgsmacht heeft gemaakt.

.../...

De Regering zou artikel 2 van het koninklijk besluit van 18 maart 1953 in overeenstemming moeten brengen met de huidige wetgeving inzake militaire dienstverbintenissen. Aangezien de Raad van State de bedoeling van de Regering niet kent, heeft hij in de tekst welke hij voor artikel 90 van het ontwerp voorstelt, de bepaling van artikel 2 van het koninklijk besluit van 18 maart 1953 overgenomen.

De Raad van State heeft niet kunnen uitmaken, welke bepalingen juist van de artikelen 7 en 8 van het koninklijk besluit van 18 maart 1953 de Regering op de Regie toepasselijk wil verklaren, en heeft derhalve de artikelen 94 en 95 van de door hem voorgestelde tekst opengelaten opdat de Regering er deze bepalingen kan invoegen.

Luidens artikel 48 van het ontwerp (artikel 97 van de voorgestelde tekst) wordt de terbeschikkingstelling uitgesproken door de Minister of zijn gemachtigde. Er dient evenwel te worden opgemerkt dat de directeur-generaal, die door de Koning wordt benoemd en afgezet, ook niet door de Minister ter beschikking kan worden gesteld.

Artikel 4 van het koninklijk besluit van 30 maart 1939, dat op de Regie toepasselijk wordt verklaard, neemt in aanmerking de diensten bewezen in organismen die in Belgisch-Congo of in de mandaatgebieden diensten van openbaar nut exploiteren "zoals deze zijn bepaald in artikel 2 van de wet van 18 mei 1929". Deze wetsbepaling

.../...

is opgeheven bij artikel 36 van de wet van 2 augustus 1955 houdende perekwatie der rust- en overlevingspensioenen, en vervangen bij artikel 22 van die wet. Mocht het in de bedoeling van de Regering liggen de in artikel 22 van de wet van 2 augustus 1955 vermelde diensten in aanmerking te nemen, dan zou artikel 99 van de door de Raad van State voorgestelde tekst moeten worden gewijzigd.

De in het vierde lid van artikel 106 voorgestelde tekst vervangt de woorden "bestuur van de kolonie", die in artikel 13 van het koninklijk besluit van 30 maart 1939 voorkomen, door de woorden "bestuur van Belgisch-Congo en van de mandaatgebieden".

Het is zaak van de Regering na te gaan of de woorden "de bevoegde commissie",in het vierde lid van artikel 20 van het koninklijk besluit van 30 maart 1939, dat op de Regie toepasselijk wordt verklaard en dat in artikel 113 van de voorgestelde tekst is overgenomen, niet moeten worden vervangen door de woorden "de Administratieve Gezondheidsdienst".

De woorden "in zijn eigen of in een ander Staatsbestuur", in het tweede lid van artikel 21 van het koninklijk besluit van 30 maart 1939, dat op de Regie toepasselijk wordt verklaard, zijn niet overgenomen in artikel 114 van de voorgestelde tekst. Geen verordeningsbepaling zegt immers dat een personeelslid van de Regie in een ander Rijksbestuur kan worden te werk gesteld.

.../...

Het derde lid van artikel 22 van het koninklijk besluit van 30 maart 1939 is niet overgenomen in artikel 115 van de voorgestelde tekst. Het is de Raad van State immers niet bekend, of een organiek reglement van de Regie bepaalt dat een personeelslid de bezoldiging van zijn plaatsvervanger geheel of gedeeltelijk op zich dient te nemen.

Aangezien het ontwerp niets zegt over terbeschikkingstelling wegens ambtsopheffing, is het vierde lid van artikel 28 van het koninklijk besluit van 30 maart 1939 niet overgenomen in artikel 119 van de voorgestelde tekst.

Artikel 48 van het ontwerp (artikel 123 van de voorgestelde tekst) verklaart artikel 101, 4°, van het statuut van het Rijkspersoneel toepasselijk op de Regie. Volgens een arrest van de Raad van State (nr 5053, WOESTYN, van 27 maart 1956) kan het behoud van de aanspraak op bevordering, welke deze bepaling van het statuut waarborgt aan de Rijksambtenaar die preventief is geschorst, eerst worden gewaarborgd vanaf de dag waarop de preventieve schorsing een einde heeft genomen, en kan noch de directieraad, noch de benoemende overheid, zolang de schorsing niet is opgeheven, zich uitspreken over de kandidatuur van de preventief geschorste ambtenaar.

.../...

Het tweede lid van artikel 102 van het statuut van het Rijkspersoneel, dat op de Regie toepasselijk wordt verklaard door artikel 48 van het ontwerp, heeft aanleiding gegeven tot interpretatiemoeilijkheden die onder meer tot uiting komen in de arresten van de Raad van State nr 5933, FRANCOIS en cons., van 20 december 1957, en nr 7001, GEBRUERS, van 27 maart 1959. Deze tekst zegt niet of de schorsing wordt gehandhaafd bij het verstrijken van de derde maand, wanneer de overheid het advies van de directieraad niet inwint. Het zegt evenmin duidelijk vanaf welk tijdstip de ambtenaar tegen de preventieve schorsing in beroep kan komen. De Raad van State stelt in artikel 121 een tekst voor die deze moeilijkheden oplost, zonder overigens te weten of hij de bedoeling van de Regering weergeeft.

Artikel 50 van het ontwerp (artikelen 124, 126 en 127 van de voorgestelde tekst).

Het is onnodig te zeggen dat de bepalingen betreffende de definitieve ambtsneerlegging worden vastgesteld "onverminderd de beschikkingen genomen inzake de wedertewerkstelling", want over de wedertewerkstelling van het personeel van de Regie is nog niets verordend.

Het ontwerp verklaart sommige bepalingen van artikel 107 van het statuut van het Rijkspersoneel op de Regie toepasselijk. Het in dit artikel bedoelde ontslag van ambtswege en zonder opzegging heeft niet van rechtswege uitwerking. Het moet door de administratieve overheid worden uitgesproken (Raad van State, nr 4887, PYCKEVET, van 17 januari 1956).

.../...

Artikel 107, 8°, van het statuut van het Rijkspersoneel voorziet ontslag van ambtswege voor ambtenaren "die zich in de door Ons bepaalde gevallen bevinden, waarin toepassing van de strafwetten en van de burgerlijke wetten, ambtsneerlegging ten gevolge heeft". Deze bepaling doelt op gevallen waarin de wet aan bepaalde personen het recht ontzegt een openbaar ambt te bekleden. Het ontslag van ambtswege volgt in die gevallen uit de wet. Het is dus niet duidelijk dat de verordenende bevoegdheid die aan de Koning zou worden toegekend nuttig of wettig zou zijn. In artikel 124 van de voorgestelde tekst zijn de woorden "door Ons bepaalde" niet overgenomen.

Artikel 107, 10°, van het statuut van het Rijkspersoneel bepaalt dat "ambtshalve en zonder opzeggingstermijn uit hun ambt zijn ontslagen, zij die ambtshalve ontslagen of disciplinair ontzet worden". Deze bepaling is overbodig. Ontslag van ambtswege en afzetting zijn straffen die uit de aard der zaak zelf tot ontzetting uit het ambt leiden en uitwerking hebben zonder dat de ambtenaar moet worden opgezegd. In artikel 124 van de voorgestelde tekst is deze bepaling niet overgenomen.

De bepaling van artikel 50 van het ontwerp, die artikel 7 van het koninklijk besluit van 30 maart 1939 betreffende de terbeschikkingstelling van het Rijkspersoneel op de Regie toepasselijk verklaart, is overbodig, want dit koninklijk besluit wordt al op de Regie toepasselijk verklaard door artikel 48 van het ontwerp.

.../...

In artikel 50 van het ontwerp heeft de volzin : "In dit geval mag de belanghebbende enkel zijn dienst verlaten na behoorlijke machtiging en na een preadvies van minstens dertig dagen die nochtans drie maanden niet mag overschrijden", betrekking op het wegens beroepsongeschiktheid ontslagen personeelslid aan wie een vergoeding wegens ontslag is toegekend. Deze volzin schijnt echter bij vergissing aan het slot van artikel 50 te zijn geplaatst, en met betrekking op het vrijwillig ontslag te moeten worden gelezen. Met deze interpretatie is rekening gehouden bij het opstellen van artikel 126, 1° en 2°.

Het ontwerp verklaart artikel 108 van het statuut van het Rijkspersoneel op de Regie toepasselijk en bepaalt tevens dat aan de wegens beroepsongeschiktheid ontslagen personeelsleden een vergoeding wegens ontslag "kan verleend worden in dezelfde voorwaarden als aan de Rijksambtenaren". Artikel 108 van het statuut van het Rijkspersoneel bepaalt dat aan de wegens beroepsongeschiktheid ontslagen kandidaten een vergoeding wegens ontslag "kan worden verleend" onder de door de Koning bepaalde voorwaarden. Artikel 2 van het koninklijk uitvoeringsbesluit van 18 maart 1940 zegt dat een vergoeding wegens ontslag "wordt verleend" aan de wegens beroepsongeschiktheid ontslagen ambtenaar. De om deze reden ontslagen Rijksambtenaren hebben dus recht op de vergoeding wegens ontslag. Wenst de Regering hetzelfde recht toe te kennen aan het personeel van de Regie, dan behoren in artikel 126, laatste volzin, onder 2°, van de voorgestelde tekst de woorden "kan worden toegekend" te worden vervangen door "wordt toegekend".

.../...

Artikel 52 van het ontwerp (artikel 125 van de voorgestelde tekst).

Uit de aan de Raad van State verstrekte inlichtingen blijkt, dat in het ontwerp de woorden "de tuchtstraf die" bij vergissing in de plaats zijn gekomen voor "het ontslag van ambtswege dat".

Artikel 53 van het ontwerp (artikel 128 van de voorgestelde tekst).

Dit artikel kent "op sociaal gebied" aan de personeelsleden van de Regie en hun rechthebbenden dezelfde voordelen toe als het personeel van het Ministerie van Verkeerswezen geniet. Over de voordelen waarnaar het ontwerp verwijst, bestaat geen bekendgemaakte regeling. De Raad van State stelt dan ook voor, aan de Minister de bevoegdheid op te dragen tot het inrichten van een sociale dienst die aan het personeel van de Regie soortgelijke voordelen zou verschaffen als het personeel van het Ministerie van Verkeerswezen geniet.

Artikel 54 van het ontwerp (artikel 129 van de voorgestelde tekst).

Tengevolge van de verplichting om de prioriteitswetten in acht te nemen, mogen geen vaste betrekkingen worden voorbehouden voor tijdelijke personeelsleden, onder uitsluiting van de kandidatuur van personen die zich op prioriteit kunnen beroepen.

.../...

De gemachtigden van de Minister van Verkeerswezen hebben echter verklaard dat de Regie, in de periode die aan de inwerkingtreding van het statuut voorafging, als regel had aangenomen alleen tijdelijk personeel aan te werven. Bij deze aanwerving zijn de prioriteitswetten in acht genomen. Na zes maanden volgde vaste benoeming voor het personeel dat voldoening gaf. Deze personeelsleden, die "tijdelijken" worden genoemd, zijn dus in feite stagiairs. De Regering wil vermijden dat het statuut in de loop van de proeftijd in werking tredend, die personeelsleden de vaste benoeming zou ontzeggen welke zij normaal konden verkrijgen. Aangezien zij met het oog op vaste benoeming zijn aangeworven overeenkomstig de prioriteitswetten, is niets aan te merken op de wettigheid van de bepaling krachtens welke van bepaalde statuutregelen kan worden afgeweken om hen vast te benoemen.

Volgens de tekst van het ontwerp "kunnen" de tijdelijke personeelsleden die aan bepaalde voorwaarden voldoen, vast worden benoemd. Naar de gemachtigden van de Minister van Verkeerswezen verklaarden, zou de Regering de bevoegdheid om te oordelen of het personeelslid tijdens de proeftijd aan de hem opgelegde voorwaarden heeft voldaan, aan de benoemende overheid wensen op te dragen. Om deze bedoeling tot uiting te brengen, vult de door de Raad van State voorgestelde tekst het ontwerp aan met de woorden "en als zij voldoening geven".

Artikel 55 van het ontwerp.

Dit artikel, volgens hetwelk eventuele wijzigingen aan de bepalingen van het statuut van het Rijkspersoneel waarnaar het ontwerp verwijst, niet van rechtswege op de Regie toepasselijk zijn, is niet overgenomen in de door de Raad van State voorgestelde tekst. Deze bevat immers reeds de bepalingen van het statuut van het Rijkspersoneel, welke het ontwerp op de Regie toepasselijk verklaart.

.../...

KONINKLIJK BESLUIT HOUDENDE STATUUT VAN HET VAST PERSONEEL VAN DE REGIE DER LUCHTWEGEN.

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,
Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, HEIL.

Gelet op de besluitwet van 20 november 1946 tot oprichting van de Regie der luchtwegen, inzonderheid op artikel 9;

Gelet op de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut, inzonderheid op artikel 11, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 18 december 1957;

Gelet op het advies van het comité van advies van de Regie der luchtwegen;

Gelet op het advies van de syndicale raad van advies van het Ministerie van Verkeerswezen;

Gelet op het advies van de syndicale raad van de Regie der luchtwegen;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister - Ondervoorzitter van de Kabinetsraad en van Onze Minister van Verkeerswezen,

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ :

.../...

TITEL I. - ALGEMENE BEPALINGEN.

Artikel 1 (artikel 1 van het ontwerp).

Aan dit besluit zijn onderworpen de personeelsleden die in vast verband hun diensten aan de Regie der luchtwegen verlenen.

Artikel 2 (artikel 2 van het ontwerp).

In de terminologie van dit besluit wordt met "de Minister" bedoeld de Minister tot wiens bevoegdheid de burgerluchtvaart behoort.

Artikel 3 (artikel 3 van het ontwerp).

§ 1. De personeelsleden van de Regie zijn volgens hun graad in vier categorieën ingedeeld.

§ 2. De indeling van de graden in categorieën, hun hiërarchie en de benoemingsvereisten voor elke graad worden bij koninklijk besluit vastgesteld.

§ 3. De diploma's of studiegetuigschriften die voor aanwerving in de graden van elke categorie in aanmerking komen, zijn in de bij dit besluit gevoegde tabel aangegeven.

Behoudens strijdige bepaling in het koninklijk besluit tot vaststelling van de benoemingsvereisten, komen de diploma's en getuigschriften die voor toelating tot een bepaalde graad zijn vereist, ook in aanmerking voor toelating tot enige lagere graad.

Artikel 4 (artikel 4 van het ontwerp).

§ 1. Benoeming of bevordering mag slechts plaats hebben wanneer een met de te begeven graad overeenkomende betrekking open staat en wanneer de Minister verklaard heeft dat het nodig was deze betrekking te begeven.

Gaat het om een benoeming, dan wordt deze verklaring in het Belgisch Staatsblad bekendgemaakt, Gaat het om een bevordering, dan wordt zij de betrokken ambtenaren ter kennis gebracht.

§ 2. Paragraaf 1 vindt geen toepassing in geval van terugzetting in rang, intrekking van een onregelmatige bevordering, ontslag van ambtswege van het onregelmatig bevorderde personeelslid, vernietiging van een bevordering door de Raad van State, of benoeming bij toepassing van artikel 4, § 3, van de wet van 28 juni 1932 op het gebruik der talen in bestuurszaken.

§ 3. Op de directeur-generaal na,worden de personeelsleden van de Regie door de Minister benoemd of bevorderd.

De Minister kan de bevoegdheid om in graden van de derde en vierde categorie te benoemen, aan de directeur-generaal overdragen.

Artikel 5 (artikel 5 van het ontwerp).

De door dit besluit voorgeschreven examens worden door ~~een examencommissie~~ ingericht. De Minister bepaalt samenstelling en ~~werkwijze van deze commissie, alsook~~ examenstof en -methodes.

.../...

Artikel 8 (artikel 9 van het statuut van het Rijkspersoneel, op de Regie toepasselijk verklaard door artikel 6 van het ontwerp).

Zij mogen zich niet inlaten met enige bedrijvigheid die in strijd is met de Grondwet en de wetten van het Belgische volk, die de vernietiging van 's lands onafhankelijkheid op het oog heeft of die de landsverdediging of de uitvoering van de verbintenissen van België strekkend tot het verzekeren van zijn veiligheid in gevaar brengt. Zij mogen niet toetreden tot,noch hun medehulp verschaffen aan een beweging, groepering, organisatie of vereniging met een bedrijvigheid van dezelfde aard.

Het is hun verboden feiten bekend te maken die zij zouden kennen ter oorzake van hun ambt, en die van nature of wegens de voorschriften van de hiërarchische overheid van geheime aard zouden zijn. Dit verbod is ook van toepassing op personeelsleden die niet meer in betrekking zijn.

Artikel 9 (artikel 10 van het statuut van het Rijkspersoneel, op de Regie toepasselijk verklaard door artikel 6 van het ontwerp).

Het is hun verboden, zelfs buiten hun ambt doch ter oorzaak ervan, rechtstreeks of bij tussenpersoon, giften, beloningen of enige voordelen te vragen, te eisen of aan te nemen.

.../...

Artikel 10 (artikel 11 van het statuut van het Rijkspersoneel, op de Regie toepasselijk verklaard door artikel 6 van het ontwerp).

Geen aanbeveling omtrent bij dit besluit geregelde zaken mag door personeelsleden van de Regie in overweging genomen worden, noch in de administratieve dossiers voorkomen.

Artikel 11 (artikel 12 van het statuut van het Rijkspersoneel, op de Regie toepasselijk verklaard door artikel 6 van het ontwerp).

De personeelsleden van de Regie staan tegenover hun hiërarchische meerderen in voor de behoorlijke werking van de diensten waarvan de leiding hun is toevertrouwd. Deswege moeten zij ieder misbruik, nalatigheid of overtreding inzake inachtneming van wetten en reglementen, welke zij bij hun ambtsuitoefening mochten vaststellen, doen ophouden of het nodige doen om ze te doen ophouden.

De meerdere staat in voor de bevelen die hij geeft.

Artikel 12 (artikel 7 van het ontwerp).

Onverminderd de toepassing van de strafwetten, kan aan het personeelslid dat in zijn plicht tekort schiet, een tuchtstraf worden opgelegd.

.../...

TITEL III. - WERVING.

HOOFDSTUK I. - ALGEMENE BEPALINGEN.

Artikel 13 (artikel 8 van het ontwerp).

§ 1. Niemand kan als personeelslid van de Regie worden aangeworven, tenzij hij :

1° Belg is;

2° de burgerlijke en politieke rechten geniet;

3° aan de dienstplichtwetten voldoet;

4° een onberispelijk gedrag heeft;

5° voldoet aan de bij koninklijk besluit gestelde voorwaarden voor benoeming in de te begeven graad;

6° niet ouder is dan 35 jaar als de te begeven graad tot de eerste categorie, of dan 30 jaar als de te begeven graad tot de tweede, derde of vierde categorie behoort. Wegens de technische aard van het ambt en als geen kandidaten aan deze leeftijdsvoorwaarde voldoen, kan de Minister de leeftijdsgrens voor de tweede, derde en vierde categorie op 35 jaar brengen;

7° zich batig rangschikt in het vergelijkend toelatingsexamen;

8° geschikt bevonden is na een geneeskundig onderzoek.

§ 2. Aan de onder 5° en 6° van § 1 gestelde voorwaarden moeten de kandidaten voldoen bij het verstrijken van de termijn vastgesteld voor de ontvangst van de kandidaturen.

.../...

Artikel 14 (artikel 9 van het ontwerp).

De Minister regelt de inrichting van het bij artikel 13, § 1, 8°, voorgeschreven geneeskundig onderzoek.

Een koninklijk besluit bepaalt de vereisten inzake lichaamsgeschiktheid.

HOOFDSTUK II. - VERGELIJKEND EXAMEN VOOR TOELATING TOT DE PROEFTIJD.

Artikel 15 (artikel 10 van het ontwerp).

Het vergelijkend examen voor toelating tot de proeftijd bestaat uit een maturiteitsexamen en een technisch examen voor kandidaten voor graden van de eerste, tweede en derde categorie.

Het bestaat uit een schools examen en eventueel een technisch examen voor kandidaten voor graden van de vierde categorie.

Het schoolse examen loopt over vakken die gekozen worden uit die waarvan de kennis ... (door de Regering aan te vullen).

Artikel 16 (artikel 11 van het ontwerp).

Indien binnen een termijn van twee jaar, te rekenen van de datum van het proces-verbaal van een vergelijkend examen voor toelating tot de proeftijd, nieuwe vacatures zich mochten voordoen in de bestuurskaders ter aanvulling waarvan het vergelijkend examen was uitgeschre-

.../...

ven, worden de kandidaten die daarvoor niet batig gerangschikt waren maar het vereiste puntenminimum om toelaatbaar te worden verklaard, hadden behaald, in de volgorde van hun rangschikking opgeroepen om deze betrekkingen te bekleden.

Artikel 17 (artikel 23 van het statuut van het Rijkspersoneel, op de Regie toepasselijk verklaard door artikel 12 van het ontwerp).

De vergelijkende examens worden ingericht wanneer de dienstaangelegenheden het vereisen, en voor een bepaald aantal betrekkingen. Het aantal te begeven betrekkingen, de datum, de plaats en de voorwaarden van het vergelijkend examen worden door de bemiddeling van het Belgisch Staatsblad aan het publiek bekend gemaakt.

Artikel 18 (artikel 24 van het statuut van het Rijkspersoneel, op de Regie toepasselijk verklaard door artikel 12 van het ontwerp).

Na het vergelijkend examen kunnen degenen die eraan deelnamen in kennis gesteld worden met de door hen bekomen uitslag.

Artikel 19 (artikel 25 van het statuut van het Rijkspersoneel, op de Regie toepasselijk verklaard door artikel 12 van het ontwerp).

De omstandige uitslagen behaald door de kandidaten die volgens de rangschikking benoembaar zijn, komen, in geval van vaste aanneming, in het beoordelingsdossier voor.

.../...

Artikel 20 (artikel 26 van het statuut van het Rijkspersoneel, op de Regie toepasselijk verklaard door artikel 12 van het ontwerp).

De kandidaten worden tot de proeftijd toegelaten door de benoemende overheid. Het toelatingsbesluit vermeldt de datum van het afgelegd examen en de door de kandidaat bekomen plaats.

De belanghebbenden worden tot de proeftijd toegelaten naar de volgorde door de rangschikking bij het examen vastgesteld, behoudens de gevallen van persoonlijke aangelegenheid.

HOOFDSTUK III.- INDIENSTTREDING.

Artikel 21 (artikelen 45 en 46 van het statuut van het Rijkspersoneel, op de Regie toepasselijk verklaard door artikel 14 van het ontwerp).

De personeelsleden van de Regie worden geacht in dienst getreden te zijn op het ogenblik van de eedaflegging.

De eed luidt zoals bepaald bij artikel 2 van het decreet van 20 juli 1831.

Artikel 22 (artikel 15 van het ontwerp).

De directeur-generaal legt de eed af in handen van de Minister.

De andere personeelsleden leggen de eed af in handen van de directeur der administratieve diensten of zijn gemachtigde.

.../...

Artikel 23 (artikel 48 van het statuut van het Rijkspersoneel, op de Regie toepasselijk verklaard door artikel 14 van het ontwerp).

Zo het personeelslid verzuimt de voorgeschreven eed af te leggen, wordt zijn benoeming met terugwerkende kracht vernietigd.

HOOFDSTUK IV. - PROEFTIJD EN TOELATING IN VASTE DIENST.

Artikel 24 (artikel 16 van het ontwerp).

De kandidaten die aan de in artikel 13 gestelde eisen voldoen, worden toegelaten tot de proeftijd.

De proeftijd duurt een jaar.

De proeftijd kan echter zo nodig uitzonderlijk met ten hoogste één jaar worden verlengd. De verlenging van de proeftijd wordt gemotiveerd en door de benoemende overheid uitgesproken op gemotiveerd voorstel van de directieraad.

Artikel 25 (artikel 28bis van het statuut van het Rijkspersoneel, op de Regie toepasselijk verklaard door artikel 19 van het ontwerp).

§ 1. De overheid die tot benoemen bevoegd is, kan, op advies van de administratieve gezondheidsdienst, de proeftijd verlengen voor elk personeelslid dat door deze dienst bevonden wordt te lijden aan een geneeslijke ziekte of aanleg te hebben voor een ziekte die vroegtijdige ongeschiktheid tot het uitoefenen van het ambt kan ten gevolge hebben. Die verlenging kan evenwel slechts toegestaan worden wanneer de administratieve gezondheidsdienst oordeelt dat een volkomen en definitieve genezing kan intreden binnen ten hoogste vijf jaar.

.../...

Artikel 27 (artikel 30, tweede en derde lid, van het statuut van het Rijkspersoneel, op de Regie toepasselijk verklaard door artikel 19 van het ontwerp en in overeenstemming gebracht met artikel 20 van het ontwerp).

Na onderzoek van het verslag beslist de directieraad de stagiair zijn proeftijd te laten voortdoen of, wanneer hij heeft bevonden dat de stagiair aan de dienstvereisten niet voldoet of niet zal kunnen voldoen, stelt hij bij een met redenen omkleed advies voor hem af te danken.

Aan het einde van de proeftijd beraadslaagt de directieraad over de gezamenlijke verslagen. Hij geeft de stagiair machtiging om het examen voor toelating in vaste dienst af te leggen, of stelt bij een met redenen omkleed advies voor hem af te danken. Is de stagiair vrijgesteld van het examen voor toelating in vaste dienst, dan verklaart de directieraad hem toelaatbaar in vaste dienst, of stelt hij, bij een met redenen omkleed advies, zijn afdanking voor.

Artikel 28 (artikel 30bis van het statuut van het Rijkspersoneel, op de Regie toepasselijk verklaard door artikel 19 van het ontwerp).

De stagiairs kunnen tegen het voorstel tot afdanking en tegen het voorstel tot verlenging van de proeftijd beroep instellen volgens de procedure inzake signalement.

.../...

Artikel 29 (artikel 30ter van het statuut van het Rijkspersoneel, op de Regie toepasselijk verklaard door artikel 19 van het ontwerp).

De stagiair die op grond van artikel 27 wordt afgedankt, heeft recht op een opzegging van drie maanden.

Artikel 30 (artikel 20 van het ontwerp).

Behalve voor de graden welke de Koning bepaalt, moet de stagiair wiens proeftijd voldoening heeft geschonken, een examen voor toelating in vaste dienst afleggen.

Dit examen heeft tot doel de administratieve kennis van het personeelslid en zijn beroepsgeschiktheid te toetsen.

Artikel 31 (artikel 34 van het statuut van het Rijkspersoneel, op de Regie toepasselijk verklaard door artikel 22 van het ontwerp en in overeenstemming gebracht met artikel 20 van het ontwerp).

De stagiair die voor het examen voor toelating in vaste dienst slaagt of die, van dit examen vrijgesteld, door de directieraad in vaste dienst toelaatbaar is verklaard, wordt vast benoemd.

Het benoemingsbesluit vermeldt eventueel de datum van het afgelegde examen en de daarin behaalde uitslag .

.../...

Artikel 32 (artikel 34bis, eerste lid, van het statuut van het Rijkspersoneel, op de Regie toepasselijk verklaard door artikel 22 van het ontwerp).

De stagiair die niet geslaagd is, mag drie maanden na de kennisgeving van de uitslag een nieuw examen afleggen; hij die voor dit nieuw examen niet slaagt, heeft recht op een opzeggingstermijn van drie maanden, met ingang van de kennisgeving van de uitslag.

Artikel 33 (artikel 34ter van het statuut van het Rijkspersoneel, op de Regie toepasselijk verklaard door artikel 22 van het ontwerp en in overeenstemming gebracht met artikel 20 van het ontwerp).

Voor de eindrangschikking van de personeelsleden met het oog op de bevordering, worden de waarderingscijfers van het vergelijkend examen voor toelating tot de proeftijd en van het examen voor toelating in vaste dienst berekend op een maximum van twintig punten. Het rekenkundig gemiddelde van beide waarderingscijfers bepaalt de onderscheiden rangorde van de personeelsleden bij hun vaste aanstelling. De personeelsleden die slechts voor het tweede examen zijn geslaagd, worden gerangschikt na hun collega's die voor het eerste zijn geslaagd.

De personeelsleden die vrijgesteld zijn van het examen voor toelating in vaste dienst, worden gerangschikt ... (door de Regering aan te vullen).

.../...

Artikel 34 (nieuw artikel, door de Raad van State voorgesteld).

De bepalingen van titels II en IV van dit besluit zijn toepasselijk op de stagiairs (dit artikel moet eventueel door de Regering worden aangevuld).

HOOFDSTUK V. - BIJZONDERE BEPALINGEN.

Artikel 35 (artikel 23 van het ontwerp).

§ 1. De Minister kan, bij gemotiveerd besluit, personen die een hoge administratieve, wetenschappelijke of technische cultuur bezitten, voor de benoeming in een graad van de eerste categorie vrijstelling verlenen van het diploma of getuigschrift en van de bij artikel 13, 5°, 6°, 7°, 8°, voorgeschreven toelatingsvereisten, alsook van de stage.

§ 2. Voor de toepassing van dit artikel moet aan de volgende voorwaarden voldaan zijn :

1° verklaring dat een vacante betrekking moet worden begeven, dwingende noodzakelijkheid zonder verder verwijl in die vacature te voorzien en onmogelijkheid daarin te voorzien bij wijze van vergelijkend examen of bij wijze van bevordering van een voor het uitoefenen van de betrekking geschikt bevonden personeelslid;

2° bekendmaking in het Belgisch Staatsblad en kennisgeving aan het betrokken personeel door middel van een dienstnota, van het voornemen van de Minister om de bij dit artikel voorgeschreven procedure toe te passen;

.../...

3° oproep tot de kandidaten om zich binnen vijftien dagen bij de directeur-generaal van de Regie kenbaar te maken;

4° advies van de directieraad omtrent de persoon die geroepen is om het genot van de afwijking te verkrijgen en die vooraf door de Minister werd aangewezen onder degenen die hun kandidatuur hebben gesteld.

§ 3. Het benoemingsbesluit wordt in het Belgisch Staatsblad bekendgemaakt.

TITEL IV. - ONVERENIGBAARHEID.

Artikel 36 (artikel 49 van het statuut van het Rijkspersoneel, op de Regie toepasselijk verklaard door artikel 24 van het ontwerp).

Onverenigbaar met de hoedanigheid van personeelslid van de Regie is elke bezigheid die, hetzij door de belanghebbende zelf, hetzij door zijn echtgenoot, hetzij door een tussenpersoon verricht wordt, en die van die aard is dat zij het nakomen van de dienstverplichtingen in de weg staat of met de waardigheid van dit ambt in strijd is.

Artikel 37 (artikel 50 van het statuut van het Rijkspersoneel, op de Regie toepasselijk verklaard door artikel 24 van het ontwerp).

Bovendien wordt onverenigbaar met de hoedanigheid van personeelslid van de Regie geacht, elke zelfs onvergolden opdracht of dienst, in particuliere zaken met winstoogmerken.

.../...

Deze bepaling is evenwel niet van toepassing op de voogdij en op de curatele over onbekwamen, evenmin als op de opdrachten, die namens de administratie in private ondernemingen uitgeoefend worden.

Artikel 38 (artikel 51 van het statuut van het Rijkspersoneel, zoals het op de Regie toepasselijk is verklaard door artikel 24 van het ontwerp, en gewijzigd overeenkomstig de opmerkingen in het advies).

Onverminderd de toepassing van het koninklijk besluit nr 87 van 5 februari 1935, kan van artikel 37, op schriftelijk verzoek van de belanghebbende en op verslag van de directieraad, door de Minister afgeweken worden, inzonderheid waar het om het beheer van familiebelangen gaat.

TITEL V. - DIRECTIERAAD.

Artikel 39 (artikel 25 van het ontwerp, gewijzigd overeenkomstig de opmerkingen in het advies).

Bij de Regie wordt een directieraad ingesteld.
Deze raad bestaat uit :

1° de ambtenaren-generaal;

2° de ambtenaren met de graad van directeur of met een gelijkwaardige of hogere graad, die de leiding hebben van een directie;

3° afgevaardigden van de in de Syndicale Raad van Advies vertegenwoordigde syndicale organisaties.

.../...

Onder "ambtenaren-generaal" moeten worden verstaan de ambtenaren met de graad van directeur-generaal, inspecteur-generaal of directeur van administratie.

De afgevaardigden van de syndicale organisaties worden aangewezen naar rata van één afgevaardigde per groep van één tot twee gewone leden in de syndicale raad van advies. Zij moeten door de Minister worden erkend; deze kan de erkenning weigeren na advies van de syndicale raad van advies.

Artikel 40 (artikel 26 van het ontwerp).

Benevens de door dit besluit aan de directieraad met name toegekende bevoegdheid, heeft de directieraad het hoge toezicht over proeftijd, signalement en bevordering. Hij wordt voorgezeten door de directeur-generaal of door het door hem gemachtigde lid van de directieraad.

Artikel 41 (artikel 27 van het ontwerp).

De voorzitter van de directieraad kan elk lid van het personeel van de Regie verzoeken een vergadering van de raad met raadgevende bevoegdheid bij te wonen.

.../...

TITEL VI. - SIGNALEMENT.

Artikel 42 (artikel 56 van het statuut van het Rijkspersoneel, zoals het op de Regie toepasselijk is verklaard door artikel 28 van het ontwerp).

Ten aanzien van ieder vast personeelslid der eerste, tweede en derde categorie is het signalement verplicht. Het is echter niet meer verplicht vanaf de graad van directeur en de hiermede gelijkgestelde hiërarchische graden.

Zij heeft ten doel het bestuur in te lichten omtrent de waarde en de geschiktheid, het rendement en de verdiensten van het personeelslid.

Artikel 43 (artikel 57 van het statuut van het Rijkspersoneel, op de Regie toepasselijk verklaard door artikel 28 van het ontwerp).

Ieder personeelslid kan van zijn signalementsdossier kennis nemen.

Artikel 44 (artikel 58 van het statuut van het Rijkspersoneel, op de Regie toepasselijk verklaard door artikel 28 van het ontwerp).

Het signalementsdossier bevat elk feitenrelaas of elke nauwkeurige bevinding, geschikt om als beoordelingsgrond te dienen.

Relaas en bevindingen mogen evenwel slechts betrekking hebben op de ambtsuitoefening of op het privaat leven in betrekking tot het ambt. Zij moeten door de belanghebbende geviseerd worden.

.../...

Artikel 45 (artikel 59 van het statuut van het Rijkspersoneel, op de Regie toepasselijk verklaard door artikel 28 van het ontwerp).

De bevoegde hiërarchische meerdere stelt in een beoordelingsstaat het signalement voor, dat hij oordeelt aan een personeelslid te moeten toekennen.

Om de gegevens van deze beoordelingsstaat uit te drukken, stelt hij één der volgende vermeldingen voor : "zeer goed", "goed", "onvoldoende" of "slecht".

Artikel 46 (artikel 60 van het statuut van het Rijkspersoneel, op de Regie toepasselijk verklaard door artikel 28 van het ontwerp).

De beoordelingsstaat wordt door de belanghebbende hiërarchische meerderen herzien en geviseerd.

Artikel 47 (artikel 30 van het ontwerp).

Het signalement van personeelsleden van de eerste en van de tweede categorie wordt door de directieraad toegekend. Het signalement van personeelsleden der derde categorie wordt toegekend door de ambtenaar die de leiding heeft van de directie, waartoe het personeelslid behoort.

.../...

Artikel 48. (artikel 62 van het statuut van het Rijkspersoneel, op de Regie toepasselijk verklaard door artikel 28 van het ontwerp).

De voorstellen tot het toekennen van de vermelding en, in voorkomend geval, van het beoordelingscijfer worden verplicht de belanghebbende ter visering voorgelegd; deze wordt kennis gegeven van elke beslissing welke met het voorstel niet mocht overeenstemmen.

Artikel 49 (artikel 29 van het ontwerp).

Het signalement wordt elk jaar toegekend. Het wordt in aanmerking genomen om de administratieve toestand van de personeelsleden te bepalen vanaf de datum der toekenning ervan tot de datum der toekenning van het volgende signalement.

In geval van voordracht tot een hogere graad wordt de betrokken personeelsleden alleen in de twee volgende gevallen een nieuw signalement toegekend :

1° zo hun nog geen signalement is gegeven ;

2° zo, sedert de toekenning van hun laatste signalement, ongunstige markante feiten die het signalement kunnen verslechten, op hun individuele fiche werden opgetekend.

De Minister bepaalt, welke hiërarchische meerdere bevoegd is om de feiten op de individuele fiche op te tekenen en om de signalementsvoorstellen op te maken.

.../...

De Minister bepaalt de vorm van de signalementstaat, de maatstaven volgens welke hij moet worden opgemaakt, alsook in welke gevallen en volgens welke regelen het signalement kan worden bevestigd.

TITEL VII.- BEVORDERING.

HOOFDSTUK I. - BEVORDERING TOT EEN HOGERE CATEGORIE.

Artikel 50 (artikel 31 van het ontwerp).

De personeelsleden kunnen, onder voorwaarden door de Koning te bepalen bij toepassing van artikel 3, § 2, in een van de laagste graden van de categorie onmiddellijk boven die van hun graad worden benoemd, als zij aan de volgende vereisten voldoen :

1° in hun categorie een anciënniteit van ten minste twee jaar tellen in dienstactiviteit of in enige administratieve toestand waarin zij hun aanspraken op bevordering behouden ;

2° batig gerangschikt zijn voor het vergelijkend toelatingsexamen of slagen voor het examen dat voor benoeming tot de te begeven graad is opgelegd ;

.../...

3° ten minste het signalement "goed" hebben als zij tot de tweede of derde categorie, of het gunstig advies van de krachtens artikel 49 aangewezen hiërarchische meerdere verkregen hebben als zij tot de vierde categorie behoren ;

4° de voor de uitoefening van het ambt vereiste lichaamsgeschiktheid hebben.

Deze personeelsleden zijn vrijgesteld van elke voorwaarde inzake diploma, leeftijd, proeftijd en examen voor toelating in vaste dienst ... (eventueel door de Regering aan te vullen) ...

HOOFDSTUK II. - BEVORDERING IN GRAAD BINNEN EEN CATEGORIE.

Artikel 51 (artikel 32 van het ontwerp).

Voor bevordering in graad binnen hun categorie kunnen zich kandidaat stellen de personeelsleden die tegelijk :

1° voldoen aan de opgelegde voorwaarden om in de te verlenen graad benoemd te worden ;

2° ten minste twee jaar anciënniteit in hun graad tellen, in dienstactiviteit of in elke administratieve toestand waarin zij hun aanspraak op bevordering behouden ;

3° ten minste het signalement "goed" hebben, als zij tot de eerste, tweede of derde categorie behoren, of het gunstig advies van de krachtens artikel 49 aangewezen hiërarchische meerdere verkregen hebben, als zij tot de vierde categorie behoren. Aan dit vereiste moeten niet voldoen de personeelsleden van de eerste categorie die niet aan signalement onderworpen zijn.

.../...

Artikel 52 (artikel 33 van het ontwerp, gewijzigd met inachtneming van de opmerkingen in het advies, en artikel 4, § 3, tweede lid, van het ontwerp).

§ 1. De voorrang voor bevordering in graden, die worden begeven na het slagen voor een vergelijkend examen, wordt vastgesteld volgens de rangschikking in het vergelijkend examen.

§ 2. Voor bevordering in graden, die worden begeven na het slagen voor een examen, hebben de personeelsleden met het signalement "zeer goed" voorrang op die met het signalement "goed". Bij gelijk signalement of voor personeelsleden die niet aan signalement onderworpen zijn, wordt de voorrang voor bevordering in de volgende orde bepaald :

1° het personeelslid dat geslaagd is voor het oudste examen waarvan de geldigheidsduur niet verstreken is;

2° het personeelslid met de grootste anciënniteit in de graad ;

3° ... (eventueel door de Regering aan te vullen)...

§ 3. Voor bevordering in graden van de tweede, derde en vierde categorie, die worden begeven zonder dat de betrokkenen voor een vergelijkend examen of een examen moeten geslaagd zijn, hebben de personeelsleden met het signalement "zeer goed" voorrang op die met het signalement "goed". Bij gelijk signalement of voor personeelsleden die niet aan signalement onderworpen zijn, wordt de voorrang voor bevordering verleend aan het personeelslid met de grootste anciënniteit in de graad.

.../...

(Stelt de Regering een of meer aanvullende criteria vast, dan moet de laatste volzin als volgt worden gelezen :"Bij gelijk signalement of voor personeelsleden die niet aan signalement onderworpen zijn, wordt de voorrang voor bevordering in de volgende orde bepaald :

1° het personeelslid met de grootste anciënniteit in de graad ;

2° ... (door de Regering aan te vullen)...).

§ 4. Behalve wanneer een vergelijkend examen is ingericht, wordt de bevordering in graden van de eerste categorie toegekend na gemotiveerd advies van de directieraad. Voor bevordering in graden van deze categorie, die worden begeven zonder dat de betrokkenen voor een vergelijkend examen of een examen moeten geslaagd zijn, hebben de personeelsleden met het signalement "zeer goed" voorrang op die met het signalement "goed". Bij gelijk signalement of woor personeelsleden die niet aan signalement onderworpen zijn, legt de directieraad aan de Minister een ranglijst van de kandidaten voor.

Artikel 53 (artikel 34, eerste lid, van het ontwerp).

Voordrachten tot bevordering in graden van de eerste categorie worden door de directieraad, in graden van de andere categorieën door de directeur-generaal van de administratieve diensten opgemaakt.

.../...

Tenzij er geen vacature is, worden deze voordrachten om de zes maanden opgemaakt.

Zij worden echter dadelijk opgemaakt, wanneer het gaat om bevordering in een graad van de eerste categorie, of wanneer, volgens het advies van de directieraad, een onverwijlde benoeming in de openstaande betrekking voor de behoeften van de dienst nodig is.

Artikel 54 (artikel 34, tweede lid, van het ontwerp, en artikel 75 van het statuut van het Rijkspersoneel, op de Regie toepasselijk verklaard door artikel 35 van het ontwerp).

De voordrachten tot bevordering in graad worden de betrokken personeelsleden ter kennis gebracht. Deze personeelsleden kunnen, binnen tien dagen, vóór welke beslissing ook, bij de directieraad de bezwaren indienen welke zij als gegrond mochten beschouwen en hun aanspraak op bevordering doen gelden.

De Minister stelt nadere regelen vast voor het onderzoek van de bezwaren.

TITEL VIII. - TUCHTREGELING EN OVERPLAATSING BIJ ORDEMAATREGEL.

Artikel 55 (artikel 77 van het statuut van het Rijkspersoneel, op de Regie toepasselijk verklaard door artikel 36 van het ontwerp).

De straffen zijn :

1° de terechtwijzing ;

2° de berisping ;

3° de blaam ;

4° de inhouding van wedde ;

5° de overplaatsing ;

6° de disciplinaire schorsing ;

7° de terugzetting in bezoldiging ;

8° de terugzetting in rang ;

9° het ontslag van ambtswege ;

10° de afzetting.

Artikel 56 (artikel 37 van het ontwerp).

De tuchtstraffen worden voorgesteld door de onmiddellijk hiërarchische meerdere.

Onverminderd de toepassing van artikel 5 van de besluitwet van 20 november 1946, worden de straffen uitgesproken door de Minister of de door hem gemachtigde ambtenaar. Voor personeelsleden van de eerste categorie, wordt het advies van de directieraad gevraagd.

Artikel 57 (artikel 79 van het statuut van het Rijkspersoneel, op de Regie toepasselijk verklaard door artikel 36 van het ontwerp).

Geen straf wordt aan het bevoegde gezag voorgesteld dan nadat belanghebbende vooraf is gehoord of ondervraagd.

.../...

Artikel 58 (artikel 36, tweede lid, van het ontwerp).

Van elke straf wordt in het signalements-dossier aantekening gehouden. Doorhaling van die straf geschiedt in de gevallen en op de wijze door de Minister te bepalen.

Artikel 59 (artikel 81 van het statuut van het Rijks-personeel, op de Regie toepasselijk verklaard door artikel 36 van het ontwerp).

Strafvordering schorst de procedure en de disciplinaire uitspraak.

Welke ook de uitslag der strafvordering zij, het administratief gezag oordeelt alleen over de toepassing der disciplinaire straffen.

Artikel 60 (artikel 38 van het ontwerp).

Inhouding van wedde wordt opgelegd voor ten hoogste vijftien dagen. Zij brengt een vermindering mee van het maandelijks weddebedrag van het personeelslid. Deze vermindering mag het vijfde van dit bedrag niet overschrijden.

De inhouding wordt niet toegepast op de aan het personeelslid verleende toelagen en vergoedingen.

.../...

Artikel 61 (gedeeltelijk artikel 40 van het ontwerp).

Het personeelslid ten laste van wie een andere tuchtstraf dan de terechtwijzing, de berisping of de blaam is voorgesteld, kan in beroep komen bij de in Titel IX ingestelde raad van beroep.

Artikel 62 (gedeeltelijk artikel 39 en artikel 40 van het ontwerp).

Overplaatsing bij ordemaatregel wordt uitgesproken overeenkomstig door de Minister bepaalde regelen. Zij is geen tuchtstraf. Het personeelslid ten laste van wie een voorstel tot overplaatsing bij ordemaatregel is gedaan, kan in beroep komen bij de raad van beroep.

TITEL IX. - RAAD VAN BEROEP.

Artikel 63 (artikel 41 van het ontwerp en artikel 82, tweede lid, van het statuut van het Rijkspersoneel, op de Regie toepasselijk verklaard door artikel 47 van het ontwerp).

Bij de Regie wordt een raad van beroep ingesteld, die bestaat uit twee afdelingen, een Franstalige en een Nederlandstalige.

.../...

De raad van beroep heeft tot opdracht, op hun verzoek, de personeelsleden te horen, ten laste van wie een andere tuchtstraf dan de terechtwijzing, de berisping of de blaam is voorgesteld en, vóór elke uitspraak van de bevoegde overheid, een gemotiveerd advies te verlenen over dit voorstel. Hij neemt ook kennis van de aanvragen om herziening van het signalement en van de andere maatregelen of voorstellen waartegen beroep kan worden ingesteld krachtens de bepalingen van dit statuut en van de besluiten tot uitvoering van dit statuut.

De taalrol en eventueel de dienst waartoe de ambtenaar behoort, bepalen voor welke afdeling hij verschijnt.

Artikel 64 (artikel 42 van het ontwerp).

De raad van beroep bestaat uit :

1° een voorzitter, magistraat, benoemd door de Minister en die de beide afdelingen voorzit ;

2° per afdeling, bijzitters gekozen uit de in dienstactiviteit zijnde personeelsleden die ten minste 35 jaar oud zijn en vijf jaren dienst bij de Regie tellen. De bijzitters worden voor de helft aangewezen door de Minister en voor de helft door de syndicale organisaties, die in de syndicale raad van advies zijn vertegenwoordigd, in verhouding tot hun vertegenwoordiging in deze raad.

.../...

Deze evenredige vertegenwoordiging der syndicale organisaties wordt bepaald naar rata van één werkend bijzitter per groep van één of twee gewone leden bij de syndicale raad van advies.

De door de syndicale organisaties aangewezen bijzitters moeten door de Minister worden erkend. Deze kan de erkenning weigeren na advies van de synciale raad van advies.

Het mandaat van de bijzitters verstrijkt drie maanden na de datum, die bij toepassing van het syndicaal statuut voor het installeren van de syndicale raad van advies na elke verkiezing bepaald wordt ;

3° een personeelslid van de Regie aangewezen door de Minister om het betwiste voorstel te verdedigen. Deze ambtenaar is niet stemgerechtigd;

4° voor elke afdeling, een griffier-verslaggever aangewezen door de Minister. De griffier-verslaggever is niet stemgerechtigd;

5° plaatsvervangende leden, zegge een voorzitter, een griffier en bijzitters aangewezen op dezelfde wijze als de gewone leden.

De gewone bijzitters of de plaatsvervangende bijzitters, die zitting hebben voor het onderzoek van een aangelegenheid, moeten behoren tot dezelfde categorie als de verzoeker of tot een hogere categorie.

.../...

Artikel 65 (artikel 45 van het ontwerp).

Wanneer in een bepaalde aan de raad van beroep voorgelegde aangelegenheid, een bijzitter niet een graad heeft die ten minste gelijkwaardig is met die van de verzoeker, wordt hij vervangen door een plaatsvervangende bijzitter die de gestelde voorwaarde vervult.

Wanneer het aantal plaatsvervangende bijzitters, die deze voorwaarde vervullen, ontoereikend is, wordt er binnen een maximum termijn van één maand, volgens de van kracht zijnde regelen voor de aanwijzing van de gewone en de plaatsvervangende bijzitters, overgegaan tot de aanwijzing van plaatsvervangende bijzitters, die al de bij artikel 64 gestelde voorwaarden vervullen.

In ieder geval, bij het verstrijken van de termijn van een maand, beraadslaagt de raad van beroep geldig, van het ogenblik af dat hij een aantal bijzitters omvat dat ten minste gelijk is aan de helft plus één van het aantal bijzitters die normaal de raad van beroep uitmaken, zonder dat geëist kan worden dat de bijzitters, aangewezen door de syndicale organisaties en die aangewezen door de Minister, even talrijk zijn.

Artikel 66 (artikel 86 van het statuut van het Rijkspersoneel, op de Regie toepasselijk verklaard door artikel 47 van het ontwerp).

De verzoeker heeft het recht eensdeels een der door de Minister aangewezen bijzitters en anderdeels een der door de syndicale organisaties aangewezen bijzitters te wraken.

.../...

Artikel 67 (artikel 87 van het statuut van het Rijkspersoneel, op de Regie toepasselijk verklaard door artikel 47 van het ontwerp).

Bovendien wordt gewraakt de bijzitter die, naar het advies van de voorzitter, als rechter in eigen zaak zou kunnen beschouwd worden.

Artikel 68 (artikel 88 van het statuut van het Rijkspersoneel, op de Regie toepasselijk verklaard door artikel 47 van het ontwerp).

In alle geval beschikt het personeelslid, om beroep in te stellen bij de raad van beroep, over een termijn van tien dagen, ingaande op de datum waarop het verzocht wordt, hetzij het voorstel van de maatregel of de straf, hetzij, in zake signalement, de notificering van de vermelding die hem voor het signalement wordt toegekend, te viseren.

Artikel 69 (artikel 89 van het statuut van het Rijkspersoneel, op de Regie toepasselijk verklaard door artikel 47 van het ontwerp).

De zaak wordt bij de raad van beroep aanhangig gemaakt. door de directeur-generaal of zijn gemachtigde. Deze zendt het volledig dossier der aangelegenheid door, alsook alle stukken betreffende het signalement van het personeelslid.

.../...

Artikel 70 (artikel 90 van het statuut van het Rijkspersoneel, op de Regie toepasselijk verklaard door artikel 47 van het ontwerp).

Over een aanvraag mag de raad van beroep niet beraadslagen, zo de onderzoekingen niet voleindigd zijn, zo de verzoeker niet in de gelegenheid werd gesteld zijn verweermiddelen te doen gelden, en zo het dossier niet al de ter zake dienende gegevens bevat, die deze raad in staat kunnen stellen met volle kennis van zaken advies uit te brengen.

Artikel 71 (artikel 46 van het ontwerp).

De raad van beroep kan niet beraadslagen, zo de meerderheid der ter zitting opgeroepen bijzitters niet aanwezig is.

Behalve wanneer toepassing wordt gemaakt van artikel 65, derde lid, moeten de door de Minister aangewezen bijzitters en door de syndicale organisaties aangewezen bijzitters, die deelnemen aan de stemuitbrenging, even talrijk zijn. In voorkomend geval wordt de pariteit hersteld door uitschakeling van een of meer bij loting aangewezen bijzitters.

.../...

Artikel 72 (artikel 91 van het statuut van het Rijkspersoneel, op de Regie toepasselijk verklaard door artikel 47 van het ontwerp).

De raad kan een aanvullend onderzoek aanbevelen en vragen dat daartoe worden afgevaardigd twee bijzitters die de beraadslagingen hebben bijgewoond ; behoudens de gevallen dat geen bijzitter aangewezen wordt door de syndicale organisaties, worden deze twee bijzitters gekozen, de ene onder de bijzitters aangewezen door de Minister, de andere onder de bijzitters aangewezen door een syndicale organisatie.

Na onderzoek stuurt de raad van beroep het dossier aan de betrokken Minister en geeft hij hem kennis van zijn gemotiveerd advies. Hij vermeldt met hoeveel stemmen voor of tegen de uitslag bekomen werd.

De stemming is geheim. Bij staking van stemmen wordt het advies als gunstig voor de verzoeker beschouwd.

De verzoeker en zijn verdediger hebben toelating om ter griffie van de raad van beroep kennis te nemen van het uitgebrachte advies.

Artikel 73 (artikel 92 van het statuut van het Rijkspersoneel, op de Regie toepasselijk verklaard door artikel 47 van het ontwerp, en in overeenstemming gebracht met het koninklijk besluit van 20 juni 1955 houdende syndicaal statuut van het personeel der openbare diensten).

Behalve bij wettige verhindering verschijnt de appellant in persoon ; hij mag een personeelslid van de Regie, dat in werkelijke dienst of gepensioneerd is,

een advocaat of een afgevaardigde van een erkende syndicale organisatie, naar eigen keuze, met zijn verdediging belasten.

De verdediger mag hoe dan ook geen deel uitmaken van de raad van beroep.

Artikel 74 (artikel 93 van het statuut van het Rijkspersoneel, op de Regie toepasselijk verklaard door artikel 47 van het ontwerp).

Zo de belanghebbende, ofschoon behoorlijk opgeroepen, zonder geldige reden zich onthoudt te verschijnen, beschouwt de raad van beroep deze zaak als hem onttrokken en zendt hij het dossier aan de Minister.

Artikel 75 (artikel 43 van het ontwerp. In de tekst is rekening gehouden met de in het advies gemaakte opmerkingen).

Onverminderd de toepassing van artikel 5 van de besluitwet van 20 november 1946, wordt de beslissing steeds genomen door de Minister; hij motiveert elke met het advies van de raad van beroep niet overeenstemmende beslissing. De Minister of zijn gemachtigde notificeert de beslissing aan de raad van beroep.

.../...

Artikel 76 (artikel 44 van het ontwerp).

De bijzitters, de verdedigers, indien zij personeelsleden of gepensioneerde personeelsleden van de Regie zijn of vertegenwoordigers van een erkende syndicale organisatie, en de verzoeker indien het advies van de raad hem gunstig is, ontvangen de volgens de reglementsbepalingen berekende vergoedingen voor reis- en verblijfkosten.

Artikel 77 (artikel 95bis, tweede lid, van het statuut van het Rijkspersoneel, op de Regie toepasselijk verklaard door artikel 47 van het ontwerp).

De raad van beroep stelt een reglement van orde op en legt het voor goedkeuring voor aan de Minister.

.../...

TITEL X. - ADMINISTRATIEVE TOESTANDEN.

HOOFDSTUK I. - VERLOF.

Artikel 78 (artikel 2 van het koninklijk besluit van 16 maart 1940, op de Regie toepasselijk verklaard door artikel 48 van het ontwerp).

Het personeel mag niet van zijn dienst afwezig zijn tenware het verlof of vrijstelling van dienst heeft bekomen.

Behoudens de gevallen van verlof, overeenkomstig de reglementen op geneeskundig bevel voorgeschreven, worden de verloven welke de in dit hoofdstuk vastgestelde duur overtreffen, slechts met schorsing van de bezoldiging toegestaan.

Is een ambtenaar zonder toelating afwezig of overschrijdt hij zonder gegronde reden de duur van zijn verlof, dan wordt zijn bezoldiging voor de niet gewettigde duur van zijn afwezigheid ingehouden, onverminderd de eventuele toepassing van een tuchtstraf.

Artikel 79 (artikel 3 van het koninklijk besluit van 16 maart 1940, op de Regie toepasselijk verklaard door artikel 48 van het ontwerp).

De personeelsleden genieten een jaarlijks vacantieverlof, waarvan de duur als volgt wordt bepaald :

van 18 jaar tot minder dan 25 jaar : vijftien werkdagen;
van 25 jaar tot minder dan 30 jaar : zestien werkdagen;
van 30 jaar tot minder dan 35 jaar : zeventien werkdagen;
van 35 jaar tot minder dan 40 jaar : achttien werkdagen;
van 40 jaar tot minder dan 45 jaar : negentien werkdagen;
van 45 jaar tot minder dan 50 jaar : twintig werkdagen;
van 50 jaar af eenentwintig werkdagen.

De voor de berekening van de duur van het verlof in aanmerking te nemen leeftijd is die, welke het personeelslid bereikt op 1 juli van het jaar.

Artikel 80 (artikel 4 van het koninklijk besluit van 16 maart 1940, op de Regie toepasselijk verklaard door artikel 48 van het ontwerp).

Het personeelslid neemt zijn jaarlijks vacantieverlof naar eigen keuze en met inachtneming van de behoeften van de dienst.

Zo het verlof gesplitst wordt, moet het een doorlopende periode van ten minste één week omvatten.

Artikel 81 (artikel 5 van het koninklijk besluit van 16 maart 1940, op de Regie toepasselijk verklaard door artikel 48 van het ontwerp).

Wanneer een personeelslid slechts gedurende een gedeelte van het jaar in dienstactiviteit is of niet dagelijks diensten verstrekt, wordt het vacantieverlof in evenredige mate verminderd. De gedeelten van de in mindering komende dagen vallen weg.

.../...

Artikel 82 (artikel 6 van het koninklijk besluit van 16 maart 1940, op de Regie toepasselijk verklaard door artikel 48 van het ontwerp).

Behalve het jaarlijks vacantieverlof kan uitzonderlijk verlof, waarvan de duur niet meer dan acht dagen 's jaars mag bedragen, toegekend worden, binnen de perken zoals bepaald in onderstaande tabel :

Aard der gebeurtenis.	Toegestaan maximum.
1. Huwelijk van het personeelslid	4 dagen
2. Bevalling van de echtgenote	4 dagen
3. Overlijden van de echtgenoot, van een bloed- of aanverwant van de 1e graad	4 dagen
4. Huwelijk van een kind	2 dagen
5. Overlijden van een bloed- of aanverwant in welke graad ook maar onder hetzelfde dak wonend als het personeelslid	2 dagen
6. Verandering van standplaats opgelegd in het belang van de dienst, wanneer de verplaatsing een bijdrage van de Regie vereist in de kosten van vervoer	2 dagen
7. Overlijden van een bloed- of aanverwant in de 2e graad maar niet onder hetzelfde dak wonend als het personeelslid.	1 dag

Tijdens die buitengewone verloven blijven de personeelsleden hun bezoldiging genieten.

.../...

Artikel 83 (artikel 7 van het koninklijk besluit van 16 maart 1940, op de Regie toepasselijk verklaard door artikel 48 van het ontwerp).

Behoudens in geval van miskraam vóór de 181e dag van de zwangerschap, heeft het vrouwelijke personeelslid van de Regie dat in dienstactiviteit is, op overlegging van een geneeskundig getuigschrift, waarop de waarschijnlijke bevallingsdatum voorkomt, recht op een bevallingsverlof van twaalf weken.

Dit verlof kan ten vroegste ingaan vier weken vóór de datum die in het geneeskundig getuigschrift wordt aangegeven.

Artikel 84 (artikel 8 van het koninklijk besluit van 16 maart 1940, op de Regie toepasselijk verklaard door artikel 48 van het ontwerp).

Wanneer de bevalling plaats heeft na de waarschijnlijke datum :

1° is de duur van het verplicht verlof na de bevalling tenminste zes weken;

2° wordt de periode, die de duur van het bevallingsverlof overschrijdt en die, op advies van de administratieve gezondheidsdienst, niet beschouwd wordt als ziekteverlof, niet vergoed.

.../...

Artikel 85 (artikel 9 van het koninklijk besluit van 16 maart 1940, op de Regie toepasselijk verklaard door artikel 48 van het ontwerp).

Onverminderd artikel 84, 2°, wordt het bevallingsverlof gelijkgesteld met een periode van dienstactiviteit.

Artikel 86 (artikel 10 van het koninklijk besluit van 16 maart 1940, op de Regie toepasselijk verklaard door artikel 48 van het ontwerp).

Onafhankelijk van die verloven en voor zoverre zulks niet indruist tegen het belang van de dienst, kan verlof zonder wedde, maar met behoud van de aanspraak op bevordering, wegens persoonlijke aangelegenheden toegekend worden, doch slechts aan de vastbenoemde en stagedoende personeelsleden :

1° uit hoofde van dwingende redenen van familiaal belang;

2° om een proeftijd in een andere betrekking van Staat, provincie, gemeenten of een er mede gelijkgestelde openbare instelling te vervullen;

3° om hun kandidatuur voor de wetgevende of provinciale verkiezingen voor te dragen.

Het onder 1° bedoelde verlof wordt toegekend voor een maximumduur van een maand 's jaars; het onder 2° en 3° bedoelde, voor een periode die overeenstemt met de normale duur van de voorgeschreven proeftijd of van de verkiezingscampagne waaraan de betrokkenen als kandidaat deelnemen.

.../...

Elk onbezoldigd verlof dat de duur der vastgestelde grenzen overschrijdt, wordt omgezet in terbeschikkingstelling.

Het wegens stage met verlof zijnde personeelslid behoudt, in geval van indienstherstelling in zijn vroegere betrekking, het voordeel van zijn anciënniteit in dienst en wedde, indien hij het voorwerp van een gunstig signalement uitmaakt.

Artikel 87 (artikel 11 van het koninklijk besluit van 16 maart 1940, op de Regie toepasselijk verklaard door artikel 48 van het ontwerp).

Verlof met behoud van de wedden en rechten tot bevordering kan toegestaan worden, voor de duur der bijwoning van de cursussen der Nationale School voor Burgerlijke Bescherming, aan personeelsleden die aan deze cursussen deelnemen hetzij als niet vast lid van het korps Burgerlijke Bescherming, hetzij als niet tot dit korps behorende leerling.

Artikel 88 (artikel 12 van het koninklijk besluit van 16 maart 1940, op de Regie toepasselijk verklaard door artikel 48 van het ontwerp).

De Minister bepaalt de opdrachten tot handtekening inzake verlof en vrijstelling van dienst, alsmede de formaliteiten omtrent hun toekenning.

... (eventueel door de Regering aan te vullen)...

.../...

HOOFDSTUK II. - ADMINISTRATIEVE TOESTAND DER PERSONEELSLEDEN DIE OPGEROEPEN WORDEN OM MILITAIRE VERPLICHTINGEN IN VREDESTIJD TE VERVULLEN.

Artikel 89 (artikel 1 van het koninklijk besluit van 18 maart 1953, op de Regie toepasselijk verklaard door artikel 48 van het ontwerp).

De personeelsleden die in actieve dienst zijn, worden geacht in deze toestand te blijven gedurende de gedeelten van maanden van het kalenderjaar tijdens welke zij militaire prestaties of daarmede gelijkgestelde prestaties verrichten.

Artikel 90 (artikel 2 van het koninklijk besluit van 18 maart 1953, op de Regie toepasselijk verklaard door artikel 48 van het ontwerp).

De personeelsleden die in actieve dienst zijn, worden geacht in deze toestand te blijven gedurende de volle kalendermaanden tijdens welke zij militaire prestaties of daarmee gelijkgestelde prestaties verrichten, wanneer die dienst geschiedt :

- hetzij ingevolge wederoproeping onder de wapens, met uitzondering van wederoproepingen van lange duur of van wederoproepingen bij wijze van tuchtmaatregel;
- hetzij ingevolge vrijwillige dienstverbintenis of nieuwe dienstverbintenis, met uitzondering van die aangegaan bij de Krijgsmacht of bij de Rijkswacht.

.../...

Artikel 91 (artikel 3 van het koninklijk besluit van 18 maart 1953, op de Regie toepasselijk verklaard door artikel 48 van het ontwerp).

De personeelsleden die gedurende volle kalendermaanden militaire of daarmede gelijkgestelde prestaties verrichten, waarvoor zij niet worden geacht in actieve dienst te blijven krachtens artikel 90, zijn van ambtswege op non-activiteit zonder wedde.

In deze toestand behouden zij hun aanspraken op bevordering.

Artikel 92 (artikel 3bis van het koninklijk besluit van van 18 maart 1953, op de Regie toepasselijk verklaard door artikel 48 van het ontwerp).

De tijdperken gedurende welke de personeelsleden militaire prestaties of daarmede gelijkgestelde prestaties in vredestijd verrichten, schorsen de stage.

Artikel 93 (artikel 6 van het koninklijk besluit van 18 maart 1953, op de Regie toepasselijk verklaard door artikel 48 van het ontwerp).

Met uitzondering van artikel 89 en van artikel 92, is dit hoofdstuk niet van toepassing in geval van mobilisatie.

Artikelen 94 en 95.

...(Deze artikelen zijn opengelaten om de Regering eventueel gelegenheid te geven, bepalingen in te voegen als die van de artikelen 7 en 8 van het koninklijk besluit van 18 maart 1953, die, volgens artikel 48 van het ontwerp, op de Regie toepassing zouden vinden)...

.../...

HOOFDSTUK III. - TERBESCHIKKINGSTELLING.

Afdeling I. - Algemene Bepalingen.

Artikel 96 (artikel 1 van het koninklijk besluit van 30 maart 1939, zoals het op de Regie toepasselijk is verklaard door artikel 48 van het ontwerp).

De personeelsleden van de Regie kunnen zonder opzegging ter beschikking worden gesteld :

1° wegens ambtsontheffing in het belang van de dienst;

2° wegens bijzondere opdracht;

3° wegens ziekte of gebrekkigheid waaruit geen definitieve dienstongeschiktheid ontstaat, doch welke aanleiding geeft tot langere afwezigheid dan bij artikel 110 bepaald;

4° wegens persoonlijke aangelegenheden;

5° wegens uitoefening, in Belgisch-Congo of in de mandaatgebieden, van een ambt dat afhangt van een openbare dienst of van een instelling welke diensten van openbaar nut in bedrijf heeft.

Artikel 97 (artikel 2 van het koninklijk besluit van 30 maart 1939, zoals het op de Regie toepasselijk is verklaard door artikel 48 van het ontwerp).

Voor zover er bij de wet niet anders werd beschikt, wordt de terbeschikkingstelling van het personeel uitgesproken door de Minister of zijn gemachtigde.

De terbeschikkingstelling van de directeur-generaal wordt echter door de Koning uitgesproken.

.../...

Artikel 98 (artikel 3 van het koninklijk besluit van 30 maart 1939, op de Regie toepasselijk verklaard door artikel 48 van het ontwerp).

De personeelsleden kunnen niet ter beschikking gesteld of gehandhaafd worden zo zij de vereiste voorwaarden vervullen om een rustpensioen te bekomen.

Artikel 99 (artikel 4 van het koninklijk besluit van 30 maart 1939, op de Regie toepasselijk verklaard door artikel 48 van het ontwerp).

In geen geval mag de duur der terbeschikkingstelling met genot van wachtgeld, in eens of meermalen, de duur overtreffen van de met ingang van de 19 jarige leeftijd bewezen werkelijke diensten, met inbegrip van de voor de berekening van het rustpensioen in aanmerking komende tijdelijke, interimaire of voorlopige diensten, alsmede van de diensten bewezen in het bestuur van Belgisch-Congo of van de mandaatgebieden of van de organismen die in Belgisch-Congo of in die gebieden diensten van openbaar nut exploiteren, zoals bepaald in artikel 2 van de wet van 18 mei 1929.

De vóór de opneming in de administratieve kaders volbrachte militaire diensten worden niet in aanmerking genomen.

.../...

Artikel 100 (artikel 5 van het koninklijk besluit van 30 maart 1939, op de Regie toepasselijk verklaard door artikel 48 van het ontwerp).

Onder de bij dit hoofdstuk bepaalde voorwaarden mogen wachtgelden worden toegekend aan personeelsleden ter beschikking gesteld wegens ambtsontheffing in het belang van de dienst, wegens bijzondere opdracht en wegens ziekte of gebrekkigheid.

Deze wachtgelden worden vastgesteld op grond van de jongste activiteitswedde, behoudens wanneer het bedrag ervan op het cijfer van het pensioen dient te worden gebracht, in welk geval zij worden berekend op de gezamenlijke, voor de vereffening van het rustpensioen in aanmerking komende sommen.

De activiteitswedde, die in beschouwing wordt genomen voor de bepaling van het wachtgeld van een ter beschikking gesteld personeelslid, wordt, ongeacht de datum waarop het personeelslid ter beschikking werd gesteld, berekend op grond van de bezoldigingen die het genoot of zou genoten hebben bij toepassing van het van kracht zijnde geldelijk statuut.

De dienstjaren die tellen bij de berekening van het wachtgeld, zijn die waarmede rekening gehouden wordt voor het vestigen van het rustpensioen. Ingeval echter het wachtgeld niet op het cijfer van het rustpensioen dient te worden gebracht, wordt er geen rekening gehouden met de vóór de indiensttreding volbrachte militaire diensten. De in aanmerking komende militaire diensten kunnen slechts worden aangerekend voor hun enkele duur.

.../...

In geval van cumulatie van betrekkingen, wordt het wachtgeld slechts toegekend uit hoofde van de voornaamste betrekking.

Artikel 101 (artikel 6 van het koninklijk besluit van 30 maart 1939, op de Regie toepasselijk verklaard door artikel 48 van het ontwerp).

De sommen toegekend aan de ter beschikking gestelde personeelsleden ondergaan, ten aanzien van de schommelingen van het gemiddeld indexcijfer der kleinhandelsprijzen van het Rijk, dezelfde wijzigingen als de sommen toegekend met hetzelfde doel aan de in actieve dienst zijnde vast-aangestelde personeelsleden.

Artikel 102 (artikel 7 van het koninklijk besluit van 30 maart 1939, op de Regie toepasselijk verklaard door artikel 48 van het ontwerp).

Ieder ter beschikking gesteld personeelslid blijft ter beschikking van de Minister en kan, bij vacature, zo hij de vereiste beroeps- en lichaamsgeschiktheid bezit, in de kaders teruggeroepen worden. Hij is ertoe gehouden de hem toegewezen dienst binnen de door de Minister gestelde termijn op te nemen.

Wanneer hij in een nieuwe winstgevende betrekking getreden is, wordt hem een tijdsbestek van drie maanden ten minste, en van zes maanden ten hoogste verleend om aan het bevel der overheid gevolg te geven.

Het personeelslid dat zonder geldige reden de oproep van de overheid niet beantwoordt, wordt als ontslagnemend beschouwd.

.../...

Artikel 103 (artikel 8 van het koninklijk besluit van 30 maart 1939, op de Regie toepasselijk verklaard door artikel 48 van het ontwerp).

Zolang zij een wachtgeld genieten, zijn de ter beschikking gestelde personeelsleden ertoe gehouden ieder jaar vóór de administratieve gezondheidsdienst te verschijnen in de loop van de maand overeenstemmend met die gedurende welke zij hun ambt neergelegd hebben.

De uitkering van het wachtgeld wordt geschorst totdat de begunstigden voor de administratieve gezondheidsdienst opgekomen zijn.

Het personeelslid dat ongeschikt bevonden wordt om zijn ambt te vervullen of het in de toekomst te hervatten, wordt op rustgeld gesteld zo hij de bij artikel 3 der wet van 21 juli 1844 gestelde voorwaarden vervult; vervult hij deze voorwaarden niet, dan wordt hij uit zijn ambt ontslagen.

Het personeelslid dat de bij artikel 99 vastgestelde disponibiliteitstermijn heeft uitgedaan, mag vragen om vóór de administratieve gezondheidsdienst te verschijnen, zo hij zich ten gevolge van ziekte of gebrekkigheid onder de vereiste voorwaarden bevindt om op rustgeld te worden gesteld.

Artikel 104 (artikel 9 van het koninklijk besluit van 30 maart 1939, op de Regie toepasselijk verklaard door artikel 48 van het ontwerp).

Ieder ter beschikking gesteld personeelslid is er toe gehouden een woonplaats binnen het Rijk, waar de hem betreffende beslissingen hem kunnen betekend worden, aan de administratie bekend te maken.

.../...

Artikel 105 (artikel 10 van het koninklijk besluit van 30 maart 1939, op de Regie toepasselijk verklaard door artikel 48 van het ontwerp).

De openstaande betrekkingen worden bij voorkeur aan het personeel der afdeling terbeschikkinggestelden toegewezen, daarbij rekening houdend tegelijk met de anciënniteit en met de voor de openstaande betrekking bijzondere geschiktheid. Het personeelslid dat na het verstrijken van de aan zijn terbeschikkingstelling toegewezen termijn, zijn terugneming in dienst aanvraagt en die bij ontstentenis van een openstaande betrekking niet onmiddellijk in het activiteitskader kan worden herplaatst, blijft tijdelijk ter beschikking en behoudt zijn wachtgeld. Genoot hij er vroeger geen, dan wordt er hem een toegekend, dat de helft van zijn laatste activiteitswedde niet mag overtreffen. Geldt het een bij toepassing van artikel 96, 5°, ter beschikking gesteld personeelslid, dan is de toe te kennen wedde die, welke hij zou genoten hebben, ware hij in activiteit gebleven; zij is verschuldigd van de dag af waarop de belanghebbende zich werkelijk opnieuw ter beschikking van het bestuur stelt.

Afdeling 2. - Terbeschikkingstelling wegens ambtsontheffing in het belang van de dienst.

Artikel 106 (artikel 13 van het koninklijk besluit van 30 maart 1939, op de Regie toepasselijk verklaard door artikel 48 van het ontwerp).

De personeelsleden ter beschikking gesteld wegens ambtsontheffing in het belang van de dienst, genieten het eerste jaar een wachtgeld gelijk aan de jongste activiteitswedde.

.../...

Deze wedde wordt van het tweede jaar af verminderd tot zoveel maal 1/60e van de jongste activiteitswedde als de belanghebbende werkelijke administratieve dienstjaren telt op de datum van zijn terbeschikkingstelling.

Voor de oorlogsinvaliden is het wachtgeld gedurende het eerste en tweede jaar gelijk aan de activiteitswedde. Van het derde jaar af, wordt het elk jaar met 20 t.h. verminderd, zonder dat het minder kan bedragen dan zoveel maal 1/60e van de jongste activiteitswedde als de belanghebbende jaren werkelijke administratieve dienst telt op de datum zijner terbeschikkingstelling.

De diensten van alle aard aan het bestuur van Belgisch-Congo of van de mandaatgebieden bewezen, met uitzondering van private diensten, komen in dezelfde mate in aanmerking als de administratieve diensten in het moederland, indien de belanghebbende op de datum van zijn terbeschikkingstelling ten minste tien jaar administratieve diensten in het moederland heeft volbracht.

Artikel 107 (artikel 14 van het koninklijk besluit van 30 maart 1939, op de Regie toepasselijk verklaard door artikel 48 van het ontwerp).

Elk personeelslid dat het voorwerp uitmaakt van een voorstel tot terbeschikkingstelling wegens ambtsontheffing in het belang van de dienst, kan in beroep komen bij de raad van beroep.

.../...

Afdeling 3. - Terbeschikkingstelling wegens bijzondere opdracht.

Artikel 108 (artikel 15 van het koninklijk besluit van 30 maart 1939, op de Regie toepasselijk verklaard door artikel 48 van het ontwerp).

De in 2° van artikel 96 bedoelde terbeschikkingstelling wordt slechts toegestaan voor opdrachten toevertrouwd door de Belgische Regering of aangeboden door een buitenlandse Regering, een door de Belgische Regering erkend internationaal organisme of door een Belgisch of buitenlands openbaar bestuur en aangenomen met de toestemming van de bevoegde overheid, wanneer duur, belang of aard zelf van deze opdrachten onverenigbaar zijn met de normale uitoefening van het hoofdambt.

Artikel 109 (artikel 16 van het koninklijk besluit van 30 maart 1939, op de Regie toepasselijk verklaard door artikel 48 van het ontwerp).

De beslissing waarbij een personeelslid ter beschikking wordt gesteld wegens bijzondere opdracht, bepaalt de duur van de terbeschikkingstelling en kent hem, zo er aanleiding toe bestaat, een wachtgeld toe dat het derde van de jongste activiteitswedde niet mag overtreffen.

Bij gemotiveerde speciale beslissing kan het personeelslid tot de bevordering in de kaders toegelaten worden.

.../...

Afdeling 4. - Terbeschikkingstelling wegens ziekte of gebrekkigheid.

Artikel 110 (artikel 17 van het koninklijk besluit van 30 maart 1939, op de Regie toepasselijk verklaard door artikel 48 van het ontwerp).

De terbeschikkingstelling wegens ziekte of gebrekkigheid wordt ambtshalve uitgesproken :

1° a) na drie maand afwezigheid voor het personeelslid dat minder dan tien jaar dienst heeft;

b) na zes maand afwezigheid voor het personeelslid dat tien jaar en minder dan twintig jaar dienst heeft;

c) na negen maand afwezigheid voor het personeelslid dat twintig jaar en minder dan dertig jaar dienst heeft;

d) na twaalf maand afwezigheid voor het personeelslid dat dertig jaar of meer dienst heeft.

De dagen afwezigheid, die niet door een dienstherneming van meer dan zes maand gescheiden zijn, worden samengeteld om de voormelde tijdperken van drie, zes, negen of twaalf maand uit te maken;

2° wanneer, in de loop van een tijdperk van ten minste twee jaar, het personeelslid in eens of in verschillende malen een totaal aantal dagen verlof of terbeschikkingstelling wegens ziekte of gebrekkigheid heeft bekomen, dat de helft van het getal in aanmerking komende dagen overtreft. De tijden van terbeschikkingstelling voor oorlogsinvaliden worden buiten beschouwing gelaten.

.../...

In afwijking van 1° van dit artikel, wordt de terbeschikkingstelling wegens ziekte of gebrekkigheid van oorlogsinvaliden ambtshalve slechts uitgesproken na drie, zes, negen of twaalf maand afwezigheid, naargelang de belanghebbende minder dan vijf jaar dienst, vijf en minder dan tien jaar, tien en minder dan vijftien jaar of vijftien jaar en meer dienst telt.

De dienstjaren bedoeld in dit artikel worden bepaald overeenkomstig de bepalingen van artikel 99.

De aan de terbeschikkingstelling voorafgaande afwezigheidstermijnen worden berekend van datum tot datum in gevallen van ononderbroken afwezigheid en op eenvormige basis van dertig dagen per maand, wanneer afwezigheidsverloven die door diensthernemingen worden onderbroken, dienen te worden samengeteld.

De personeelsleden die met verlof zijn wegens ziekte of gebrekkigheid zijn onderworpen aan het toezicht van de administratieve gezondheidsdienst.

Artikel 111 (artikel 18 van het koninklijk besluit van 30 maart 1939, op de Regie toepasselijk verklaard door artikel 48 van het ontwerp).

De terbeschikkingstelling wegens ziekte of gebrekkigheid geeft aanleiding tot het uitbetalen van een wachtgeld gelijk aan :

- 50 t.h. van de jongste activiteitswedde wanneer het personeelslid minder dan twintig jaar dienst telt;
- 60 t.h. wanneer het twintig tot dertig jaar dienst telt;
- 75 t.h. wanneer het dertig jaar of meer dienst heeft.

.../...

In dit geval kan de maximumduur van de terbeschikkingstelling op twee jaar gebracht worden.

Vorenbedoelde termijnen, wanneer het gaat om ononderbroken periodes van terbeschikkingstelling, worden respectievelijk op twee en vier jaar gebracht, ten bate van de oorlogsinvaliden.

In geval van achtereenvolgende terbeschikkingstellingen, onderbroken door diensthervattingen, wordt het wachtgeld verplicht teruggebracht op het bedrag van het pensioen, zodra de totale duur van de terbeschikkingstelling meer dan twee jaar beloopt. Deze termijn wordt voor de oorlogsinvaliden op vijf jaar gebracht.

Wanneer na het verstrijken van de termijn van terbeschikkingstelling waarvan sprake in het eerste lid, de bevoegde commissie verklaart dat de kwaal waardoor de belanghebbende ambtenaar aangetast was, geneesbaar is,en wanneer deze laatste niettemin niet in staat is zijn dienst te hernemen, wordt zijn wachtgeld teruggebracht of vastgesteld op het bedrag van het pensioen dat hem zou verleend worden indien hij op dat ogenblik voorbarig in ruste werd gesteld.

De toestand van het personeelslid dat ongeschikt wordt erkend om zijn dienst uit te oefenen en later te hervatten, wordt geregeld overeenkomstig de bepalingen van artikel 103, derde lid.

Artikel 114 (artikel 21 van het koninklijk besluit van 30 maart 1939, op de Regie toepasselijk verklaard door artikel 48 van het ontwerp).

Onverminderd de in artikel 103 voorgeschreven verplichtingen om jaarlijks voor de administratieve gezondheidsdienst te verschijnen, moet het personeelslid

.../...

dat wegens ziekte of gebrekkigheid met verlof of ter beschikking gesteld is, op de eerste uitnodiging, voor genoemde dienst verschijnen en ieder door zijn administratie voorgeschreven medisch onderzoek ondergaan om zijn lichaamstoestand te doen vaststellen.

Weigert hij, of neemt hij, na dienstbekwaam te zijn erkend, geen betrekking aan, welke met de door hem laatst waargenomen functie overeenstemt, dan wordt hij als ontslagnemend beschouwd.

Artikel 115 (artikel 22 van het koninklijk besluit van 30 maart 1939, op de Regie toepasselijk verklaard door artikel 48 van het ontwerp).

Wanneer een personeelslid gedurende zijn loopbaan om gezondheidsredenen over het geheel meer dan achttien maand verlof heeft bekomen, wordt zijn activiteitswedde gedurende de verloven, welke hem later om gezondheidsredenen worden verleend, met 10 t.h. verminderd. Die termijn wordt op zesendertig maanden gebracht voor de ambtenaren-oorlogsinvaliden.

De belanghebbende is in ieder geval er toe gehouden de Regie schadeloos te stellen voor het nadeel dat zij door de overtreding van vorenstaande bepalingen zou hebben ondergaan.

Artikel 116 (artikel 23 van het koninklijk besluit van 30 maart 1939, op de Regie toepasselijk verklaard door artikel 48 van het ontwerp).

De personeelsleden die wegens ziekte of gebrekkigheid ter beschikking worden gesteld, behouden hun aanspraak op bevordering en hun anciënniteitsrang in het activiteitskader.

Dit is ook het geval voor de personeelsleden wier wedde de in artikel 115 bepaalde vermindering van 10 t.h. heeft ondergaan.

.../...

Afdeling V. - Terbeschikkingstelling wegens persoonlijke aangelegenheden.

Artikel 117 (artikel 24 van het koninklijk besluit van 30 maart 1939, op de Regie toepasselijk verklaard door artikel 48 van het ontwerp).

Het personeelslid dat om persoonlijke aangelegenheden ter beschikking is gesteld, ontvangt generlei wachtgeld.

Hij mag zich niet beroepen op ziekten of gebrekkigheden welke na zijn terbeschikkingstelling werden opgedaan.

Hij verliest zijn aanspraak op bevordering en de tijd van terbeschikkingstelling wordt, in geval van diensthernemning, niet bij de anciënniteit gerekend.

Artikel 118 (artikel 25 van het koninklijk besluit van 30 maart 1939, op de Regie toepasselijk verklaard door artikel 48 van het ontwerp).

De duur van de terbeschikkingstelling wegens persoonlijke aangelegenheden wordt tot ten hoogste zes maanden beperkt. Elk personeelslid dat langer afwezig blijft, wordt dienovereenkomstig als ontslagnemer beschouwd.

.../...

De duur van deze terbeschikkingstelling wordt nochtans tot vier jaar opgevoerd voor de personeelsleden die in Belgisch-Congo of in de mandaatgebieden in dienst van een bedrijf treden dat niet aan de voorwaarden bepaald bij artikel 119 beantwoordt.

Hetzelfde geldt voor het vrouwelijk personeelslid, gemachtigd om haar echtgenoot te vergezellen die in dienst is van een bedrijf dat aan de voorwaarden bepaald bij artikel 119 beantwoordt.

Afdeling VI.- Terbeschikkingstelling wegens uitoefening in Belgisch-Congo of in de mandaatgebieden van een ambt afhangende van een openbare dienst of van een organisme dat diensten van openbaar nut exploiteert.

Artikel 119 (artikel 28 van het koninklijk besluit van 30 maart 1939, zoals het op de Regie toepasselijk is verklaard door artikel 48 van het ontwerp).

Het personeelslid dat ter beschikking is gesteld wegens uitoefening in Belgisch-Congo of in de mandaatgebieden van een openbare dienst of van een instelling die erkend is als zijnde van openbaar nut, ontvangt geen wachtgeld.

Hij behoudt zijn aanspraak op bevordering in het activiteitskader, volgens zijn rechten en rang van anciënniteit; eventueel mag hij buiten kader worden benoemd.

.../...

De tijd gedurende welke hij ter beschikking is gesteld, wordt bepaald door de duur van zijn verbintenis of contract.

Afdeling VII. - Bijzondere bepaling.

Artikel 120 (artikel 29 van het koninklijk besluit van 30 maart 1939, op de Regie toepasselijk verklaard door artikel 48 van het ontwerp).

Ter beschikking wordt gesteld, het personeelslid dat op pensioen moet worden gesteld en het vereiste aantal dienstjaren niet telt om een pensioen te bekomen.

Hem wordt een wachtgeld toegekend, gelijk aan het bedrag van het pensioen dat hij zou bekomen, indien hij op dat ogenblik voorbarig in ruste werd gesteld.

Hij dient zich naar de voorschriften der artikelen 103 en 113 te gedragen.

HOOFDSTUK IV.- PREVENTIEVE SCHORSING.

Artikel 121 (artikel 102 van het statuut van het Rijkspersoneel, op de Regie toepasselijk verklaard door artikel 48 van het ontwerp. In de tekst is rekening gehouden met de in het advies gemaakte opmerkingen).

De preventieve schorsing is een ordemaatregel, welke door het gezag, dat de macht tot benoemen uitoefent, wordt genomen telkens als het belang van de dienst of van het publiek eist dat een personeeslid buiten de administratie wordt gehouden.

.../...

Wanneer de preventieve schorsing meer dan drie maanden duurt, wordt de schorsing alleen gehandhaafd indien de bevoegde overheid het advies van de directieraad vóór het verstrijken van de derde maand heeft gevraagd.

Wanneer de preventieve schorsing meer dan drie maanden duurt, kan het personeelslid in beroep komen bij de raad van beroep.

Artikel 122 (artikel 49 van het ontwerp).

Behoudens in geval van strafvervolging, mag de preventieve schorsing niet meer dan zes maanden duren.

Artikel 123 (artikel 101, 4°, van het statuut van het Rijkspersoneel, op de Regie toepasselijk verklaard door artikel 48 van het ontwerp).

De preventieve schorsing, welke niet in tuchtstraf wordt omgezet, wordt als dienstschorsing, met behoud van aanspraak op bevordering, beschouwd.

TITEL XI. - DEFINITIEVE AMBTSNEERLEGGING.

Artikel 124 (artikel 107, 1°, 3° tot 5°, en 7° tot 10°, van het statuut van het Rijkspersoneel, op de Regie toepasselijk verklaard door artikel 50 van het ontwerp, en artikel 51 van het ontwerp).

Van ambtswege en zonder opzeggingstermijn worden uit hun ambt ontslagen :

1° de personeelsleden, die niet regelmatig benoemd werden;

2° zij die niet meer voldoen aan de eisen gesteld bij artikel 13, § 1, 1°, 2° en 3° ;

.../...

3° zij die na een geoorloofde afwezigheid zonder geldige reden hun dienst niet hervatten ;

4° zij die, zonder geldige reden, hun post verlaten en gedurende meer dan tien dagen afwezig blijven ;

5° zij die het eerste lid van artikel 8 overtreden ;

6° zij die de verplichting omtrent de standplaats niet nakomen ;

7° zij die zich in de gevallen bevinden, waarin de toepassing van de strafwetten en van de burgerlijke wetten ambtsneerlegging ten gevolge heeft ;

8° zij die, in actieve dienst of ter beschikking gesteld, wegens een in de door de wet bepaalde voorwaarden behoorlijk vastgestelde vroegtijdige invaliditeit niet meer in staat zijn om hun ambt volledig, geregeld en onafgebroken uit te oefenen.

Artikel 125 (artikel 52 van het ontwerp).

Het ontslag van ambtswege waarmede de personeelsleden worden gestraft wegens het niet nakomen van het eerste lid van artikel 8, wordt uitgesproken na advies van de directieraad.

Artikel 126 (artikel 108 van het statuut van het Rijkspersoneel, zoals het op de Regie toepasselijk is verklaard door artikel 50 van het ontwerp).

Tot definitieve ambtsneerlegging geven eveneens aanleiding :

1° het vrijwillig ontslag; in dit geval mag het personeelslid eerst na behoorlijke machtiging en na een opzeggingstermijn van ten minste dertig dagen en ten hoogste drie maanden, zijn dienst verlaten ;

.../...

2° de definitief vastgestelde beroepsongeschiktheid van de belanghebbende. Voor personeelsleden die aan signalement onderworpen zijn, wordt deze ongeschiktheid vastgesteld door het behoud van het signalement "slecht" gedurende twee achtereenvolgende jaren, en voor personeelsleden die niet aan signalement onderworpen zijn, door een verslag van de directeur-generaal, opgemaakt na beraadslaging in de directieraad. Dit verslag wordt aan de Minister voorgelegd. Deze maatregel kan evenwel door één enkele terugzetting in rang worden voorafgegaan. Deze terugzetting is geen tuchtstraf. Onder de in artikel 127 bepaalde voorwaarden, kan aan de belanghebbenden een vergoeding wegens ontslag worden verleend;

3° de normale oprustst elling wegens leeftijdsgrens.

Artikel 127 (artikel 2, tweede lid, van het koninklijk besluit van 18 maart 1940, op de Regie toepasselijk verklaard door artikel 50 van het ontwerp).

De vergoeding wegens ontslag is gelijk aan de jongste activiteitsjaarwedde, indien het personeelslid ten minste twintig jaar dienst heeft; aan twee derde of de helft van die jaarwedde, naargelang de ambtenaar tien jaar of minder dan tien jaar dienst heeft.

.../...

TITEL XII. - SOCIALE DIENST.

Artikel 128 (artikel 53 van het ontwerp. De tekst is opgesteld met inachtneming van de in het advies gemaakte opmerking).

Bij de Regie wordt een sociale dienst ingesteld. De Minister regelt de inrichting ervan en gaat hierbij uit van de voordelen die aan het personeel van het Ministerie van Verkeerswezen worden toegekend.

TITEL XIII. - SLOTBEPALINGEN.

Artikel 129 (artikel 54 van het ontwerp).

Voor zover zij voldoen aan de vereisten van artikel 13, § 1, 1° tot 4°, en van artikel 14, kunnen de tijdelijke personeelsleden die vóór de inwerkingtreding van dit besluit in dienst bij de Regie zijn, zodra zij zes maanden dienst tellen en als zij voldoening geven, in vast verband benoemd worden. Zij zijn vrijgesteld van de proeftijd.

Artikel 130 (artikel 56 van het ontwerp).

Dit besluit treedt in werking de eerste dag van de maand volgend op de bekendmaking in het Belgisch Staatsblad.

.../...

Artikel 131 (artikel 57 van het ontwerp).

Onze Minister-Ondervoorzitter van de Kabinetsraad en Onze Minister van Verkeerswezen zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te ,

VAN KONINGSWEGE :

De Minister-Ondervoorzitter van de Kabinetsraad,

De Minister van Verkeerswezen,

BIJLAGE bij het koninklijk besluit . . .

(Deze bijlage zou de lijst bevatten van de diploma's en getuigschriften die in aanmerking komen voor de aanwerving van het personeel van de Regie).

La chambre était composée de — De kamer was samengesteld uit

Messieurs : J. SUETENS, premier président,
de Heren : eerste-voorzitter,

L. MOUREAU, conseillers d'Etat,
G. HOLOYE, raadsheren van State,

A. BERNARD, assesseurs de la section de législation,
Ch.VAN REEPINGHEN, bijzitters van de afdeling wetgeving,

C. ROUSSEAUX, greffier adjoint, — adjunct-griffier, — greffier. — griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M.J.SUETENS.
Le rapport a été présenté par M.J.LIGOT, substitut.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H.J.SUETENS.
Het verslag werd uitgebracht door de H.J.LIGOT, substituut.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,
(s.) C.ROUSSEAUX.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,
(s.) J.SUETENS.